

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

COHABITATION ENTRE LES ACTIVITÉS RÉSIDEN-
TIELLES ET
PROSTITUTIONNELLES DU QUARTIER HOCHELAGA-MAISONNEUVE

PAR CAMILLE CHABOT DEMERS

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À L'ÉCOLE DE CRIMINOLOGIE,
DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
COMME EXIGENCE PARTIELLE À LA MAÎTRISE EN CRIMINOLOGIE

JUIN 2015

Copyright, Camille Chabot-Demers, 2015

Résumé

La présente étude vise à explorer l'univers de la cohabitation entre les activités prostitutionnelles de rue et résidentielles du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Précisément, elle s'attarde aux effets d'une telle pratique sur l'environnement du secteur résidentiel.

Ancrée dans une perspective constructiviste, l'étude s'attarde aux discours de 35 acteurs-clés qui relatent leurs expériences de cohabitation. Ces acteurs sont des commerçants, des résidents du secteur, des intervenants de proximité ainsi que des travailleuses du sexe. À travers l'analyse d'entretiens et d'une centaine d'heures d'observations sur le terrain avec des agents du service de police de Montréal, l'étude expose les enjeux en matière de cohabitation, introduit l'idée d'une tolérance négociée et dresse un portrait de la narcoprostitution de rue, spécifique au quartier Hochelaga-Maisonneuve.

À la lumière des résultats, on constate qu'il est difficile de dissocier les activités prostitutionnelles, des habitudes de toxicomanie. Précisément, la prostitution de rue, la présence de crack house dans le secteur, la consommation et l'intoxication d'individus sur les voies publiques ainsi que l'attroupement de personnes au mode de vie underground sont tous des éléments, bien souvent inter-reliés, présentés par les acteurs interrogés. L'étude met en lumière les effets qu'ont ces éléments sur l'environnement résidentiel du quartier.

Mots-clés : prostitution de rue, narcoprostitution, crack house, cohabitation, Hochelaga-Maisonneuve, toxicomanie, prostitution, théorisation ancrée, méthodologie qualitative

Abstract

This study aims to explore the universe of the cohabitation of street prostitution and residential activities in the district of Hochelaga-Maisonneuve. The research specifically focusses on the impact of such practices on the residential environment.

Rooted in a phenomenological perspective, the study is based on the speech of 35 key players reporting their cohabitation experiences. These actors are merchants, residents of the area, proximity stakeholders as well as sex workers. Through the analysis of interviews and of a hundred hours of field observation in the company of Montreal Police Service officers, the study outlines the cohabitation-related issues, introduces the idea of a negotiated tolerance and portrays the street narco-prostitution specific to Hochelaga-Maisonneuve district.

In the light of our observations, we understand that it is difficult to separate prostitution activities and addiction habits. More precisely, street prostitution, the presence of crack houses, public consumption and intoxication of individuals as well as gatherings of underground lifestyle people are all elements which are very often inter-connected and pointed out by the interviewed actors. The study highlights the impacts of these elements on the residential neighborhood.

Keywords: prostitution, crack house, cohabitation, narco-prostitution, street prostitution, Hochelaga-Maisonneuve, methodology qualitative, grounded theory.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I	
INTRODUCTION	P.1
CHAPITRE II	
ÉTATS DES CONNAISSANCES	
2. VIE DE QUARTIER, PROSTITUTION DE RUE ET TRAJECTOIRES DE TOXICOMANIE.....	P.4
2.1 DÉFINITION DE LA NOTION DE QUARTIER.....	P.5
2.1.1 VIE DE QUARTIER.....	P.7
2.1.2 QUARTIERS ET POPULATIONS MARGINALISÉES.....	P.8
2.2 APPRRIATION DES ESPACES ET DIALECTIQUES ENTRE ESPACES PUBLIC, SEMI- P U B L I C E T P R I V É	P.10
2.2.1 ESPACE ET CONFLITS D'APPROPRIATION	P.11
2.2.2 CONFLITS D'APPROPRIATION ET REVITALISATION.....	P.12
2.3 LE PHÉNOMÈNE «PAS DANS MA COUR».....	P.14
2.4 UNE QUESTION DE NUISANCE PUBLIQUE	P.15
2.5 PROSTITUTION DE RUE ET TOXICOMANIE.....	P.17
2.5.1 TRAJECTOIRES DE TOXICOMANIE.....	P.18
2.5.2 MOBILITÉ DANGEREUSE.....	P.19
2.5.3 POINTS D'ANCRAGE DES ITINÉRAIRES DE TOXICOMANIE.....	P.20
2.6 LA PROSTITUTION ET SES EFFETS.....	P.20
2.7 LES PRÉJUDICES ASSOCIÉS À LA PROSTITUTION DE RUE.....	P.21
2.8 LES STRATÉGIES D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE PROSTITUTION DE RUE.....	P.23
CHAPITRE III	
PROBLÉMATIQUE	
3.1 MISE EN CONTEXTE DE LA PERTINENCE DE LA RECHERCHE.....	P.25
3.2 LE TERRAIN DE L'ÉTUDE : HOHELAGA-MAISONNEUVE.....	P.26
3.2.1 GENTRIFICATION ET LUTTES SOCIALES DANS LE QUARTIER.....	P.27
3.2.2 PORTRAIT DE LA CRIMINALITÉ.....	P.28
3.2.3 PORTRAIT GÉOSPATIAL	P.29
3.2.4 L'IMPORTANCE DU RAPPORT BURTIN.....	P.34
3.3 OBJECTIFS DE RECHERCHE.....	P.35
3.4 CADRE THÉORIQUE : L'INTERACTIONNISME SYMBOLIQUE ET LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES	P.36
3.4.1 LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES	P.37
CHAPITRE IV	
MÉTHODOLOGIE	
4.1 DESCRIPTION DU PROJET.....	P.39
4.2 THÉORISATION ANCRÉE : LE CHOIX D'UNE DÉMARCHE.....	P.39
4.3 COLLECTE DE DONNÉES.....	P.40
4.3.1 OBSERVATIONS PARTICIPANTES.....	P.41
4.3.2 OBSERVATIONS NON-PARTICIPANTES.....	P.42
4.3.3 ENTREVUES INDIVIDUELLES ET DE GROUPES SEMI-DIRECTIFS.....	P.43

4.4 ÉCHANTILLON THÉORIQUE	P.44
4.4.1 DES ACTEURS DE CHOIX.....	P.45
4.5 PROCÉDURE ET RECRUTEMENT.....	P.47
4.6 PROCÉDURE D'ANALYSE DES DONNÉES.....	P.47
4.7 CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES.....	P.49
CHAPITRE V	
RÉSULTATS	
SECTION A :DESCRIPTION DU PHÉNOMÈNE DE PROSTITUTION DE RUE	
5.1 PORTRAIT DU PHÉNOMÈNE	P.51
5.1.1 LES TRAVAILLEUSES DU SEXE À H-M.....	P.52
5.1.2 À LA QUÊTE DE LA PROCHAINE PUFF.....	P.52
5.1.3 DÉLICATE ITINÉRANCE.....	P.54
5.1.4 DES FACTEURS DE VULNÉRABILITÉ.....	P.56
5.2 ZONE D'ACTIVITÉS PROSTITUTIONNELLES.....	P.56
5.3 DES HEURES DE POINTE.....	P.58
5.4 BESOINS DIVERGENTS.....	P.59
SECTION B : DESCRIPTION DU PHÉNOMÈNE DE COHABITATION : TOLÉRANCE, IRRITATION ET PERTURBATEURS	
5.5 TOLÉRANCE ET IRRITATION.....	P.62
5.6. CONCEPTION DE LA PROSTITUTION DE RUE CHEZ LES ACTEURS.....	P.63
5.6.1PEUR ET MÉFIANCE.....	P.63
5.6.2EXASPÉRATION ET COLÈRE.....	P.64
5.6.3MALAISE ET INCONFORT.....	P.65
5.6.4RÉVOLTE.....	P.66
5.7 APPROPRIATION ET STIGMATISATION DE LA RUE SAINTE-CATHERINE EST.....	P.57
5.8 VIES PARALLÈLES ET TOLÉRANCE NÉGOCIÉE	P.69
5.8.1 LIMITES D'UNE COHABITATION FRAGILE.....	P.71
5.8.2 PRÉSENCE DE PIAULES DANS LE QUARTIER.....	P.72
5.8.3 LE HARCÈLEMENT.....	P.74
5.8.4 LA DÉSORGANISATION D'INDIVIDUS SUR LES VOIES PUBLIQUES.....	P.75
5.8.5 PERCEPTION DE LA VIOLENCE.....	P.76
5.8.6 MÉCANISMES DE PROTECTION.....	P.76
5.8.7 LES TRAVAILLEUSES DU SEXE ET LA COHABITATION.....	P.78
5.9 PISTES DE SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LES ACTEURS.....	P.79
5.9.1 MIEUX CONNAITRE LES RESSOURCES.....	P.79
5.9.2 REVITALISATION DU QUARTIER.....	P.79
5.9.3 BESOINS ET RESSOURCES POUR LES TRAVAILLEUSES DU SEXE.....	P.80
CHAPITRE VI	
DISCUSSION ET CONCLUSION	
6.1 LES CONFLITS D'APPROPRIATION À HOHELAGA-MAISONNEUVE.....	P.82
6.2 PHÉNOMÈNE «PAS DANS MA COUR»?.....	P.83
6.3 L'ÉTUDE DE SAVIGNAC ET LA TOLÉRANCE HABITUELLE.....	P.84
6.4 NUISANCE PUBLIQUE OU SOCIALE?.....	P.86
6.5 TRAJECTOIRES DE TOXICOMANIE ET VIE DE QUARTIER.....	P.86
6.6 LES ENJEUX DE DEMAIN.....	P.88
6.7 LES LIMITES DE LA RECHERCHE.....	P.90
CONCLUSION.....	P.91

BIBLIOGRAPHIE	P.92
---------------------	------

LISTES DES TABLEAUX, CARTES ET SCHÉMAS

TABLEAUX

TABLEAU I : CRIMINALITÉ EN 2015 (MONTRÉAL).....	P.29
TABLEAU II : RÉCAPITULATIF DES ACTEURS RENCONTRÉS.....	P.46

SCHÉMAS ET FIGURE

SCHÉMA 1 : CYCLE DE CONSOMMATION CHEZ LES TOXICOMANES PROSTITUÉS (NARCOPROSTITUTION)	P.53
SCHÉMA 2 : MODÈLE ÉCONOMICO-COMPULSIF DE GOLSTEIN.....	P.56
SCHÉMA 3 :FACTEURS DE VULNÉRABILITÉ (RÉCAPITULATIF).....	P.56
FIGURE 1 : ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA COHABITATION.....	P.70

CARTES

CARTE 1 : LOCALISATION DES PARCS DU QUARTIER.....	p.31
CARTE 2 : CARTE DU QUARTIER HOCHELAGA-MAISONNEUVE DIVISÉ EN SECTEUR SELON LES INDICATEURS DE DÉFAVORISATION (SOURCE CDLCHM).....	P.33
CARTE 3 : ZONE À FORTE CONCENTRATION D'ACTIVITÉS PROSTITUTIONNELLES DU QUARTIER HOCHELAGA-MAISONNEUVE.....	P.57
CARTE 4 : SECTEUR DÉVITALISÉ DU QUARTIER HOCHELAGA-MAISONNEUVE.....	P.88

LISTE DES ABRÉVIATIONS

SPVM : SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL
MAP : MODULE D'ACTION PAR PROJET
PDQ : POSTE DE POLICE DE QUARTIER
HLM : HABITATION À LOYER MODIQUE
CJM : CONSEIL JEUNESSE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
ITSS : INFECTIONS TRANSMISSIBLES SEXUELLEMENT OU PAR LE SANG
SDC : SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL
CDLCHM : CONSEIL POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET COMMUNAUTAIRE D'HOCHELAGA-MAISONNEUVE
CLÉS : CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A : FICHE D'OBSERVATION
ANNEXE B : GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF; LES THÈMES ABORDÉS
ANNEXE C: CERTIFICAT ÉTHIQUE DU CERAS
ANNEXE D : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT
ANNEXE E: RECOMMANDATIONS PRÉSENTÉES AU MILIEU COMMUNAUTAIRE ET INSTITUTIONNEL

Merci

À Marie-Lucie Demers et Cloé Chabot-Demers pour leurs encouragements et leur confiance,

À Dominique Honhon pour son aide,

À Jean-Félix Hébert, pour son écoute, son aide et surtout son soutien,

À mon directeur de maîtrise, Rémi Boivin, pour ses précieux conseils et son écoute,

À Marc-André pour ces belles années d'université,

À toute l'équipe du Service de police de Montréal avec qui j'ai eu l'occasion de travailler : votre temps, votre patience, votre aide ont fait de mon expérience de recherche l'une de mes plus belles expériences de vie. Merci Julie Rosa, Véronique Chadillon-Farinacci, Stéphanie Brière et Claude Lizotte,

Au Centre International de Criminologie Comparée pour l'obtention de deux précieuses bourses,

À Delphine Thibodeau-Gagnon, sans qui ce projet n'aurait jamais vu le jour!

AVANT-PROPOS

Les termes «travailleuse du sexe» et «personne prostituée» sont utilisés, tout au long du mémoire, de manière aléatoire. Ce choix est justifié par le désir de ne pas prendre position dans l'échiquier des débats féministes en matière de prostitution ou travail du sexe ou exploitation sexuelle. L'utilisation de termes variés se veut, en toute circonstance, neutre et pratique.

Les termes piquerie, crack house et piaule représentent un seul et même lieu. Selon les milieux et les acteurs rencontrés, les trois termes sont mentionnés. Dans la cadre de cette recherche, ils ne sont pas à distinguer.

CHAPITRE I

INTRODUCTION

Manifestement, le mot cohabitation a le dos large. Il renvoie à une multitude de contextes. Or, un principe demeure fondamental; celui du partage de l'espace entre des entités, plus moins différentes. En ce sens, nous pouvons affirmer cohabiter avec les animaux sur la terre, tout comme nous pouvons affirmer cohabiter avec les membres de notre famille, à la maison. L'idée du partage de l'espace n'est toutefois pas toujours gage de bonnes ententes. Ainsi, nous parlerons de cohabitation difficile, tumultueuse ou encore, négociée.

Bien souvent, le partage de l'espace est rendu difficile lorsque les individus ne partagent pas la même conception de ce que devrait être la cohabitation ou encore, à quel usage est réservé l'espace commun en jeu. Par exemple, il peut être difficile de cohabiter dans un parc, si une partie des personnes qui l'utilise souhaite y exercer des activités récréatives et familiales alors que la seconde souhaite y exercer des activités illicites comme la consommation de stupéfiant.

Le quartier Hochelaga-Maisonneuve présente un cas de cohabitation particulier. Effectivement, si certains le voient comme un milieu où il fait bon y élever sa famille, vaquer à des occupations commerciales ou encore, une opportunité d'achats dans le cadre du marché immobilier, certains y voient aussi l'opportunité de s'adonner à la prostitution de rue.

Ce phénomène est bien connu du service de police de Montréal et plus spécifiquement du poste de quartier 23 qui dessert l'arrondissement en question. Le secteur est confronté, depuis plusieurs années, à certains enjeux associés principalement à la prostitution de rue entraînant les résidents et les commerçants à évoquer leur mécontentement (Lizotte, 2011). Ces tensions contribuent à la diminution du sentiment de sécurité et à la détérioration des relations de cohabitation entre tous les acteurs du quartier (Rosa et coll., 2014).

Il existe très peu d'études qui documentent ce type de phénomène qu'est la cohabitation entre les activités prostitutionnelles et résidentielles d'un quartier. Un nombre important de recherches traitent des enjeux en ce qui concerne les individus qui s'adonnent à ce type d'activité, leurs trajectoires d'entrée et de sortie, les conséquences sur le corps et l'esprit, les

réseaux d'exploitation sexuelle ainsi que la traite des personnes. Très peu traite du phénomène d'un point de vue plus environnemental, c'est-à-dire, des effets de la prostitution sur l'environnement physique où elle se produit. Force est d'admettre que la prostitution et principalement la prostitution de rue renvoie directement à une dynamique sociale beaucoup plus grande, de par sa visibilité. De ce fait, les individus qui côtoient cette réalité dans leur vie quotidienne ne sont pas à exclure lorsqu'il est question de documenter le phénomène de prostitution de rue.

Le service de police de Montréal est aussi soucieux des questions de prostitution de rue sur son territoire. Effectivement, son plan directeur pour l'année 2014-2016 mentionne l'intérêt d'investiguer sur le sujet de la prostitution de rue ainsi que sur la cohabitation dans certains quartiers chauds comme Hochelaga-Maisonneuve. Leur objectif étant la réalisation de deux diagnostics sur la prostitution et la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle pour les quartiers Hochelaga-Maisonneuve et Ahuntsic-Cartierville; diagnostics qui permettront de dresser un portrait de la problématique de cohabitation et les différentes formes dans les deux quartiers désignés afin de mieux connaître la nature et la portée des problèmes en lien avec l'exploitation sexuelle des mineurs, le proxénétisme et la cohabitation.

Considérant qu'il existe peu d'études traitant des enjeux de cohabitation entre les activités prostitutionnelles et résidentielles et que le service de police de Montréal s'intéresse à ce type de recherche, un mémoire portant sur le sujet apparaissait comme un choix judicieux et intéressant. Voilà qui formule les principales motivations.

L'étude suivante présente d'abord l'état des connaissances en matière de partage de l'espace public avec des populations marginalisées, spécifiquement en ce qui a trait aux travailleuses du sexe sur les voies publiques. Ensuite, nous présentons la problématique entourant cette idée de cohabitation entre les activités prostitutionnelles et celles qui sont résidentielles. Nous y retrouvons, du même coup, les éléments qui justifient notre choix d'étudier spécifiquement le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Après quoi, une explication du choix de la méthode ainsi que le cheminement analytique poursuivi tout au long de cette recherche est présentée. Viens après, la présentation des résultats ainsi qu'une discussion permettant la mise en commun entre les nouveaux résultats énoncés ainsi qu'eux présentés au chapitre sur l'état des

connaissances. Une conclusion permet de rappeler les principaux points de la recherche et stimuler certaines pistes de réflexion.

CHAPITRE II

ÉTATS DES CONNAISSANCES

2. VIE DE QUARTIER, PROSTITUTION DE RUE ET TRAJECTOIRES DE TOXICOMANIE

Le présent chapitre présente plusieurs notions et concepts qui rentrent en ligne de compte lorsqu'on s'intéresse aux enjeux de cohabitation dans un espace comme la ville. Il est important de discuter des connaissances développées autour des phénomènes urbains puisque la ville accueille, en un même lieu, divers groupes d'individus qui doivent partager les espaces publics et qui n'ont pas toujours la même représentation de ces espaces et comment les utiliser.

À l'intérieur même de la ville, on retrouve des quartiers et à l'intérieur de ces quartiers, on retrouve des espaces résidentiels privés, des espaces ouverts publics (rues, trottoirs), des espaces publics (parcs, terrains de sport) ainsi que des espaces semi-publics (centre d'achats). Les divers groupes qui occupent ces lieux et ces quartiers permettent de donner une dimension dynamique au concept de ville et de quartier. Effectivement, les individus qui habitent les lieux caractérisent et déterminent la nature même des espaces. Par exemple, certains parcs comme les parcs Laurier ou Lafontaine sont reconnus pour les activités sportives (volley Ball, pétoncles), récréatives et familiales (pique-nique, jeux extérieurs, BBQ) alors que le parc Émile-Gamelin est un carrefour important pour les personnes sans-abris (certains organismes communautaires y servent des repas en soirée). Mais quand est-il des espaces où l'on retrouve à la fois plusieurs groupes d'individus qui n'ont pas la même vision de ce pour quoi l'espace public est destiné?

Le chapitre couvre principalement l'idée même du quartier, les espaces privés et publics ainsi que certains enjeux liés à la cohabitation de ces lieux : gentrification, nuisances publiques et sociale ainsi que l'appropriation et les représentations de certains lieux par les populations marginalisées. Ce tour du chapeau nous permettra, par la suite, de mieux appréhender la problématique et de nous familiariser avec les résultats présentés.

2.1 DÉFINITION DE LA NOTION DE QUARTIER

Il existe dans la littérature concernant la notion de quartier une hésitation à attribuer la priorité à l'une ou l'autre des aspects suivants : les caractéristiques physiques et socio-économiques d'un territoire infra-municipal ou la dimension subjective d'un espace urbain. Lorsqu'on priorise les caractéristiques physiques et socio-économiques, nous pouvons parler d'un «territoire» facilement identifiable par des données morphologiques et/ ou statistiques. En revanche, une approche tournée vers le sujet aborde le quartier comme étant un «espace» perçu ou vécu, en privilégiant les pratiques concrètes, les parcours et les représentations des individus (Morin & Rochefort, 1998). Dans ce cadre, les délimitations physico-spatiales et socio-économiques sont très relatives. Le quartier serait alors plutôt conçu comme un espace à géométrie variable en perpétuelle construction (Grafmeyer, 1994).

Ces visions doivent nécessairement être prises en compte par le chercheur qui se questionne sur les liens sociaux et les pratiques collectives à l'intérieur d'un quartier. Une vision dite écologique et normative du quartier met l'accent sur des questions telles que : le quartier est-il trop grand? Trop petit? Est-il bien délimité par des artères? La population regroupée est-elle relativement homogène? Les lieux favorisent-ils les interactions entre résidents de manière à créer un sentiment d'appartenance? Etc. (Porteous, 1977). Cette vision déterministe de l'espace s'oppose à une seconde vision phénoménologique qui attribue une importance majeure aux dimensions subjectives du quartier. Dans un cas comme dans l'autre, Giddens (1987) affirme qu'outre la flexibilité des limites du quartier dans les représentations des individus, l'objectivité physico-spatiale demeure, sans quoi il n'y a pas de «caractère contextuel de l'interaction». À travers ces divers points de vue, la définition de Morin et Rochefort (1998), en ce qui a trait au concept de quartier, interpelle plusieurs de ces notions :

Le quartier doit être compris tour à tour (dans des proportions extrêmement variables d'un groupe social à l'autre et d'un territoire à l'autre) comme un espace fonctionnel délimité qui influence en partie, en raison de sa morphologie et de ses équipements collectifs, le mode de vie des habitants; comme un espace symbolique forgé par des représentations; comme un espace relationnel plus ou moins diversifié et valorisé, abritant des formes de sociabilité publiques éphémères ainsi que des liens de solidarité

durables; comme un espace politique dans la mesure où s'y mobilise autour d'enjeux locaux, mais aussi à l'occasion de la promotion et de la négociation d'intérêts donnés.

Le quartier est, pour ainsi dire, une réalité multidimensionnelle : traits physiques, fonctions, symboles, et pratiques sociales. De plus, il s'agit d'une réalité historiquement produite qui occupe un caractère distinctif par rapport à la ville. Le quartier constitue une unité socio-spatiale différenciée qui possède, entre autres, un nom distinctif : Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Centre-Sud, Rosemont, etc., mais aussi une histoire à travers le temps et l'espace.

Toujours est-il qu'il existe, à l'intérieur même d'un quartier, ce que l'on appelle le voisinage. Ces personnes qui cohabitent à proximité de notre propriété privée, ou encore, de notre chez-soi. Michel Bassand consacre un chapitre complet, dans l'ouvrage *Métropolisation et inégalités sociales*(1997) à la notion même de voisinage. Il y présente deux définitions relatives au concept. D'abord, une définition dite architecturale, où le voisinage est conçu comme étant une micro-unité spatiale urbaine, qui se situe entre le logement et le quartier. Plus concrètement, le voisinage est formé d'un ensemble restreint de logements, organisés en un seul immeuble ou plusieurs maisons individuelles, disposant d'espaces libres et verts, de voies de circulation propres et des micros-équipements indispensables à la vie de tous (Bassand, 1997).

Ensuite, une définition sociologique. Les sociologues, dit-il, prennent surtout en compte la vie sociale qui se développe dans l'unité spatiale architecturale. Précisément, cette vie sociale se définit par les activités liées aux relations qu'entretiennent les voisins, ou des groupes de voisins entre eux (Bassand, 1997). Nous parlerons, un peu plus tard, de l'extension de la vie privée du chez-soi vers l'espace public. Le voisinage peut être une prolongation de la vie privée dans cet espace. Par exemple, une discussion de perrons le samedi après-midi, la rencontre de notre voisine préférée au métro sont tous des illustrations du prolongement de la sphère privée de l'individu dans la sphère publique.

Or, vous en conviendrez, le voisinage n'est pas toujours gage de bonne entente : on ne choisit ni ses voisins ni leurs activités. Un voisin qui écoute de la musique durant la nuit, une voisine qui laisse trainer ses déchets sur le perron : voilà des exemples qui peuvent nuire aux bonnes

relations de voisinage. De plus, le voisinage comprend aussi, parfois, des individus qui ne partagent pas de logement près de chez nous. Notre voisinage peut comprendre, une maison de femmes battues, des itinérants dans le parc en face de notre logement ou encore, un organisme venant en aide aux toxicomanes. Les dynamiques de voisinage s'insèrent dans la vie de quartier.

2.1.1 VIE DE QUARTIER

À quoi faisons-nous allusion lorsque nous parlons de vie de quartier? Nous avons vu, précédemment, qu'un quartier est constitué physiquement de rues, de places, de parcs, d'immeubles, de commerces et plus encore. C'est aussi un espace géographique où différents groupes de population cohabitent, travaillent, consomment ou ne font que passer; c'est donc dire que la vie de quartier constitue, en quelque sorte, une forme visible de la vie en communauté (Perrault, 1999).

Or, si le quartier est théoriquement constitué d'espaces publics, force est d'admettre que dans les faits, chaque usager du quartier développe un rapport privé avec ceux-ci. En ce sens, le quartier constitue une transition entre la sphère privée de l'individu (l'espace privé du logement) et ce qui est le plus inconnu (le reste du quartier, de la ville, ou même le reste du monde). Le quartier est en quelque sorte «un accroissement de l'habitable» (Mayol, 1980). En ce sens, des activités privées qui se déroulent dans la sphère publique, comme faire ses commissions dans son quartier, aller à son club vidéo sont des continuums de la sphère privée dans la sphère publique. Par conséquent, il existe autant de façons de vivre ce lien privé avec le quartier, qu'il y a d'usagers.

Le rôle qu'occupe l'usager par rapport à son quartier influence nécessairement ses façons de concevoir sa vie de quartier. Ainsi, un commerçant, un intervenant de rue, une mère de famille et un itinérant n'ont pas le même rapport au quartier. Plus précisément, l'attribution de significations des lieux est différente pour chacun. Par exemple, un parc peut, à la fois, être un endroit pour y vendre de la glace, un endroit pour y amener ses enfants ainsi qu'un endroit pour consommer de la bière. C'est à ce moment que la cohabitation peut devenir problématique : «les irritants urbains émergent surtout lorsque les pratiques privées d'un groupe empiètent sur celles des autres» (Perrault, 1999). Considérant que les populations

marginalisées sont, a priori, exclues de la réalité intrinsèque des quartiers (de par leur mode de vie en marge de la société), ils sont rapidement vus comme problématique pour le reste des usagers du quartier.

2.1.2 QUARTIERS ET POPULATIONS MARGINALISÉES

Les villes d'Amérique du Nord ont cette particularité d'avoir en un même lieu des populations extrêmement intégrées à leur société et des populations extrêmement désintégrées à celle-ci. Si nous considérons l'intégration via les modes de vie, les activités routinières et quotidiennes, l'adhésion aux valeurs dominantes, force est d'admettre que plusieurs populations telles que les prostitués, les itinérants et les toxicomanes occupent une place à la marge. Toujours est-il que ces populations aux modes de vie contrastés occupent plusieurs espaces publics de la ville. Certains quartiers regroupent une concentration importante de populations marginalisées. Les quartiers Centre-Sud, le Centre-Ville de Montréal et, plus récemment Hochelaga-Maisonneuve sont de très bons exemples de ce type de réalité.

À l'intérieur de ces quartiers, pour ne nommer qu'eux, certains lieux, comme les parcs, les entrées de commerces, les terrains vagues et certaines stations de métro sont le théâtre de rassemblements importants pour les toxicomanes, les itinérants et les prostitués. Ces espaces sont significatifs pour ceux qui en font usage. Aussi, selon l'enquête de Morin (2008) sur les jeunes de la rue, ces espaces peuvent être considérés comme des lieux d'appartenance, de refuge, de socialisation qui contribuent à construire une identité individuelle pour une personne ou collective pour un groupe de personnes. Or, la présence de ces populations peut aussi contribuer à la stigmatisation de ces espaces au regard des autres et y occasionner des conflits d'appropriation (Morin, 2008).

Effectivement, ces lieux marqués par une forte concentration d'individus marginalisés peuvent rapidement être perçus de façon défavorable par le reste de la population. Par exemple, cette appropriation des lieux publics, par les populations marginalisées, suscite l'irritation, l'insécurité et la crainte de formation de ghettos pour les autres acteurs de la communauté

(résidents, commerçants, visiteurs, touristes). Elle peut également représenter l'incarnation de la dégradation et du déclin du quartier : incivilités, consommation de drogues, sollicitation de tout genre, etc. En ce qui a trait aux commerçants, certains déplorent l'image négative de leur quartier ainsi qu'une clientèle réticente à venir consommer dans leur commerce. Les populations marginalisées feraient fuir une clientèle importante, disent-ils.

Parazelli présente, dans son rapport de recherche portant sur les enjeux du partage de l'espace public avec les personnes itinérantes, l'idée selon laquelle « la mondialisation de l'économie incite la plupart des grandes métropoles à consolider leur position dans un marché en plein essor dans lequel la visibilité des personnes itinérantes représenterait un important problème d'image » (Parazelli, 2014). À l'intérieur de ce processus de « globalisation » urbaine, les villes seraient enclines à favoriser un climat de consommation et d'acquérir une position enviable sur le marché international. Pour ce faire, les villes comme Montréal et Québec auraient entamé un processus bien simple; celui de valoriser les espaces centraux dans la ville afin d'y produire un important levier économique. Or, ce processus contribue aussi à creuser les inégalités d'accès au logement par la hausse des prix des loyers et de la gentrification que s'ensuit (Boulianne et Fontanette Aguiar, 2007 dans Parazelli, 2014).

Parmi ces problèmes, la visibilité des personnes en situation de marginalité devient pour bon nombre d'acteurs, un obstacle social, symbolique et esthétique aux exigences du développement économique en cours (Parazelli, 2014). Fleury (2007) nous apprend que cette pression économique qu'ont les villes conditionne une série de problèmes relatifs à la quasi-privatisation d'espace public, de plus en plus considéré comme des espaces de consommation, d'expériences festives et de contrôle de leur image. Or, ces efforts de revitalisation exacerbent les relations entre les acteurs tels que les résidents et les commerçants, versus les populations marginalisées pour qui l'appropriation des espaces publics devient de plus en plus difficile. À ce titre,

« Certaines villes entament des processus de régulation et de contrôle des espaces publics (places, parcs, rues, etc.) ou quasi-public (centre d'achat, campus, terrain de sport, etc.) à travers des dispositifs de contrôle des frontières et de discipline (surveillance policière, gardiens de sécurité, etc.) de dissuasion (à travers l'aménagement urbain), ainsi que des dispositifs légaux (loi anti-mendicité).

Or, même si une ville comme Montréal se fait un devoir d'assurer la qualité de vie et la sécurité dans le développement urbain, la présence de populations marginalisées constitue un véritable casse-tête. Souvent, leur présence dans les espaces publics constitue une source présumée du sentiment d'insécurité et de tensions avec d'autres usagers de ces espaces. La ville doit toutefois offrir un accès égalitaire pour tous les citoyens à ces espaces et parfois ces espaces constituent des repères, des lieux d'appropriation importants pour les populations marginalisées (surtout pour les itinérants, contraint à vivre continuellement dans les espaces publics de la ville).

2.2 APPROPRIATION DES ESPACES ET DIALECTIQUE ENTRE ESPACES PUBLIC, SEMI-PUBLIC ET PRIVÉ

L'appropriation de l'espace est une notion qui fait souvent office de catégories d'analyse pour l'urbaniste et plus spécifiquement, la différence entre certains types d'espaces. Tel que l'indique N.Habraken (1998, dans Fusco, 2010), les espaces public et privé sont des catégories qui sont toujours relatives; c'est-à-dire, qu'un espace peut être public pour une certaine sous-population et privé pour d'autres. Par examen, le stationnement d'un édifice à condos est public pour les propriétaires de l'établissement, mais privé pour ceux qui n'y habitent pas. Le libre accès peut donc être un critère d'analyse des espaces.

Toujours est-il qu'il est possible de regarder les diverses catégories d'espaces d'un point plus absolu. Il existe des espaces publics urbains qui renvoient à tous les espaces ouverts, libres d'accès et de mouvement, pour toute la population urbaine. Les parcs, les rues et les trottoirs sont de parfaits exemples. Ces espaces ne peuvent pas être juridiquement appropriés par des individus ou des groupes d'individus au détriment et à l'exclusion du reste de la population. Les espaces privés, quant à eux, sont régis par le code de la propriété privée. Ce sont les propriétaires qui décident à qui est réservé leur espace. Entre ces deux catégories, comme le mentionne Fusco (2010), il existe des espaces semi-publics. Dans ce cas, la propriété peut être privé ou public. Toujours est-il que l'usage de ces espaces est régi par des règles de libre accès et de libre circulation (lors des heures d'ouverture et conformément au respect des règlements

et des lois en vigueur). À ce titre, les bibliothèques publiques, les bouches de métro et les centres d'achats sont de très bons exemples.

Ces divers espaces contribuent nécessairement à la vie active et dynamique des citoyens. À ce titre, Fusco (2010) indique :

« Les trois types d'espace cohabitent et sont nécessaires au bon fonctionnement de la place : d'une part, un espace public qui ne serait pas bordé d'espaces privés pourrait accueillir bien peu de fonctions urbaines; d'autre part, la plupart des fonctions qui contribuent à animer l'espace public proprement dit nécessitent précisément d'une appropriation de type semi-public».

L'appropriation de ces lieux émerge à la fois dans l'usage que l'on fait de ces espaces et la signification qu'on lui attribue. Par exemple, un dépanneur peut à la fois être l'endroit où l'on achète sa bière, l'endroit où l'on y vole des barres de chocolat et l'endroit où l'on vient parler avec notre vendeur sympathique du samedi matin. Lorsqu'on s'intéresse à l'appropriation de lieux publics par des personnes en situation de marginalité, il est intéressant de s'attarder à l'usage qui est fait de ces lieux ainsi que de leurs significations.

2.2.1 ESPACE ET CONFLITS D'APPROPRIATION

Certains espaces publics, investis par les populations marginalisées, constituent des lieux de conflits d'appropriation importants. D'un côté, ces populations qui revendiquent le droit à la ville, à l'aide des organismes communautaires qui viennent à leur défense, conformément à leur mission. De l'autre, les investisseurs et les intervenants du secteur public et privé qui se plaignent des conséquences engendrées par cette occupation (insécurité, irritants, délabrement des lieux, consommation de drogues, sollicitation, etc.).

De toute évidence, des conflits d'appropriation de l'espace surviennent lorsque des groupes opposés revendiquent l'utilisation de lieux publics à des fins différentes. Ces groupes d'acteurs conçoivent des modes distincts de relations, d'utilisation et d'occupation de certains lieux. Ces conflits s'organisent autour de pratiques et de représentations sociales opposées qui découlent notamment de référents normatifs différents (Morin & coll. 2008). Dans cet ordre d'idées, l'enjeu dépasse largement les incivilités: il pose plutôt la question des places sociales où peuvent se développer les rapports sociaux entre et avec les populations marginalisées, dans le

milieu urbain. Autrement dit, le défi de la cohabitation des espaces publics devient un enjeu important pour les quartiers où surviennent ce type de conflits.

Les lieux publics revêtent plusieurs fonctions : ils orientent certaines de nos activités quotidiennes, ils développent le sentiment collectif, ils sont lieux de sociabilité et d'identification pour tous ceux qui en font l'utilisation (Bassand & coll. 2001).

Plusieurs quartiers de la ville de Montréal sont témoins de transformations physiques et sociales par suite d'investissements gouvernementaux importants sur des espaces publics, à l'intérieur des espaces résidentiels ou contigus à eux (Bélanger, 2010). Certaines interventions de revitalisation ont pour objectif de réduire la dégradation physique ou le déclin socioéconomique d'un secteur. Or, ces projets de revitalisation font parfois naître un phénomène connexe : la gentrification de ces quartiers. Ce phénomène occasionne l'arrivée d'une nouvelle population au mode de vie différent. Dans ce cadre, la cohabitation entre les groupes de résidents peut s'avérer difficile, voire conflictuelle, en ce qui concerne les représentations et les modes d'appropriation des espaces publics (Bélanger, 2010).

2.2.2 CONFLITS D'APPROPRIATION ET REVITALISATION

Les conflits d'appropriation d'espaces urbains se présentent souvent lors des processus de revitalisation où divers acteurs, ayant des logiques économiques, identitaires et symboliques divergentes, investissent certains lieux nouvellement communs. Un même espace peut bel et bien revêtir différentes significations et, par conséquent, des usages différents. C'est pourquoi ils en découlent souvent des conflits d'appropriation, lorsque ces lieux sont convoités par des acteurs n'ayant pas les mêmes repères normatifs (Morin, 2008).

Bien entendu, il est difficile de déterminer, a priori, les impacts des opérations de revitalisation des espaces publics. Or, il est fort possible que les résidents du quartier se sentent envahis dans leur territoire. L'arrivée de nouvelle population qui s'approprie, à leur tour, des espaces publics déjà emplis d'un univers symbolique et d'identifications précises par les utilisateurs traditionnels peut rapidement générer un niveau d'insatisfaction du milieu de vie.

Après plus de 40 ans de recherche sur la gentrification, le concept semble galvaudé de sens et d'interprétation. Notamment, il semble omnipotent à toute dynamique d'élévation du statut

économique et socioprofessionnel dans les quartiers. Or, les processus de gentrification sont complexes. Certains de ces projets sont axés sur la production de l'espace à travers la promotion immobilière (Bidou, 2003) alors que d'autres sont orientés vers la consommation de l'espace, par le biais d'actions individuelles de réhabilitation du bâti résidentiel. Toutefois, comme le mentionne Bélanger (2010), quelle que soit la définition choisie pour illustrer le processus de transformation à la fois physique et sociale d'un quartier, on retrouve dans la plupart des cas, cette idée de déplacement d'une population moins fortunée, par une population plus fortunée.

Ce qui est important dans la nature du phénomène, ce n'est pas seulement la disparité des revenus entre ménages, mais aussi les modes de vie et les valeurs qui peuvent s'opposer à l'intérieur même du quartier.

Force est d'admettre que la renaissance d'activités économiques d'un quartier ainsi que l'arrivée d'une nouvelle population plus fortunée peuvent engendrer une augmentation du prix des taxes et des loyers. De plus, ces investisseurs et cette nouvelle population seront tentés de créer une nouvelle image du quartier en revitalisant celui-ci. Certains pouvoirs politiques peuvent aussi, simplement, tenter de répondre aux besoins d'une population locale prisonnière d'un quartier en cycle de déclin démographique, économique ou socioéconomique.

L'un des outils privilégiés actuellement est l'augmentation de la mixité sociale à l'échelle du quartier. Cette mixité s'exprimant par la mise en place de politiques et de programmes de déconcentration de la pauvreté, de reconstruction de complexes résidentiels pour y inclure davantage de mixité, et d'insertion de nouveaux logements dans le tissu résidentiel existant (Rose, 2004; référence à une «gentrification instantanée»). Certains rapports à l'espace, en interaction avec la programmation de certains lieux, leur accessibilité, leur contrôle et leur surveillance sont ainsi transformés. De nouveaux dispositifs (caméras de surveillance, aménagement paysager, patrouille policière plus fréquente, administration zélée de contraventions, etc.) sont, parfois, déployés pour chasser, disperser ou déplacer les populations marginalisées qui contreviennent, par leur présence et leurs pratiques, aux images de prospérité urbaine véhiculées par les opérations de revitalisation des centres-villes (Morin & coll. 2008).

Il va sans dire que de tels changements peuvent être mal accueillis par la population locale. Certains quartiers connaîtront des mouvements «anti-gentrification». Toutefois, il reste que le vécu quotidien de cette mixité sociale ainsi que les tensions (ou absence d'interaction) qui existent entre les groupes aux modes de vie différents restent peu documentés (Rose, 2004 citée dans Bélanger, 2010).

2.3 LE PHÉNOMÈNE DU «PAS DANS MA COUR»

Baillargeon (1991) s'est attardé au phénomène d'intolérance au sein des quartiers où l'on retrouve une forte mixité sociale. Le phénomène communément appelé «pas dans ma cour...» constitue un refus de la cohabitation de l'espace. Il peut s'agir de la cohabitation de fonctions sociales différentes ou encore, d'identités collectives différentes et entre lesquelles existe une relation inégalitaire. Par exemple, la cohabitation de fonctionnaires et de personnes prostituées dans un même espace renvoie à des modalités de réalisation différentes pour gagner son pain quotidien.

En ce sens, Baillargeon (1991) indique que l'espace où prennent place les fonctions et les rapports collectifs n'est pas donné, mais partagé, de façon plus moins harmonieuse ou conflictuelle. Conséquemment, l'espace n'est pas immuable; il est constamment le fruit de luttes d'appropriation. Or, le mouvement «pas dans ma cour» renvoie à l'idée d'une appropriation privée de certains lieux; donc essentiellement chez les propriétaires de ces espaces. Ceux-ci en viennent à percevoir la cohabitation comme une menace à leurs intérêts et à leurs droits, qui sont liés à la propriété privée et auxquels le contexte actuel confère une grande valeur (Baillargeon, 1991). Le mouvement est aussi à rapprocher avec un ensemble de phénomènes sociaux qui le nourrissent : la montée de l'individualisme, le repli narcissique sur soi, son espace, ses intérêts économiques, sa sécurité et les micro-appartenances, le désengagement de l'état envers les populations marginalisées, le respect alloué aux individus productifs, qui possèdent des actifs, une identité, une autonomie et des pouvoirs (Noël, 1989; Baillargeon, 1991) sont du nombre.

Dans cette perspective, certaines collectivités n'ayant aucune possession, comme les locataires et les populations marginalisées (prostitués, itinérants, jeunes de la rue) sont désavantagés dans ces rapports de force que constituent les conflits d'appropriation. Les élites locales, qui renvoient à l'ensemble des personnes qui occupent des positions dominantes en raison de leur pouvoir, leur richesse et/ou leurs possessions, jouissent de plus grands pouvoirs; leurs voix faisant échos auprès des promoteurs immobiliers et des politiciens du quartier. Certains groupes se mobilisent contre la cohabitation de diverses collectivités : refus d'avoir un organisme pour toxicomanes près de chez soi, opposition à la construction d'HLM dans son arrondissement, pression sur le politique pour le nettoyage de certains parcs utilisés par les populations marginalisées, etc.

Lise Noël (1989) analyse l'intolérance comme dépossession de l'autre de son identité, de son autonomie et du pouvoir. En ce sens, la réappropriation collective de l'autre contre l'intolérance doit être réfléchi en termes de reconquête de l'espace. Une orientation dynamique pour penser aux stratégies pouvant être déployées.

2.4 UNE QUESTION DE NUISANCES PUBLIQUES

Si certaines activités introduites dans la sphère publique par des populations marginalisées ne sont pas toujours tolérées ou souhaitées, il n'en demeure pas moins qu'elles ne sont pas nécessairement illégales. En ce sens, certaines activités ayant principalement rapport avec les activités prostitutionnelles ou de consommation, sont parfois «dérangeantes» pour la population générale, bien qu'il n'y ait aucun critère précis pour justifier cet agacement. La présence d'une fille habillée de façon sexy peut susciter l'inconfort chez certaines personnes sans que l'on puisse nécessairement parler d'acte illégal. Voilà pourquoi, il est pertinent d'employer la notion de nuisance publique.

La complexité du phénomène et son caractère subjectif rendent difficiles l'interprétation et la définition du concept de nuisances publiques liées à la toxicomanie et la prostitution. Lorsqu'on s'intéresse aux nuisances, au sens de ce qui dérange, gêne ou indispose, il convient de s'interroger sur les faits considérés comme nuisibles, par qui, dans quel contexte et selon quels critères. En ce sens, le fait de percevoir un fait visible comme une nuisance varie largement selon les résidents, les quartiers et les temporalités.

L'étude de Savignac (2007) introduit l'idée suivante :

«Dans des quartiers traditionnels de prostitution, qui sont en même temps des quartiers d'habitats, il se peut, même si ce n'est pas systématique, que les résidents ne fassent pas état de problème de nuisances, par effet de l'habitude ou de lassitude ou après avoir développé une forme de convivialité avec les personnes concernées. À l'inverse, les résidents d'un quartier nouvellement confronté à la prostitution pourraient réagir autrement».

Le même comportement ne suscite pas la même représentation donc pas la même réaction selon le quartier et plus précisément, la personne qui le voit. Chez certains, on observe une forme de banalisation, de tolérance (que l'on pourrait appeler «l'accoutumance à certains comportements») et, chez d'autres personnes, une forme d'intolérance ou d'exaspération (Savignac & coll., 2007).

Force est d'admettre qu'une nuisance ne peut en être une, si elle n'est pas vue. Conséquemment, pour qu'une nuisance en soi une, elle doit être visible. Ces comportements observés peuvent entraîner dans la population un sentiment d'insécurité. Par exemple, la simple vue d'attroupements de jeunes et la mendicité sont des phénomènes qui peuvent gêner les gens, alors qu'aucun élément «objectif» n'est identifié. Ceci étant dit, le fait d'apercevoir des gens aux comportements différents des nôtres peut créer chez certaines personnes un sentiment de crainte.

En ce qui concerne la subjectivité attribuable aux nuisances publiques, la perception peut aussi varier selon l'état ou la fonction des personnes. En ce sens, pour un même évènement, un résident, un policier, un commerçant, un élu local, un travailleur de rue du milieu communautaire ou du milieu de la santé ne percevront pas de la même manière, et leurs attentes au regard de l'action qui doit être prise seront également différentes. (Savignac & coll., 2007). La perception et la visibilité des nuisances publiques peuvent contribuer à une réelle perte de jouissance des lieux publics. Il est aussi important de spécifier que les nuisances publiques sont attribuables à des comportements et qu'elles doivent, de ce fait, être distinguées des nuisances dites sociales, qui recouvrent une stigmatisation de certaines catégories de personnes.

Pour être considéré comme une nuisance, le comportement doit avoir des impacts sur d'autres personnes, directement (menace, harcèlement, intimidation) ou indirectement (seringues à la traine, déchets). La majorité des nuisances ne constituent pas des infractions en raison de leur faible gravité ou parce qu'elles ne constituent pas des priorités pour les autorités (Savignac et coll., 2007).

La recherche de Savignac propose un manuel pratique qui vise uniquement les nuisances publiques liées aux drogues et à la prostitution de rue. Pour ce faire, un programme d'échanges entre les villes de Bordeaux, Liège et Montréal, chapeauté par le centre international pour la prévention de la criminalité, a été réalisé. Le manuel pratique pour l'action locale propose trois parties : le diagnostic, le plan d'action et l'évaluation. L'ouvrage constitue une référence importante dans le cadre du mémoire qui se propose de faire la première partie, soit le diagnostic en matière de cohabitation entre les activités résidentielles et prostitutionnelles dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Regardons, maintenant, de manière plus approfondie, les phénomènes de prostitution de rue et de toxicomanie.

2.5 PROSTITUTION DE RUE ET TOXICOMANIE

La prostitution et la toxicomanie constituent deux phénomènes bien souvent interreliés. Selon une étude réalisée à Vancouver auprès de 565 femmes utilisatrices de drogues injectables (UDI), 59% d'entre elles étaient des femmes prostituées (Kuyper et coll., 2005). Le recours à la prostitution comme source de revenus chez les narcomanes caractérise 21% des femmes et 3% des hommes (Grapendaal et coll., 1995 cités dans Nadeau et Bartran, 2006). Les femmes toxicomanes qui se prostituent ont tendance à être plus jeunes et à risque d'avoir été incarcérées, d'avoir un milieu de vie instable, de s'injecter de la cocaïne ou de l'héroïne quotidiennement et de fumer du crack tous les jours que pour celles qui ne se prostituent pas (Kuyper et coll., 2005).

Nombreuses sont les études qui indiquent que les femmes toxicomanes qui se prostituent le font généralement en derniers recours, en offrant leurs services dans la rue plutôt que dans le cadre d'agences (Nadeau & Bertrand, 2006; Philpot, Harcourt & Edwards, 1989). Cette façon de faire aurait pour conséquence de rendre davantage ces femmes vulnérables, en plus de vivre un niveau alarmant de violence physique et émotionnelle (Miller; 2002, cité dans Bertrand et

Nadeau; 2006). Cette réalité est particulièrement préoccupante, dans une perspective de santé publique, puisque les risques de contracter le VIH et les autres infections transmissibles sexuellement ou par le sang sont plus élevés (Nadeau, Truchon & Biron, 2000).

Comment expliquer les liens entre toxicomanie et prostitution? Plusieurs hypothèses et théories sont proposées. Inévitablement, la prostitution fait partie des activités lucratives auxquelles les femmes toxicomanes, surtout elles aux prises avec une dépendance à la cocaïne et à l'héroïne, peuvent recourir pour assumer les coûts élevés liés à la consommation de leur(s) drogue(s) de choix (Brochu, 2006 dans Nadeau & Bertrand, 2006). Pour certains auteurs, la prostitution pourrait mener certaines femmes prostituées à consommer davantage (Kuhns & coll., 1992, dans Nadeau et Bertrand, 2006). La consommation de drogue serait donc un mécanisme d'adaptation pour gérer les risques et les difficultés associés à la prostitution de rue (Bertrand et Nadeau, 2006). Finalement, comme l'indique Brochu (2006), une personne qui choisit d'adopter un style de vie déviant sera plus encline à recourir à des activités illégales pour subvenir à ses besoins.

Selon l'étude de Nadeau et Bertrand (2006), trois types de trajectoires de prostitution émergent des récits de vie recueillis : 1) un dernier recours pour soutenir une toxicomanie dans le contexte d'une trajectoire de délinquance précoce; 2) une occupation entraînant un style déviant; 3) un accident de parcours. Toujours selon leur étude, l'ensemble des trajectoires de vie analysées est marqué par le rôle majeur de la toxicomanie associée à la prostitution. En fait, leurs résultats indiquent que les trajectoires de toxicomanie et de prostitution se renforcent mutuellement. Plusieurs études appuient l'idée selon laquelle l'initiation à la prostitution est souvent associée à la toxicomanie, la violence et la criminalité (Damant, Paré, Trottier, Noël & Doitteau, 2005; Erickson et coll., 2000; Cusik et Hickman, 2005; dans Nadeau & Bertrand, 2006). Précisément, ce déterminisme réciproque contribue à piéger ces femmes dans leurs deux «carrières».

2.5.1 TRAJECTOIRES DE TOXICOMANIE

Tout comme la prostitution, l'itinérance est parfois une cause, parfois une conséquence de la toxicomanie. Dans certains cas, c'est la toxicomanie qui précipiterait la personne vers la rue, dans d'autres, c'est le fait de se retrouver à la rue qui entrainerait la personne vers la bouteille

et les drogues (Perrault, 1999). Dans un cas comme cas l'autre, souvent, la consommation de psychotropes devient un refuge pour la personne itinérante et/ou prostituée. Plus précisément, les impératifs de la consommation deviennent des points de repère important dans la vie du toxicomane, de sorte qu'ils organisent, au quotidien, l'univers de cette personne. En ce sens, si du regard de l'extérieur, le mode de vie des toxicomanes itinérants prostitués peut sembler «dérégulé», de l'intérieur il est en grande partie «régulé» autour des impératifs de la consommation quotidienne de psychotropes.

2.5.2 MOBILITÉ DANGEREUSE

La consommation de drogue nécessite à la fois de l'organisation et un minimum de déplacement pour le consommateur. Ces trajets peuvent être sur un petit territoire : quelques coins de rue, ou bien plus grands, d'un quartier à un autre. Perrault (1999) met en lumière l'importance d'évaluer l'impact de cette mobilité sur les milieux de vie. Il importe de les distinguer, dit-il, puisque les moyens de déplacement, la capacité et la nécessité de se déplacer d'une personne influencent la vie de quartier. Par exemple, un passant qui se rend à pied de sa voiture à une jolie terrasse ne vit pas du tout la même chose que l'héroïnomanie «en manque» qui court entre la rue, le site d'échange de seringues et la piquerie. À cet égard, les itinéraires de consommation produisent différents rapports avec les quartiers, ainsi que différents problèmes : « les conditions dans lesquelles se réalisent les itinéraires de toxicomanies se reflètent sur la vie de ces quartiers. Plus la mobilité est dangereuse au niveau des risques personnels, plus les mises en situation de risque au niveau de la population ordinaire augmentent» (Perrault, 1999).

La mobilité des usagers de drogue s'organise dans l'espace-temps autour de trois principaux points de repère : (1) le lieu de résidence (ou de refuge) (2) le financement de sa consommation et (3) les indispensables de la consommation que sont le lieu de consommation, la substance et le matériel nécessaire (seringues, eau, cuillère, etc.). Dans ce cadre, plus la nécessité de se déplacer entre les principaux repères est grande et que la capacité de se déplacer est limitée, plus les risques liés à la consommation augmentent. Les risques sont corrélatifs avec le degré de dépendance de la personne et l'instabilité des milieux. Par exemple, si un toxicomane «en manque» arrive devant une piquerie fermée, il se peut que les

conditions dans lesquelles il se retrouvera, pour trouver un nouveau point de vente, soient pénibles. En ce sens, Perrault parlera de «mobilité dangereuse». Ce n'est pas tant les distances qui sont importantes dans le trajet, mais davantage les conditions dans lesquelles il se fait. À noter que c'est lorsque cette «mobilité dangereuse» s'immobilise et qu'elle grossit, qu'elle devient plus menaçante pour la population des quartiers.

2.5.3 POINTS D'ANCRAGE DES ITINÉRAIRES DE TOXICOMANIE

À la lumière d'études portant sur les milieux marginaux (Bibeau & Perreault, 1995; Mayol, 1980; Mercier, 1996), il est possible de distinguer trois principaux points d'ancrage des itinéraires de toxicomanie dans les quartiers : (1) les marchés; (2) les paradigmes (modèles et pratiques) de consommation; (3) les sources de financement (et de subsistance). Il est important d'être conscient de chacun de ces types d'encrages puisqu'ils génèrent différentes formes de marginalité et de déviance.

À ce titre, les modes de financement de la consommation sont une étape incontournable des parcours de toxicomanie. À cet égard, la prostitution de rue, la mendicité et les vols par infraction sont des exemples de type de modes de financement auxquels sont associés certains types de déviance. En ce sens, ce n'est pas seulement les marchés de la drogue sur un territoire qui génèrent des activités criminelles, mais aussi certaines pratiques associées à la consommation et aux activités de financement. Si les activités criminelles de la drogue constituent littéralement une «bombe» prête à exploser en tout temps qui menace la population, force est de constater que les principaux irritants urbains liés à la toxicomanie dans les quartiers concernent davantage les pratiques et les modes de financement des individus marginaux (Perrault, 1999). À ce titre, la prostitution de rue constitue un important moyen de financement pour les femmes toxicomanes du quartier Hochelaga-Maisonneuve.

2.6 LA PROSTITUTION DE RUE ET SES EFFETS

En 2006, la Chambre des communes du Canada déposait un rapport sur l'étude des lois pénales en matière de prostitution au Canada. Dans ce cadre, un second rapport du Sous-comité a procédé à l'examen des lois sur le racolage. Fait important, les témoins rencontrés dans le cadre de cet examen ne s'entendent pas sur les préjudices occasionnés par la pratique

de la prostitution. Effectivement, le rapport indique que les points de vue s'inscrivent dans un continuum qui va de ceux qui y voient un acte de violence envers les femmes, jusqu'à ceux qui estiment que l'échange des services sexuels entre adultes consentants ne pose en soi aucun problème (Rapport du Comité permanent de la justice et des droits de la personne: CPJ, 2006). Ces derniers auraient tendance à déclarer que ce ne sont pas les actes de prostitution qui menacent la collectivité, mais plutôt les activités criminelles de certaines personnes qui y participent, notamment ceux qui exploitent des femmes à des fins de prostitution ou encore, ceux qui adoptent des comportements qui ont des effets néfastes sur le milieu, comme le fait de troubler la paix ou bien de harceler les résidents d'un quartier. Or, tous les témoins ont reconnu que la prostitution menait à son lot d'ennuis; que ce soit pour les résidents, les commerçants ayant pignon sur rue ou bien les personnes qui sont amenées à fréquenter quotidiennement cette réalité lors de leurs déplacements (école, travail, garderie, etc.). Le rapport témoigne des irritants occasionnés par la prostitution :

« Les problèmes associés au phénomène sont souvent liés au fait qu'un certain nombre de personnes qui se livrent à la prostitution de rue sont confrontées à des problématiques multiples, dont la consommation de drogues, l'itinérance et la maladie mentale. Les nuisances associées à la prostitution de rue sont les cris et les bagarres, les comportements injurieux, le harcèlement de la part des clients, les condoms et les seringues souillées jonchant sur la voie publique, le bruit. Etc. » CPJ, 2006

Les effets de la pratique prostitutionnelle sont identifiables chez les personnes qui s'y livrent, les femmes en général et les collectivités confrontées à la prostitution de rue. Certains chercheurs et intervenants du milieu font valoir l'importance de reconnaître la prostitution comme une violence dirigée non pas seulement sur les femmes prostituées, mais sur les femmes en général. Le fait de permettre que des adultes puissent échanger des services sexuels contre rémunération équivaut à renforcer l'idée selon laquelle le corps des femmes est une marchandise monnayable (Boscoe, Womens Health Clinic, 2005; Landolt, Real Women's of Canada, 2005; Lynn, chercheuse, 2005; Buckingham, Alliance évangélique du Canada, 2005 dans CJM, 2006).

Ce point de vue ne fait pas l'unanimité puisque certains intervenants et chercheurs jugent cette perspective «moralisatrice», en soutenant que n'y a rien en soi de violent à échanger un

service sexuel contre rémunération (Veenendall, Reformed Perspective Foundation, 2005; Geadah, auteur & chercheuse indépendante, 2005; Boucher, Stella, 2005).

2.7 LES PRÉJUDICES ASSOCIÉS À LA PROSTITUTION

La prostitution de rue comporte un certain nombre de conséquences selon l'endroit où elle se manifeste. Le rapport du Sous-Comité de l'examen des lois sur le racolage (Chambre des communes du Canada, 2006) indique que c'est lorsque le phénomène pénètre les secteurs à vocation résidentielle que ses effets sur les collectivités semblent le plus nuisibles, et ce, particulièrement pour les résidents contraints de vivre avec le phénomène jour et nuit. Le rapport ajoute que les résidents ont souvent peur et se sentent frustrés.

Plusieurs inconvénients sont mentionnés : intensification du bruit avec la circulation routière continue, les altercations entre les personnes prostituées, les clients et les revendeurs de drogues ou encore, les condoms et les seringues souillées jonchant les rues, les parcs, les cours d'école et les terrains vagues. Certains craignent pour leur santé et celle de leurs enfants. Ces irritants contribuent nécessairement à rendre la cohabitation entre les résidents, les commerçants et les personnes prostituées difficile.

Or, fait notable, ce ne sont pas seulement les résidents qui vivent des préjudices associés à la prostitution de rue. Les commerçants qui ont pignon sur rue ainsi que les personnes qui gravitent quotidiennement dans le secteur peuvent aussi souffrir de certains inconvénients.

Le rapport indique qu'il existe un désagrément majeur à vivre dans un secteur où l'on retrouve de la prostitution de rue. Dans toutes les collectivités visitées dans le cadre de leur étude, les membres du Sous-Comité ont pu observer que les femmes qui habitent et fréquentent ces quartiers sont souvent harcelés par d'éventuels clients de la prostitution. Cette problématique constitue un élément additionnel qui alimente la peur et l'insécurité et qui a souvent pour conséquence de modifier leur façon d'agir (Chambre des Communes du Canada, 2006).

Précisons :

«Ce problème de harcèlement se serait aggravé, selon certains témoins, suite à l'éparpillement des personnes prostituées, amenées, de plus en plus à travailler loin l'une de l'autre afin d'éviter les arrestations. Étant plus difficilement identifiables, les

clients confondraient et importuneraient plus souvent les passantes, les confondants avec les personnes prostituées».

Chambres des Communes du Canada- Comité de la justice 2006

Toutefois, ce ne sont pas seulement les femmes fréquentant les quartiers touchés par la prostitution qui modifie leur façon d'occuper l'espace, mais aussi les hommes, qui témoignent s'être fait harceler par des personnes prostituées. Quant aux commerçants ayant pignon sur rue, certains indiquent qu'il peut y avoir une baisse de l'achalandage : par crainte de se voir harceler par des clients ou des personnes prostituées, en encore après avoir été victime de ce genre de harcèlement, des personnes choisiront de ne pas entrer dans les commerces ou ils préféreront d'autres commerces qui ont l'avantage de se trouver dans un endroit plus paisible (CCC, 2006). De plus, certains commerçants confrontés à la problématique de prostitution de rue ont plus de difficultés à embaucher ou garder leurs employés en raison de leur emplacement. Sans compter que certains disent devoir assumer temps et argent pour assurer la propreté des environs.

Finalement, la violence est aussi un aspect important. Cette violence serait attribuable, en partie, aux commerces de la drogue : guerres de territoire entre les membres du crime organisé ou encore les gangs de rue, les bagarres entre les personnes impliquées dans la prostitution et les revendeurs de drogue ou encore les comportements bizarres et agressifs de certaines personnes sous les effets des drogues. Cette réalité contribuerait à nourrir la peur et l'insécurité des résidents, des commerçants et des passants.

2.8 LES STRATÉGIES D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE PROSTITUTION DE RUE

La littérature fait référence à quelques pratiques efficaces en ce qui a trait à la répression ou à la prévention dans le domaine de la prostitution de rue. La prostitution semble présente dans toutes les sociétés, sous diverses formes (bars de danseuses, agence d'escortes, salons de massage, prostitution de rue, etc.). Or, l'approche législative varie d'un pays à l'autre et aucun gouvernement ne souhaite la prolifération de la prostitution de rue. Les instances gouvernementales cherchent généralement plutôt à réduire et à contrôler les nuisances et les méfaits liés à la problématique (Rosa, Julie. 2012). Outre les ambiguïtés entre les différentes approches législatives, Bindel et Kelly (2003) évoquent certains faits s'appuyant sur les

expériences antérieures, dans leur rapport d'analyse sur l'histoire de la législation de la prostitution en Australie, en Suède, en Irlande et aux Pays-Bas :

- ✓ La légalisation totale de la prostitution n'est pas une option valable;
- ✓ La criminalisation des femmes prostituées est inefficace;
- ✓ Les interventions menées à court terme génèrent peu de résultats concluants;
- ✓ Les liens entre l'industrie du sexe, le commerce de la drogue et le crime organisé sont en pleine expansion;
- ✓ La législation de la prostitution n'a pas réduit la problématique du trafic humain (certains signes démontreraient le contraire);
- ✓ Peu importe le cadre législatif du pays concerné, la mise en place de zones de tolérance de la prostitution n'a pas réussi à atteindre les objectifs prévus;
- ✓ La prostitution de rue est dangereuse pour les femmes et dérangeante pour la communauté locale;
- ✓ Des interventions cohérentes, coordonnées et intégrées à long terme amènent une différence positive sur la problématique.

Au Canada, la majorité des services de police canadiens contrôle la prostitution de rue en appliquant la loi sur la sollicitation ou la communication dans un lieu public à des fins de prostitution.

CHAPITRE III

PROBLÉMATIQUE

3.1 MISE EN CONTEXTE DE LA PERTINENCE DE LA RECHERCHE

Nombreuses sont les études qui se sont intéressées aux activités de prostitution. Phénomène mondial, il suscite encore aujourd'hui de vifs débats, la plupart concernant les législations entourant la vente et l'achat de services sexuels. Force est d'admettre que les discours sur le sujet sont loin d'être unanimes. Ceci étant dit, une grande partie de la littérature se concentre précisément sur les individus qui pratiquent les activités de prostitution : on s'intéresse à leurs trajectoires de vie, leurs motivations, leurs conditions physiques et mentales, leurs besoins,

etc. Au Canada, plusieurs études issues des milieux universitaire, gouvernemental et communautaire ont veillé à documenter le sujet (CJM, 2006; Bertrand et Nadeau, 2006; Chambre des communes du Canada, 2006; Conseil du statut de la femme, 2012; Szecepanic, 2012; Gauthier, 2002).

Or, si la personne «prostituée» constitue un sujet d'étude important, il n'en demeure pas moins que le milieu dans lequel elle se prostitue l'est tout autant. Plusieurs impacts y sont rattachés : plaintes des autorités policières, harcèlement, sollicitation, incivilités, conflits, consommation de drogue sur les voies publiques, etc. Nécessairement, les activités prostitutionnelles sont, de facto, imbriquées dans un contexte social beaucoup plus large et dynamique.

À Montréal, on constate depuis plusieurs années déjà, un déplacement des activités prostitutionnelles vers les zones résidentielles (Conseil Jeunesse de la ville de Montréal, CJM, 2006), rendant la cohabitation de certains espaces difficile. Face aux transformations invoquées, le service de police de la ville de Montréal indique dans son plan directeur sur la prostitution et la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle pour l'année 2014-2016, que l'une des grandes priorités d'actions en la matière, à propos duquel il s'engage à axer ces interventions, est la cohabitation dans les quartiers sensibles. Or, il n'est pas le seul. La ville de Montréal ainsi que l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Montréal indiquent qu'ils s'engagent à concentrer leurs efforts sur l'amélioration de la qualité de vie des quartiers concernés par la prostitution (CJM, 2006).

De ce fait, la conjoncture entre les besoins de documenter les activités prostitutionnelles se déroulant dans les zones résidentielles et l'absence d'études, à notre connaissance, portant sur le contexte environnemental (cohabitation) du phénomène de prostitution à Montréal, formule les motivations de l'étudiante.

3.2 LE TERRAIN D'ÉTUDE : HOHELAGA-MAISONNEUVE

La littérature grise s'est bien chargée de documenter le phénomène de prostitution de rue dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Considérant que des activités prostitutionnelles s'y déroulent depuis plus d'une trentaine d'années, le quartier en question constituait un choix judicieux pour documenter les effets de la prostitution dans un secteur résidentiel. À ce titre, le

poste de quartier 23, qui dessert Hochelaga-Maisonneuve, indique dans son plan de réponse 2011 en ce qu'il a trait à la «problématique de prostitution dans leur quartier» :

La prostitution de rue a toujours été à l'origine de tension sociale préoccupante dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve où résidents et commerçants ont fait connaître leur mécontentement à de nombreuses reprises. D'autres phénomènes comme la présence de condoms et seringues souillées dans ces mêmes quartiers ou encore le harcèlement dont sont régulièrement victimes les femmes du quartier ne font qu'envenimer la situation et contribuent à l'augmentation du sentiment d'insécurité des résidents et des résidentes, notamment sur la rue Sainte-Catherine.

Sergent Lizotte, Claude. Plan de réponse; SPVM, 2011

Selon les chiffres du PDQ 23, 260 femmes prostituées ont été identifiées dans leur banque de données. Environ 50 d'entre elles seraient reconnues actives en ce moment. De plus, la littérature grise indique que la plupart des femmes se prostituant dans le quartier consommeraient des drogues dures (crack, cocaïne et héroïne). Entre 5 à 10% des femmes qui se prostituent le feraient pour combler les fins de mois. En janvier 2011, le PDQ23 affirmait qu'environ sept piqueries étaient connues et actives dans le quartier, dont plusieurs sur les rues Sainte-Catherine Est, Moreau et Viau. Or, elles seraient maintenant au nombre de cinq pour l'année 2014-2015. Ces informations sont importantes considérant que le PDQ23 affirme qu'il s'agit d'endroits fréquentés par les femmes prostituées afin d'y consommer des stupéfiants. Leurs recherches, mentionnent-ils, démontrent qu'autour de ces piqueries, il y a une augmentation de la criminalité et du nombre d'incivilités (Lizotte, C. 2011).

3.2.1 GENTRIFICATION ET LUTTES SOCIALES DANS LE QUARTIER

Bien qu'il existe de nos jours encore peu d'étude portant sur les enjeux de gentrification dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, les résidents ne sont pas sans remarquer certains changements dans leur quartier. Plusieurs articles de journaux témoignent de l'intérêt porté sur cette question. Par exemple, des titres de journaux tels que : «L'embourgeoisement de «Homa» vue par ses résidents» (Ici Radio-Canada, mai 2013); «Gentrification dans Hochelaga-Maisonneuve. Pour le meilleur et pour le pire» (L'itinéraire; février 2013), « À la défense d'Hochelaga-Maisonneuve» (Journal de Montréal; décembre 2013), «Mercier-Hochelaga-Maisonneuve : être ou ne pas être le plateau» (La Presse; octobre 2013), « Hochelaga-

Maisonneuve : des voix s'unissent pour dénoncer le vandalisme lié à l'embourgeoisement» (Le Devoir, décembre 2013).

Ces articles, publiés lors de l'année 2013, coïncident avec certains incidents survenus dans le quartier; du vandalisme à l'égard de nouveaux commerçants. Notamment, des vitres brisées avec des briques où l'on retrouve des messages invitant les commerçants à fermer leur boutique, restaurant, bar, pour cause qu'ils ne sont pas les bienvenus dans le quartier Hochelaga (Godbout, 2013). De plus, un article du Devoir (SN, décembre 2013) indique :

« La semaine dernière, quatre restaurants ont été ciblés. Des vitrines ont alors été fracassées et de la peinture a été lancée. Les responsables des commerces visés ont également eu droit à un message dont l'objectif était de dénoncer l'«embourgeoisement» du secteur. Les commerçants se sont fait accuser d'être des «collaborateurs de la gentrification», et la courte missive disait aussi qu'ils n'étaient «pas en sécurité dans le quartier».

L'enjeu majeur tourne autour de l'accessibilité aux logements. On craint d'y observer une augmentation du prix des loyers, d'ici peu de temps, avec l'arrivée de commerces huppés et d'une réputation de «nouveau plateau», faisant référence au quartier du Plateau Mont-Royal, reconnu pour ses boutiques, ses cafés et ses bars.

On voit apparaître dans le quartier une certaine lutte où s'opposent des militants anti-gentrification, des commerçants ainsi que des élus locaux. À ce titre, il est intéressant de mentionner certains acteurs jouant des rôles importants dans le quartier. D'abord, le Comité Logement Hochelaga-Maisonneuve qui lutte pour une plus grande accessibilité aux logements et une plus grande présence de logements sociaux dans le secteur. Le comité BAILS a d'ailleurs participé au comité chargé d'étudier les impacts négatifs de la gentrification du quartier Hochelaga-Maisonneuve. À ce titre, ils ont aussi organisé des manifestations sur le territoire, afin de démontrer leur désaccord à l'embourgeoisement du quartier. Les principaux adversaires étant les commerçants, plusieurs élus locaux ainsi le directeur des activités commerciales d'Hochelaga-Maisonneuve. Des acteurs qui voient d'un bon œil la «revitalisation» de leur quartier.

Il existe aussi ce que l'on nomme la RUI d'Hochelaga-Maisonneuve. Il s'agit d'un sous-comité à la table de concertation du quartier, qui a pour objectif de faire ce que l'on appelle de

la revitalisation intégrée dans le secteur. Basée sur la participation citoyenne, la mobilisation des acteurs et la construction de partenariats multisectoriels, la RUI désire revitaliser des secteurs à forte concentration de pauvreté au niveau urbanistique, économique, social, démographique et communautaire. Il existe plusieurs RUI sur l'île de Montréal. La RUI d'Hochelaga-Maisonneuve prévoit, à son agenda, des objectifs tels que stimuler le développement commercial de la rue Sainte-Catherine Est, encourager l'occupation des commerces à l'abandon et rénover le cadre bâti commercial et résidentiel.

3.2.2 PORTRAIT DE LA CRIMINALITÉ

En ce qui a trait aux infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 23 en 2013, elles sont plus nombreuses que la médiane des 33 PDQ (Rosa, 2015) (voir tableau I). Précisément, les crimes contre la personne rapportés pour le quartier Hochelaga-Maisonneuve sont comparables à la médiane des 33 PDQ et les crimes contre la propriété sont, quant à eux, plus élevés que la médiane. Le PDQ 23 se démarque par son nombre élevé d'introductions par effraction, de cas de prostitution et d'infractions reliées à la drogue et aux armes à feu (Rosa, 2015).

Tableau I : Criminalité en 2015¹ (MONTRÉAL)

	PDQ23	MÉDIANE	ÉCART (%)	RANG	±
Infractions au Code criminel	3518	2602	35%	8	
Crimes contre la personne	669	603	11%	11	
Crimes contre la propriété	2351	1701	38%	9	
Catégories de crime					
Homicides	0	0	–	15	

¹ Source : Tableau prit dans le rapport de recherche : Julie Rosa, mai 2015

Tentatives de meurtre	3	2	50%	9	
Agressions sexuelles	38	33	15%	12	
Voies de fait	357	294	21%	11	
Vols qualifiés	112	95	18%	12	
Introductions par effraction	490	346	42%	4	+
Vols de véhicules à moteur	226	164	38%	12	
Vols simples	1021	815	25%	7	
Cas de prostitution	42	2	2000%	1	++
Infractions reliées à la drogue	115	70	64%	6	+

Selon un sondage réalisé en mai et juin 2013 auprès de 305 résidents du PDQ23, une proportion inférieure à celle de l'ensemble des Montréalais considère leur quartier comme très ou moyennement sécuritaire (Cordeau, 2013; dans Rosa, 2015). De plus, les résidents du secteur Hochelaga-Maisonneuve seraient, comparativement au reste de Montréal, plus nombreux à considérer qu'il y a des problèmes de violence, de drogues, de cambriolages et d'incivilités dans leur quartier.

3.2.2. PORTRAIT GÉOSPATIAL

Hochelaga-Maisonneuve représente aujourd'hui 45 070 habitants. Alors que l'on constate pour l'année 2012 que 62% des personnes qui habitent l'île de Montréal sont locataires, plus de 81% le sont dans Hochelaga-Maisonneuve. Ainsi, il y a surreprésentation des ménages locataires dans ce secteur. Toutefois, depuis les années 1996 on voit le nombre de propriétés privées augmenter de façon constante. Entre l'année 1996 et 2006, plus de 3000 propriétés de style «condos» se construisent. Le quartier possède tout de même plus de 10% de logements sociaux. Il s'agit d'un nombre appréciable. Or, plus d'une centaine de familles étaient toujours en attente d'un HLM (habitation à loyer modique) l'année suivant l'étude.

En ce qui a trait au taux du faible revenu, le quartier est encore une fois en surreprésentation. Effectivement, 36% des résidents font partie de la tranche «faible revenue après impôt», pour l'année 2005 (23% pour toute l'île de Montréal). Sur le plan du revenu par ménage, le quartier

présente une moyenne inférieure au reste de la ville de Montréal : 38 100\$ pour Hochelaga-Maisonneuve contre 57 700\$ pour l'ensemble de l'île.

Bien que l'arrondissement soit d'abord Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Mercier-Est, Mercier-Ouest et Hochelaga-Maisonneuve sont des territoires très différents. Le poste de quartier Hochelaga-Maisonneuve désert uniquement le secteur suivant : rue Moreau (et rail du Canadian Pacifique à l'Ouest, la rue Sherbrooke au Nord, la rue Viau à l'Est et le fleuve St-Laurent (rue Notre-Dame) au Sud.

Le quartier cumule plusieurs indicateurs de «défavorisation» selon l'analyse territoriale de 2012 du Centraide Grand Montréal. : «les proportions de personnes, de familles monoparentales ou de personnes âgées à faible revenu et de locataires sont nettement supérieures, parfois le double de celle qu'on peut observer en moyenne sur l'île. La combinaison de l'ensemble de ces facteurs fait du quartier un des milieux où la pauvreté est la plus intense». À ce titre, le taux d'hospitalisation pour troubles mentaux y est très élevé ainsi que le taux de grossesses à l'adolescence. Les ITSS sont un problème important. Le taux d'incidence pour les cinq maladies répertoriées pour les infections transmises sexuellement au CSSS Lucille-Teasdale est préoccupant selon l'étude du CDLCHM : le taux de quatre des cinq maladies identifiées (chlamydie, infection gonococcique, syphilis infectieuse, lymphogranulomatose vénérienne et infection par le virus de l'hépatite C) se situe dans les plus élevés à Montréal.

Hochelaga-Maisonneuve compte 23 parcs de voisinage (voir carte 1). Selon l'étude du CDLCHM, la superficie des parcs est faible. En ce sens, l'aire de desserte d'un parc, qui réfère à l'accessibilité du parc pour la population vivant dans un rayon de 300 mètres, n'est pas toujours accessible pour certains résidents (la distance est supérieure à 300 mètres pour l'accès au parc de voisinage dans plusieurs cas). Or, en ce qui a trait aux aires publiques (parcs, places publiques – la place Homa, le secteur de Marché Maisonneuve- petits espaces où l'on retrouve des bancs publics) elles sont nombreuses et bien réparties. On en dénombre plus d'une cinquantaine, accessibles à tous, permettant de flâner, de se reposer ou de rencontrer d'autres personnes. De plus, on dénombre plusieurs aires de jeux intérieurs et extérieurs (27

aires) : terrain de baseball, de soccer, de basketball, des aréna, des piscines intérieures, des parcs, etc.

CARTE 1 : Localisation des parcs du quartier (Source : Ateliers d’Histoire Hochelaga-Maisonneuve)



1. Parc Raymond-Préfontaine, 2. Parc Dézéry-Lafontaine, 3. Parc Rouville, 4. Square Dézéry, 6. Cour de l’école Le Vitrail , 7. Parc Hochelaga, 8. Parc Napoléon-Sénécal, 9. Parc Edmond-Hamelin, 10. Cour du collège Maisonneuve, 11. Parc Lalancette, 12. Parc Saint-Aloysius, 13. Place Valois, 14. Parc Jacques-Blanchet, 15. Parc-école Daniel Desrochers et PEC, 16. Parc Wolfred-Nelson, 17. Parc Rouen-Bennett, 18. Parc Morgan, 19. Parc Champêtre, 20. Parc Ovila-Pelletier, 21. Parc Sicard, 22. Parc 400 mètres, 23. Parc Théodore, 24. Parc Saint-Clément, 25. Place Gennevilliers-Laliberté, 26. Jardin botanique, H. Jardin communautaire Hochelaga, M. Jardin communautaire Maisonneuve. Le pointillé rouge indique la piste cyclable.

Pour l’année 2009, moment de l’étude du CDLCHM, on répertorie 12 activités de voisinage, ce qui fait un nombre peu élevé d’activités favorisant le bon voisinage. La plupart de ces activités s’articulent autour de grandes corvées de nettoyage des parcs ou des écoles. Pour ce

qui a trait à la mobilisation citoyenne, une dizaine de groupes s'impliquent principalement en défense de droits. Ils ont comme mission de mobiliser collectivement les citoyens sur différents enjeux (exemples d'organismes : Comité BAILS, comité chômage de l'Est, Entraide Logement HM, Centre d'éducation des femmes – La Marie Debout). À noter que la longue tradition communautaire du quartier (depuis le début des années 50) et leur participation concertée (à l'échelle du territoire, mais aussi au niveau régional et national) sont de véritables atouts pour Hochelaga-Maisonneuve. Près de 15 tables de concertations locales ou d'arrondissement mobilisent les mêmes intervenants- organismes à des intervalles plus ou moins réguliers.

«Pauvres et riches se côtoient sans se croiser»

Voilà ce qui est inscrit dans l'étude du CDLCHM lorsqu'on répertorie la population ayant des conditions de vie inférieures à la moyenne (voir carte 2), elle se loge dans les secteurs : 19, 21, 22, 24 et 25 alors que la population ayant des conditions de vie supérieure se situe dans les secteurs 28, 29, 31, 187.01 et 14.01. C'est donc dire que les personnes plus favorisées habiteraient le nord du quartier alors que les personnes plus pauvres habiteraient le sud (à partir d'Ontario). Le secteur du sud-ouest est le secteur où le niveau de scolarité est plus bas.

CARTE 2 : Carte du quartier Hochelaga-Maisonneuve divisé en secteur selon six indicateurs de défavorisation – Source CDLMCH (2009)



Ces chiffres sont obtenus en classant par ordre de défavorisation six indicateurs : revenu total moyen par personne, ménage consacrant 30% ou plus de son revenu au loyer, personne à faible revenu après impôts, le taux d'emploi pour les 15ans et plus, le nombre de personnes sans étude ainsi que le nombre de famille monoparentale (données de l'étude de 2006 du CDLCHM).

Force est d'admettre que les secteurs à forte concentration de ménages défavorisés, principalement répertoriés dans le sud-ouest du quartier, ainsi que la concentration inverse au nord de celui-ci, permettent aux groupes de populations de ne pas se côtoyer, s'ils le désirent.

3.2.3 L'IMPORTANCE DU RAPPORT BURTIN

Le rapport Burtin est probablement la seule étude mettant un peu de lumière sur le phénomène de cohabitation entre les activités résidentielles et prostitutionnelles. L'étude, qui date des années 1990, prend racine lors d'une rencontre extraordinaire de la CEDEST (corporation de développement de l'est) où assistaient les principaux acteurs communautaires de l'arrondissement ainsi que des fonctionnaires fédérales. Il était question de proposer une subvention pour produire une étude sur la prostitution dans le quartier. Bien que la proposition n'est pas faite l'unanimité auprès des acteurs- certains réclamant des projets terrains-, le verdict opta pour une étude portant sur la prostitution de rue dans le quartier. À ce titre :

« Le projet sur la prostitution de la rue Ste-Catherine a permis d'introduire une travailleuse sociale, Christine Burtin-Lauthé pour travailler avec les personnes qui se prostituent et tenter de trouver des solutions pour diminuer les irritants et les méfaits de la prostitution sur Ste-Catherine. [...] Pour permettre une continuité et transmettre les acquis de ce projet, Christine Burtin Lauthé a déposé un rapport qui aujourd'hui est nommé le Rapport Burtin par les différents intervenants de l'arrondissement. Dans ce rapport nous retrouvons une série de propositions pour donner une continuité, une suite à ce projet». (Viger, 2010)

Bien que l'étude date -2004 - le rapport Burtin introduit, pour la première fois, l'idée qu'il pourrait y avoir une cohabitation difficile entre les personnes prostituées, les commerçants, les toxicomanes ainsi que les résidents du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Le rapport met en lumière certaines difficultés soulevées par la communauté. C'est d'abord la Société de développement commercial (SDC) qui, en 2001, s'insurge contre l'insécurité que font vivre les clients de la prostitution aux femmes du quartier ainsi qu'à la clientèle des commerces, en les interpellant de façon harcelante. La SDC ajoute que la prostitution et ses irritants freineraient leurs projets de dynamisation et de développement de l'artère commerciale.

Toujours selon le rapport Burtin (2004), les préoccupations de la communauté d'Hochelaga-Maisonneuve s'articulent, déjà à l'époque, autour du contexte socio-économique du quartier. Précisément, la pauvreté croissante du quartier aurait pour conséquence d'engendrer un délabrement du quartier permettant l'arrivée de nouvelles formes de criminalité et de marginalité :

« La prostitution s'est installée dans ce quartier et dans ses rues désertés, là où des secteurs abandonnés lui permettaient de pratiquer ses activités sans être dérangée,

sans être chassée par la police et les commerçants. Plus visible, la prostitution de rue est devenue un fait et une réalité. Contrôlée par le milieu des «motards», dans les années 80, la drogue investit le monde de la prostitution». Burtin, 2004

Cette pauvreté est principalement attribuable à la destruction des 1 200 logements le long de la rue Notre-Dame ainsi que la fermeture définitive des plusieurs manufactures situées dans la zone industrielle limitrophe. Ces fermetures sont à l'origine d'un nombre considérable de pertes d'emploi pour les résidents du secteur Hochelaga-Maisonneuve. Ces «blessures» comme l'indique Burtin (2004) ont pour conséquence l'augmentation du chômage, la hausse du nombre de prestataires de l'aide sociale, la fermeture de magasins, l'abandon de nombreux logements, l'arrivée de marginaux et la transformation d'appartement en piqueries.

3.3 OBJECTIFS DE RECHERCHE

À la lumière de ces informations, force est de constater que le quartier Hochelaga-Maisonneuve est un terrain fertile pour documenter les activités prostitutionnelles dans un cadre résidentiel. Effectivement, nous sommes en mesure de nous questionner sur les réalités des divers acteurs qui partagent l'espace commun dans le secteur. Précisément, l'idée d'étudier la vie de quartier, sous l'angle de la cohabitation des activités résidentielles et prostitutionnelles, à travers le discours des individus qui interagissent dans cette dynamique, devient le biais principal de cette recherche.

L'étude suivante ne cherche pas à répondre aux questions : comment les femmes prostituées du quartier pratiquent leurs activités prostitutionnelles, mais plus globalement, quels sont les effets d'activités prostitutionnelles de rue sur l'environnement urbain?

Nous considérons la prostitution de rue comme un phénomène dynamique imbriqué dans un environnement social donc, indissociable des relations qu'elle entretient avec la société. De plus, nous considérons que le phénomène de prostitution de rue renvoie à de multiples autres phénomènes tels que la toxicomanie, la sollicitation, la présence policière, etc. Considérant qu'il s'agit d'un phénomène aux pourtours amples et intelligibles, il est nécessaire pour appréhender et comprendre les interactions de la cohabitation des acteurs, de les questionner

principalement sur leurs expériences et le sens qu'ils accordent au phénomène de prostitution de rue.

Pour ce faire, l'étude suivante propose d'abord d'identifier les lieux sensibles en matière d'activités prostitutionnelles selon divers acteurs (policiers, commerçants, résidents, femmes prostituées, intervenants communautaires). Ensuite, nous proposons de documenter l'expérience de cohabitation entre les personnes prostituées, les agents de proximité (intervenants communautaires et policiers) qui leurs portent assistances, les commerçants du secteur, ainsi que les résidents (non prostituées) habitant le quartier d'Hochelaga-Maisonneuve.

3.4 CADRE THÉORIQUE : L'INTERACTIONNISME SYMBOLIQUE ET LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

L'interactionnisme symbolique s'inscrit dans un paradigme constructiviste où l'on développe la compréhension du sens. L'un des principes de l'interactionnisme symbolique est que l'individu agit à l'égard des choses en fonction du sens qu'il attribue à ces choses. Plus précisément, l'individu est un sujet actif capable de modifier et contrôler son environnement (Blumer; 1969).

Dans le cadre d'une telle approche, il importe de questionner les individus sur le sens qu'ils accordent à un objet ou une situation. Pour les interactionnistes, le sens d'un objet n'est jamais contenu en lui-même, mais bien à travers les interactions sociales. Plus précisément, c'est à travers la manière d'agir des autres, face à un objet ou une situation, que les individus interprètent le sens qu'on lui accorde. Les individus sont ainsi susceptibles d'agir envers une situation selon le sens qu'elle représente pour eux. Or, à tout moment, ils peuvent interpréter ou redéfinir leurs représentations des choses et des événements en fonctions de nouvelles expériences (nouvelles interactions) qu'ils ont avec autrui et des circonstances environnantes.

L'interactionnisme symbolique refuse tout déterminisme biologique et social pour expliquer le comportement des individus. Tel que l'indiquent Ziotkowski et Queiroz (1997), il s'agit plutôt d'un processus où les individus sont à la fois des acteurs en interactions avec leur

environnement et les produits de ce dernier. En ce sens, l'individu se définit, à la fois par la connaissance qu'il fait de lui-même et les reflets que la société lui renvoie.

C'est dans le cadre d'un paradigme constructiviste, guidé par les modèles de l'interactionnisme symbolique (expériences, représentations, interprétation et sens octroyé aux phénomènes) qu'est construite la recherche suivante. Appliqués au phénomène de cohabitation dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, ces modèles permettent de questionner les acteurs sur le sens (interprétation et représentations) qu'ils accordent au phénomène de prostitution de rue et de cohabitation.

3.4.1 LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Le concept de représentation sociale est fréquemment employé par les sociologues. Que ce soit selon une vision durkheimienne où l'on s'attarde avant tout à une notion dite holiste, c'est-à-dire aux représentations qui sont dites collectives; ou selon une notion psychologique de représentations intrapsychiques, comme dans les travaux de Sigmund Freud. Tourné est-il que le concept même de représentation sociale prend en compte, dans l'étude des phénomènes humains, cette part qui apparemment revient à la subjectivité de l'individu pour le relier à son environnement social (Dantier, 2007). Des sociologues comme Durkheim, Marx et Weber se sont longtemps intéressés au lien de causalité entre les représentations sociales des individus et leur environnement.

Une analyse weberienne considère qu'effectivement, l'individu possède une certaine autonomie qui par la force des connexions logiques et des réactions affectives, structure les pratiques et modifie le monde. Contrairement à la thèse de Durkheim, l'individu doté de ces perceptions modifie son espace de par les pratiques, orientées et guidées par ses perceptions, façonne son monde. Cette idée est très intéressante. D'abord, parce qu'elle considère le caractère dynamique des représentations sociales et, par le fait même, des sociétés. Ensuite, parce qu'elle confère une grande autonomie aux acteurs. Ils façonnent leur monde et agissent dans celui-ci, selon les expériences et les représentations qu'ils retirent. L'acteur est ainsi le moteur même des changements en société. Les représentations sociales sont des phénomènes complexes toujours activés et agissants sur la vie sociale (Jodelet, 1994).

Les représentations sociales sont à rapprocher avec plusieurs autres notions telles que les interactions sociales, notre relation au monde ainsi que nos actions quotidiennes en communauté. Absolument, toutes nos actions sont régies par la représentation même de celle-ci et de l'espace où il s'opère. Par exemple, si je décide d'aller étudier dans une bibliothèque, c'est indéniablement parce que je me représente cet endroit comme un lieu propice à l'étude. Mes expériences antérieures, ma conception d'un «bon endroit où étudier, structure mes représentations et mes actions. À ce titre :

« On reconnaît généralement que les représentations sociales, en tant que systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres, orientent et organisent nos conduites et les communications sociales. De même interviennent-elles dans des processus aussi variés que la diffusion et l'assimilation des connaissances, le développement individuel et collectif, la définition des identités personnelles et sociales, l'expression des groupes et les transformations sociales». Jodelet, 1994

En effet, «se représenter» correspond à un acte de pensée qui se rapporte toujours à un sujet. Ce sujet peut être une personne, une chose, un évènement, une idée, une théorie ou, dans le cas qui nous intéresse, un lieu. Ce qui est le plus intéressant, c'est l'idée même qu'un même lieu est investi par une multitude de sens. Il y a autant de représentations sociales qu'il y a d'individus.

Dans la cadre de cette recherche, nous tentons exactement d'appréhender un milieu particulier : Hochelaga-Maisonneuve ainsi qu'un phénomène s'y déroulant : celui de la prostitution de rue. Pour ce faire, nous nous intéressons aux représentations sociales des divers acteurs qui rentrent en relation à la fois avec ce lieu et ce phénomène.

CHAPITRE IV

MÉTHODOLOGIE

4.1 DESCRIPTION DU PROJET

Ce projet de mémoire s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche beaucoup plus large. La section recherche et planification du service de police de Montréal a récemment évoqué le besoin d'investiguer les phénomènes de prostitution dans deux quartiers de la métropole, soit Hochelaga-Maisonneuve et Ahuntsic-Cartierville. À l'agenda de 2013-2016, l'équipe de recherche prévoit la réalisation de deux diagnostics (un pour chaque quartier) sur la prostitution et la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle, avec les objectifs suivants :

1. Dresser un portrait de la problématique de cohabitation et les différentes formes dans les deux quartiers désignés afin de mieux connaître la nature et la portée des problèmes en lien avec l'exploitation sexuelle des mineurs, le proxénétisme et la cohabitation;
2. Fournir un modèle de guide de diagnostic local de sécurité pour tous les postes de quartier en ce qui a trait à la prostitution et à l'exploitation sexuelle.

Le projet de mémoire couvre principalement la partie cohabitation (activités prostitutionnelles versus résidentielles) pour le secteur d'Hochelaga-Maisonneuve. Tous les entretiens ont été réalisés avec un agent de recherche du service de police de Montréal. Le canevas était celui de l'étudiante. Or, les participants ont aussi été interrogés, à la toute fin de l'entretien, sur les volets proxénétisme et exploitations sexuelles des mineurs.

4.2 THÉORISATION ANCRÉE : LE CHOIX D'UNE DÉMARCHE

Campé dans une perspective épistémologique constructiviste, le regard posé sur le phénomène s'est construit de la manière suivante : le monde social n'est pas donné et il ne peut être

découvert par l'élaboration d'hypothèses vérifiables. L'univers social est constamment construit par ses acteurs. Dans ce cadre, il faut chercher à déterminer comment ce processus de désignation et d'interprétation soutient ou transforme les façons dont les acteurs sociaux coordonnent leur ligne d'action (Blumer, 1969).

Admettant le peu d'information sur le sujet, la démarche de théorisation ancrée se présentait comme un choix judicieux. Avant tout, parce qu'il s'agit d'un outil permettant d'étudier les éléments subjectifs de l'expérience humaine; c'est-à-dire, la perspective des acteurs et la façon dont ils construisent leur réalité sociale. Ensuite, parce que ce type de démarche permet au chercheur d'explorer un terrain d'étude où les connaissances y sont partielles, d'y recueillir un certain nombre de données et de documenter un phénomène jusqu'à ce jour, resté discret. Tel que l'indique Paillé, la théorisation ancrée est une démarche constante de compréhension où, « le chercheur est analyste et l'analyste est chercheur, tentant de toujours mieux comprendre, cerner, expliciter, théoriser le phénomène faisant l'objet de son étude, que celui-ci apparaisse dans ses données ou sur le terrain même» (Paillé, 1994).

4.3 COLLECTE DE DONNÉES

La collecte de données s'est produite à l'aide de différentes méthodes. D'une part, nous avons procédé à des observations participantes et non participantes dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve afin de bien relever le caractère dynamique de la cohabitation. Ce type de collecte de données permet surtout de saisir l'aspect dynamique du phénomène de cohabitation entre les diverses activités : les relations et les interactions entre les individus, dans la rue où dans les parcs, les trajectoires de toxicomanie, la circulation des automobilistes, la sollicitation, etc. L'équipe de recherche du SPVM avait le même biais en ce qui a trait aux observations : appréhender le milieu de façon concrète avant même d'entamer un diagnostic sur le milieu.

D'autre part, afin de comprendre les perceptions et l'expérience des différents acteurs, il était indispensable de sonder ces personnes. Pour ce faire, nous avons eu recours à des entretiens de groupe et individuels.

4.3.1 OBSERVATIONS PARTICIPANTES

Tel que l'énonce Deslauriers (1991), « l'observation participante est une technique de recherche qualitative par laquelle le chercheur recueille des données de nature surtout descriptive en participant à la vie quotidienne du groupe, de l'organisation, de la personne qu'il veut étudier».

Les observations participantes se sont réalisées lors d'accompagnement avec les policiers du poste de quartier d'Hochelaga-Maisonneuve. Au total, 20 heures d'accompagnement avec des patrouilleurs à pied et un sergent en voiture banalisée ont permis d'identifier et de visiter les principaux points chauds (piaules, lieux à forte concentration de prostitution de rue) et de cerner l'ampleur du phénomène de prostitution de rue dans Hochelaga-Maisonneuve. L'accompagnement des patrouilleurs à pied durant leur quart de travail a aussi permis d'observer les rapports entre les agents de la paix, les personnes prostituées, les itinérants, les citoyens et les commerçants du quartier.

Durant la même période, trois autres chercheurs du SPVM ont aussi comptabilisé une moyenne de 20 à 25h heures d'observations sur le terrain, couvrant les patrouilles à pied, les appels 911 ainsi que la section module d'Action par Projet². Dans l'ensemble, plus de six semaines d'observation se sont réalisées pour un total d'environ 100 heures sur le terrain. Pour chaque période d'observation, chacun partageait ses observations en remplissant une fiche d'observation commune (voir APPENDICE A). Les comptes rendus de ces observations ont aussi fait l'objet d'analyses sommaires.

Les principaux lieux observés se situent au sud de la rue Ontario, soit les rues Adam et Sainte-Catherine Est, entre les rues Moreau et Viau. Nous nous sommes promenés sur toutes les rues de ce quadrilatère. Nous avons aussi attiré notre attention sur les lieux publics; principalement les parcs ou l'entrée de dépanneurs où l'achalandage y est fréquent. Nous avons aussi observé les principaux lieux chauds soit, les piaules. Toutefois, afin de ne pas nuire au travail des policiers sur le terrain, ces lieux ne seront pas ici précisément identifiés. Ces observations permettent par la suite d'orienter le guide d'entretien.

² MAP : équipe de policiers affectés à des problèmes spécifiques du quartier telle que la prostitution de rue

4.3.2 OBSERVATIONS NON PARTICIPANTES

En simultané, des observations dites non participantes ont eu lieu. Le but était d'acquérir un second regard sur les lieux visités et ainsi, maximiser l'information recueillie sur le terrain. Considérant que la présence policière (patrouilleurs à pied, auto-patrouille) peut avoir un impact sur le déroulement des activités résidentielles et prostitutionnelles, il était nécessaire d'observer certains lieux sans la présence de policiers sur le terrain (parcs et voies publiques). Les observations non participantes comptabilisent 10 heures sur le terrain.

Ceci étant dit, une observation s' st boucl e par une rencontre avec trois citoyens, vivant à proximité d'un lieu chaud de prostitution de rue ainsi que d'une piaule. Alors qu'ils attendaient l'autobus avec leurs enfants, ils ont partagé leur expérience de cohabitation, leurs craintes, leur niveau de tolérance et proposé certaines idées pour améliorer les conditions de vie dans le secteur. Cette discussion, impromptue, s' st révélée très enrichissante. Elle a aussi permis d'appréhender davantage certains enjeux de cohabitation localisée sur la rue Sainte-Catherine. Deslauriers (1991) indique, à son tour, l'importance que peut jouer ce type d'entrevue spontanée : « il existe enfin une autre sorte d'entrevue dont on fait rarement état, mais qui a pourtant produit des résultats inattendus : la conversation informelle, spontanée, parfois ultraconfidentielle, que la personne interrogée accorde au chercheur ». Toujours selon l'auteur, ce genre d'entrevue peut donner des indications précieuses (Deslauriers, 1991). Dans le cadre de cette rencontre avec des résidents du secteur, c' st exactement ce qui est arrivé. L'entretien informel a guidé le chercheur sur des pistes qui se sont avérées des indications importantes dans le cadre de l'étude.

Nécessairement, les observations participantes et non participantes influencent l'étude et le guide d'entretien qui s'en suivra. Les observations donnent accès à un aspect descriptif du milieu. L'accompagnement de policiers permet de comprendre et de saisir le milieu criminel, le milieu des piaules et de la prostitution; informations qui ne sont pas accessibles dans la littérature ni à première vue sur le terrain. Ceci étant dit, le guide d'entretien est ainsi bonifié. Il se concentre sur les principales réalités du quartier : besoin, ressource, lieux chauds,

sentiment d'insécurité, drogues, etc. Les questions sont d'autant plus dirigées vers les principaux enjeux entourant les phénomènes de prostitution de rue et de cohabitation.

4.3.3 ENTREVUES INDIVIDUELLES ET DE GROUPES SEMI-DIRECTIFS

Les entrevues se sont déroulées de la manière suivante; les participants étaient invités à partager leurs opinions ainsi que leurs expériences sur sept grands thèmes portant à réflexion : 1) le phénomène de prostitution à Hochelaga-Maisonneuve 2) leur niveau de tolérance 3) la sécurité et le sentiment d'insécurité dans le quartier 4) les lieux problématiques en matière de prostitution et/ou de consommation de drogues 5) les ressources utilisées et les besoins dans le quartier 6) la cohabitation et les irritants 7) les pistes de solutions envisageables (voir annexe B pour le guide d'entretien).

Les participants étaient invités à décrire leurs perceptions du phénomène de prostitution de rue, des stratégies déployées au sein du quartier par divers acteurs autres qu'eux-mêmes ainsi que leur expérience de cohabitation. L'entretien semi-directif convient parfaitement lorsque l'on cherche la compréhension du sens donné à une expérience particulière, vécue par les individus (Savoie-Zajc, 2009). L'entretien visait à comprendre pourquoi les lieux problématiques en sont, quelles sont les irritants engendrés par les activités prostitutionnelles, élucider le niveau d'attente des acteurs les uns envers les autres ainsi que la tolérance de chacun face aux problématiques. Voici certaines des questions posées lors de l'entrevue :

- *Décrivez-nous au meilleur de vos connaissances le phénomène de prostitution dans le quartier.*
- *Existe-t-il des lieux problématiques concernant la prostitution? Si oui, pourquoi sont-ils «problématiques»?*
- *Comment se passe la cohabitation dans le secteur avec les femmes qui se prostituent?*
- *Quelles sont vos attentes envers le poste de police du quartier?*
- *Avez-vous des pistes de solutions à proposer pour améliorer la cohabitation dans le quartier?*

Bien entendu, le canevas était adapté selon l'acteur rencontré. Notamment lorsqu'il était question des ressources et des besoins. Les organismes offrant des services aux travailleuses du sexe étaient interrogés sur l'utilisation des services ainsi que les besoins de ces femmes. En contrepartie, les citoyens et les commerçants étaient interrogés sur l'utilisation des services ainsi que les besoins citoyens.

Les entretiens sont d'une durée maximale de deux heures pour les entretiens de groupe et d'une heure pour les entrevues individuelles. Ils ont tous été enregistrés. Or, en ce qui a trait aux citations présentées dans le chapitre *résultats*, tous les noms sont en fait des pseudonymes afin de garder l'anonymat des candidats. De plus, la plupart des extraits présentés dans le chapitre *résultats* représentent des tendances, à moins qu'il ne soit précisé qu'il s'agit d'une exception.

4.4 ÉCHANTILLON THÉORIQUE

La démarche de théorisation ancrée vient rompre avec le modèle standard de l'échantillon statistique où, les sujets sont sélectionnés à partir du critère de la représentativité et de la saturation statistique. En ce qui a trait à l'échantillon théorique, le chercheur ne connaît pas à l'avance les échantillons (ni leur quantité ni leur variation) nécessaires à la recherche ni même le moment où l'échantillonnage sera complété (Guillemette, 2012). L'échantillonnage est dit «théorique» parce que les sujets sont choisis sur la base de leur capacité à promouvoir l'émergence ainsi que la construction de la théorie.

Dans le cadre du mémoire, la cueillette de données s'est faite en simultanée avec l'analyse en émergence. L'échantillonnage théorique s'est vu dicté par l'analyse des données et visse et versa.

Suite aux observations réalisées sur le terrain, il a été déterminé que trois types d'acteurs devaient être interrogés dans la cadre de cette étude sur la cohabitation. D'abord, les acteurs de proximité interagissant avec les femmes prostituées du secteur. La plupart d'entre eux sont issus du domaine communautaire. Ensuite les résidents non-prostitués du quartier ainsi que les commerçants. Indéniablement, ils sont parmi les principaux acteurs de la cohabitation, avec les personnes prostituées. Finalement, les femmes qui se prostituent dans le quartier sont des

actrices-clés. Toutefois, elles n'ont pas été interrogées; les entretiens de groupes avec les organismes communautaires n'étaient pas possibles, dû au fait que nous étions dans la cadre d'une recherche pour le service de police de Montréal. Les organismes communautaires n'étaient pas à l'aise avec ce type de procédure, sans compter qu'il n'est pas dans leurs valeurs que de questionner les femmes afin de savoir si elles sont prostituées ou pas. Pour combler cette lacune, certaines femmes prostituées ont été questionnées lors des observations participantes avec le corps policier. Autrement, nous nous sommes rapportés aux discours des intervenants de proximité qui travaillent quotidiennement auprès de ces femmes.

4.4.1 DES ACTEURS DE CHOIX

Suite aux observations, aux premières rencontres avec les citoyens sur le terrain, ainsi qu'une liste d'acteurs à rencontrer selon le sergent du MAP (poste de quartier 23), le choix des principaux acteurs à rencontrer est devenu clair. Par la suite, certains acteurs ont mentionné d'autres acteurs pertinents à rencontrer. Nous avons continué ce processus jusqu'à qu'il y est saturation empirique. En d'autres termes, jusqu'au moment où le terrain ne procurait plus de nouvelles données sur notre sujet.

Au total, 35 personnes ont été interrogées dans le cadre de cette recherche : huit résidents, trois commerçants, cinq travailleuses du sexe sondées et dix-neuf intervenants de proximité de neuf organismes (voir tableau II). Tous les acteurs rencontrés habitent le secteur depuis un minimum de quatre années, à l'exception d'un participant qui habite le secteur depuis la dernière année. En ce qui a trait aux organismes rencontrés, ils offrent tous des services dans le secteur d'Hochelaga-Maisonneuve. À l'exception de l'organisme Anonyme (unité mobile : autobus) ainsi que la CLÉS, tous les organismes ont effectivement pignon sur rue dans le secteur; tous comme les commerçants.

Tableau II : Tableau récapitulatif des acteurs rencontrés

Types d'acteurs	Acteurs	Nombre de personnes interrogées	Entretien individuel	Entretien de groupe
Intervenants de proximité auprès des travailleuses du sexe (et des populations marginalisées)	Organisme communautaire Dopamine	1	•	
	Organisme communautaire Anonyme	4		•
	La CLÉS Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	4		•
	Équipe PROXI du CLSC Lucille-Teasdale Infirmières en milieu de rue	2		•
	Organisme communautaire Cap St-Barnabé Maison de répit pour femmes	1	•	
	Poste de police 23 Quartier Hochelaga-Maisonneuve	4	•	
Intervenants de proximité auprès des citoyens (population générale sans problématique)	Organisme communautaire TANDEM	1	•	
	Table de concertation de quartier	1	•	
	Directeur des activités commerciales	1	•	
Citoyens, résidents et/ou commerçants	Résidents du quartier	8		•
	Commerçants du quartier	3	•	
	Travailleuse du sexe	5	Informel	

Total de 35 personnes rencontrées

Les organismes Anonyme et Dopamine offrent des services de premières lignes pour venir en aide aux femmes qui se prostituent dans le quartier. La CLÉS a fait du travail de rue pendant plus de huit mois dans le secteur. L'équipe proximité du CLSC Lucille-Teasdale offre les services de deux infirmières sur la rue. Les policiers du poste de quartier 23 entretiennent des liens directs avec les commerçants, les résidents, les femmes qui se prostituent et les usagers de drogues. Le sergent du module d'action par projet (MAP) ainsi que l'agent sociocommunitaire ont été rencontrés. L'accompagnement des patrouilleurs à pied sur leur quart de travail a aussi permis de questionner deux policiers de proximité. Les représentants de TANDEM et de la table de concertation du quartier ont permis d'élargir nos connaissances sur les perceptions des problématiques vécues par les citoyens. Le directeur des activités commerciales des promenades Ontario et Sainte-Catherine représente une seconde voix à titre de commerçant.

4.5 PROCÉDURE ET RECRUTEMENT

L'agente de recherche du service de police de la ville de Montréal s'est chargée de la prise de rendez-vous pour toutes les entrevues réalisées. Nous avons convenu de faire des entretiens individuels avec les représentants d'organismes communautaires et des entretiens de groupe avec les commerçants et les résidents. Le but étant de maximiser le nombre de citoyens pouvant être rencontrés lors de la recherche. De plus, les différents témoignages ont alimenté les discussions autour de la table, de sorte qu'une telle méthode a permis d'acquérir des informations, des confidences et des expériences de cohabitation supplémentaires. Les commerçants étaient aussi invités à se joindre aux entrevues de groupe. Après plusieurs conflits d'horaire, nous avons rencontré ces acteurs sur leur lieu de travail.

Pour ce qui a trait aux organismes, nous avons privilégié les entrevues individuelles afin d'avoir assez de temps à la fois pour développer sur les services et le mandat de l'organisme, en plus de nous renseigner sur les réalités du secteur. Néanmoins, nous avons rencontré quatre intervenants de l'organisme Anonyme. Ils ont décidé de se présenter en groupe pour l'entretien. Pour ce qui a trait aux infirmières de proximité, elles ont aussi assisté en duo à l'entrevue.

4.6 PROCÉDURE D'ANALYSE DES DONNÉES

Afin de bien respecter la recherche par théorisation ancrée, nous avons déterminé, au préalable, d'utiliser les six étapes élaborées par Paillé : codification, catégorisation, mise en relation, intégration, modélisation et théorisation. Tous les entretiens ont été enregistrés. Deslauriers fait l'éloge dans plusieurs de ces écrits (1989;1991) de l'utilisation des enregistrements audio : « réécouter les entrevues permet de prendre du recul à l'égard de l'interrogé et de vraiment prêter attention à ses propos : l'effet distrayant de l'environnement est alors réduit. C'est ainsi que des détails insolites qui seraient passés inaperçus autrement attirent mon attention».

Nous avons fait une retranscription des entretiens selon un canevas thématique. L'idée étant de regrouper et organiser les données, de préciser les thèmes et comparer les divers points de vue. Bien entendu, le canevas d'analyse thématique était conçu de manière assez large pour laisser émerger les nouvelles idées. Nous avons réalisé une forme de monographie pour chaque entrevue réalisée afin de dresser un portrait explicatif et dynamique, selon l'acteur interrogé. Il s'agit d'une coupe ou une analyse communément appelée «verticale».

Pour mener à bien l'analyse, nous avons fait une seconde coupe dite «horizontale». Pour ce faire, nous avons d'abord maximisé les ressemblances entre les données. C'est-à-dire, les similitudes, les constantes qui reviennent dans les conversations et les observations. Une fois ces regroupements constitués, nous avons eu recours au procédé inverse : nous avons maximisé les différences. Cette méthode, suggérée par Glaser et Strauss (1967) et détaillée par Deslauriers (1987; 1991), permet de créer des catégories. Cette étape de l'analyse communément appelée «transversale» permet de s'attarder aux propriétés communes et de contraster les points de vue divergents. À ce stade-ci, l'étudiant chercheur doit s'assurer qu'il n'y a pas lieu d'en créer de nouvelles et qu'elles renferment bien tous les éléments qui doivent s'y trouver.

Ces étapes de l'analyse s'insèrent à la fois dans la codification et la catégorisation. Des étapes qui permettent, selon Paillé (1994) de faire émerger les concepts et le regroupement de ceux-ci sous des catégories conceptuelles. Par la suite, nous avons procédé à la mise en relation ou, selon Corbin et Strauss (2004), la codification axiale. Cette étape permet de mettre en relation

les catégories. À cette étape-ci, nous avons enfin pu relever le caractère dynamique du phénomène de cohabitation, entre autres, par la construction de schémas explicatifs. Cette étape permet de rendre compte de la complexité du réel. Tel que l'indique Paillé (1994), le chercheur dépasse la simple mise en relation de catégories et commence à accéder à l'évènement, l'explication, l'histoire.

En regard de ce nouveau corpus, nous nous sommes questionnés : devant quel phénomène sommes-nous? Car, il est important de comprendre que la méthode d'analyse par théorisation ancrée reste rarement au cadre initial de la recherche. Si l'objectif est de décortiquer un phénomène jusqu'ici resté muet, c'est à ce stade-ci; c'est-à-dire à l'étape de l'intégration, que le chercheur pose enfin les assises de son objet d'étude. Tel que l'indique Paillé (1994), «l'étape de l'intégration doit donner lieu à la délimitation de l'objet».

Par la suite, l'étape de la modélisation permet non pas de reconnaître le phénomène devant lequel nous sommes, mais plutôt d'expliquer de quel type de phénomène il s'agit. Dans ce cadre d'idée, nous avons reproduit le plus fidèlement possible l'organisation des relations structurelles et fonctionnelles caractérisant la cohabitation des activités résidentielles et prostitutionnelles dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Les catégories précédemment trouvées sont alors devenues les caractéristiques et les conséquences de ce phénomène de cohabitation.

Finalement, la dernière étape de cette analyse constitue la théorisation; c'est-à-dire la théorisation d'une réalité particulière, celle de la cohabitation entre les activités résidentielles et prostitutionnelles dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. La méthode comporte l'avantage de la logique, de la précision et de l'ambition, et elle constitue une réponse très valable, sur le plan opérationnel, à la quête curieuse et autodisciplinée du sens des phénomènes sociaux (Paillé, 1994). Quant à notre sujet d'étude, la démarche de théorisation ancrée apporte un cadre structurant pour mener la recherche. Toujours est-il que la théorisation dans ce contexte particulier, c'est-à-dire établi sur un terrain et un cas précis; celui de la cohabitation des activités résidentielles et prostitutionnelles de rue à Hochelaga-Maisonneuve est très difficilement transposable au phénomène de cohabitation pour tout autre quartier, ailleurs dans le monde.

4.7 CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

Le projet de mémoire détient l'approbation du comité éthique de la recherche en arts et en science (CERAS) (voir appendice C). Avant la réalisation de chacune des entrevues, nous présentons le projet aux participants. Le consentement libre et éclairé des divers acteurs était assuré par la lecture et la signature du formulaire de consentement (voir appendice D). Ils étaient avisés de l'enregistrement sonore des entrevues ainsi que du processus de codification permettant l'anonymat des personnes interrogées dans le cadre de cette étude.

CHAPITRE V RÉSULTATS

Section A

: Description du phénomène de prostitution de rue et des lieux de consommation

5.1 Portrait d'un phénomène

Le phénomène de prostitution de rue se traduit principalement, à Hochelaga-Maisonneuve, par ce que l'on nomme de la narcoprostitution. La présence de cracks house sur le terrain et la présence de femmes toxicomanes se prostituant n'est donc pas un hasard. À la lumière des observations et des entretiens menés auprès des intervenants de proximité, les principaux enjeux de la cohabitation s'articulent autour des activités illicites en matière de drogue. C'est dans ce cadre que les citoyens craignent de cohabiter avec un monde «parallèle» au leur. La présence de cracks house contribue à alimenter le sentiment d'insécurité des résidents. Force est d'admettre qu'un tel lieu génère à la fois des activités criminelles et la présence de toxicomanes, parfois intoxiqués, dans l'espace public (parcs et rues). Sans compter qu'une concentration importante de travailleuses du sexe a l'habitude de solliciter des clients autour des cracks house.

Les femmes prostituées jouent généralement un rôle périphérique dans les marchés de drogues dures. Étant de grandes consommatrices d'héroïne ou de crack, elles sont les principales clientes au sein de cracks house. Quelques femmes prostituées peuvent facilement faire «rouler» un crack house à elles seules. L'ampleur de leur consommation et de leur dépendance aux drogues permet aux intervenants d'affirmer cette idée selon laquelle ces femmes se prostituent pour payer leur dose quotidienne :

« On n'est pas dans la prostitution; on est dans la narcoprosstitution. La fille ne veut pas s'acheter un bien de luxe là. Elle veut sa dose. Elle ne veut pas vivre; elle veut survivre via sa dose».
César – policier

Ceci étant dit, il est très difficile d'exclure la toxicomanie lorsque nous cherchons à documenter le phénomène de prostitution de rue à Hochelaga-Maisonneuve. Si plusieurs craignent la présence de ces femmes sur la rue, c'est principalement parce qu'elles peuvent se retrouver gravement intoxiquées. De plus, elles permettent aux cracks house de rester bien en place dans le secteur. Effectivement, lorsqu'il y a fermeture d'une piaule par la police, quelques heures suffisent pour qu'un nouveau lieu ouvre ses portes. La cohabitation est donc difficile, non seulement parce qu'il y a de la narcoprosstitution dans leur quartier, mais aussi parce que cette forme de prostitution est imbriquée dans un réseau de ventes de drogue.

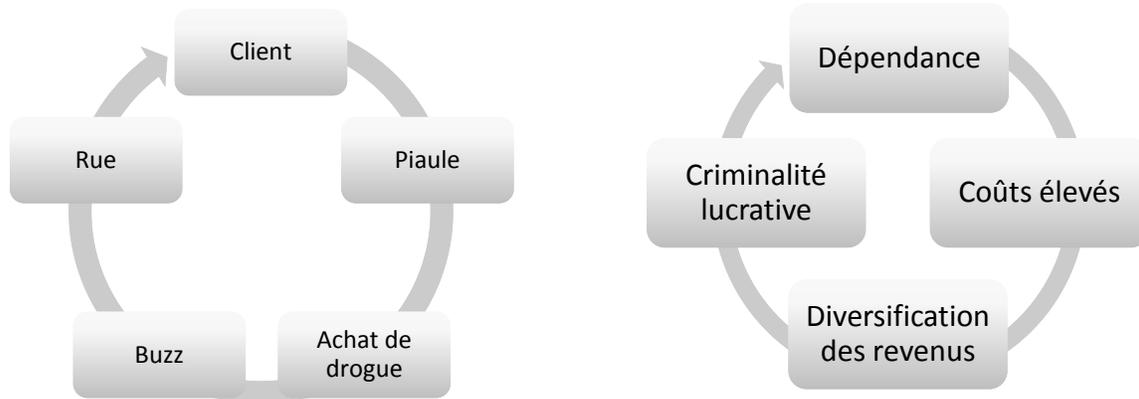
5.1.1 Les travailleuses du sexe à Hochelaga-Maisonneuve

La narcoprosstitution à Hochelaga-Maisonneuve est pratiquée en majeure partie par des femmes. Quelques hommes et transsexuels ont aussi l'habitude d'opérer dans le quartier. Précisément, les observations nous ont permis de recenser une soixantaine de femmes prostituées, deux transsexuels ainsi qu'un homme.

En ce qui a trait à l'âge des femmes, elle varie entre 25 à 50 ans. Les acteurs de proximité affirment qu'il est difficile, voire hasardeux, de déterminer l'âge de certaines d'entre elles : le rythme de vie et la toxicomanie sont des facteurs qui peuvent ajouter des années supplémentaires aux corps et aux visages de celles-ci. Toujours selon les acteurs de proximité, les femmes utilisatrices des services communautaires auraient en moyenne 40 ans et elles représenteraient plus du 2/3 des travailleuses du sexe du quartier. Certaines d'entre elles ont plus de 60 ans.

Pour ce qui a trait aux femmes prostituées plus jeunes, elles seraient d'une part, plus timides et méfiantes quant à l'utilisation des services et, d'autre part, peu portées vers la prostitution de rue (escortes, salon de massage, bar de danseuses étant des voies plus intéressantes pour celles-ci).

5.1.2 À la quête de la prochaine puff



Ils sont nombreux à mettre en évidence l'impact d'une dépendance aux drogues dures chez les travailleuses du sexe. Cette idée de «quête de la prochaine puff» traduit le quotidien des femmes prostituées toxicomanes du quartier. Or, comme les acteurs de proximité expliquent: pour «puffer», il faut de l'argent et pour avoir de l'argent, il faut se prostituer. La consommation de drogue vient donc dicter un cycle relativement court et simple (voir schéma 1).Ce cycle de consommation peut perdurer pendant plusieurs heures, voire plusieurs jours, sans que la personne ne dorme ou ne s'alimente. Il est impossible de passer sous silence la similarité avec le modèle économique-compulsif présenté de Golstein ou l'auteur expose la corrélation entre une dépendance aux drogues à coûts élevés et une criminalité lucrative (voir schéma 2).

Schéma 1 : Cycle de consommation chez les toxicomanes prostitués (narcoprostitution)

Schéma 2 : Modèle économique-compulsif de Golstein

À ce titre, le rythme de vie et les habitudes de consommation peuvent avoir plusieurs conséquences sur la personne; l'intoxication et l'état de manque peuvent s'accompagner d'une

désorganisation chez la personne, de pratiques sexuelles à risque pour de l'argent, d'une prise de risques plus grande pour trouver un client et des échanges de matériels de consommation entre utilisateurs. Outre les habitudes à risque en matière de consommation de drogues et de prostitution, les acteurs de proximité mentionnent aussi la dureté des drogues dans le milieu. Les travailleuses du sexe sont, pour la plupart, dépendantes au crack ou à l'héroïne. Certaines sont aussi polyconsommatrices donc elles consomment plusieurs types de drogues (crack/cocaïne, héroïne opiacée). Elles achètent et consomment dans les cracks house. Des lieux qui représentent pour elles, un refuge, un endroit où passer la nuit, pour se reposer, pour y amener des clients, pour rencontrer d'autres consommateurs et pour consommer sur place.

L'une des agentes de recherche indique dans son rapport d'observation, lors d'une visite dans une piquerie :

« Les murs et les escaliers sont sales. Il y a une forte odeur âcre de cigarette, de sueur et d'excréments. Une pièce dans le fond est remplie de déchets. Il a une bâche bleue qui tapisse le plafond. Le toit coule et il y a de la moisissure partout ».
Fiche du 23 septembre 2014

Bien souvent, les lieux de consommation tombent rapidement en décrépitude, lorsqu'ils ne le sont pas déjà. De plus, ces lieux sont bien souvent insalubres. La consommation de crack à l'intérieur, les bouteilles de bière entamées la veille, les cigarettes fumées à l'intérieur et les chambres où l'on retrouve des animaux de compagnie produisent une odeur nauséabonde. À travers les observations, nous avons aussi entrevu des toilettes bouchées qui peuvent servir pour des activités de prostitution (condoms au sol et dans la baignoire). Un homme habitant la maison de chambre où se trouve cette piaule nous affirme payer plus de 500 dollars pour sa chambre (toilette commune à l'étage). Il se dit un consommateur des lieux, tout comme ses voisins de l'étage.

5.1.3 Délicate itinérance

Selon les intervenants de proximité, la majeure partie des femmes prostituées habitent le quartier. Bien que certaines y soient depuis de nombreuses années, elles sont peu nombreuses à détenir un logement. Certains acteurs de proximité parlent de «délicate itinérance». Délicate,

en ce sens que plusieurs femmes n'ont pas l'assurance d'avoir un endroit où passer la nuit. Parfois, elles rencontrent un copain qui les accueille chez lui, parfois en échange de faveurs sexuelles elles demeurent chez un ami/client. Bien souvent, la piaule constitue un toit de dernier recours.

« L'itinérance féminine est beaucoup moins claire parce que les femmes ont plus facilement accès à un divan, une chambre d'ami. Ça reste de l'itinérance. Elles dorment aussi dans les lieux de consommation, dans les lieux de vente qu'on appelle des piaules. Si vous avez l'opportunité de rentrer dans une piaule, vous allez comprendre. On a pas envie de rester là, c'est pas un lieu très saint : ni propre, ni saint, ni calme, ni sécuritaire donc ça dit un peu la qualité de sommeil que ces femmes peuvent avoir »;

Louis – intervenant de proximité

« Si on définit l'itinérance comme le fait de ne pas avoir l'assurance d'avoir un logement stable et salubre, 100% des personnes que l'on rencontre la nuit, les femmes que l'on rencontre, sont en situation d'itinérance »;

Fred – Intervenant de proximité

« Soit qu'elles dorment chez quelqu'un en échange de faveur sexuelle, soit qu'elles sont dans une piaule, un lieu de consommation, soit elles sont carrément dans la rue »,

Julie – Intervenante de proximité

Les piaules sont souvent considérées comme des endroits pour se reposer en l'absence de toit où dormir. Toutefois, elles comportent leurs lots de désagrément; le fort achalandage et l'insalubrité sont du nombre. De plus, les infirmières de proximité mentionnent les «bobos de piaules»: abcès, cicatrices, infections, transmissions de virus, etc. Les policiers, quant à eux, mentionnent les dangers entourant les piaules: violence, trafic d'armes à feu, bagarres, incendies criminels, etc.

Cette absence de logement est relativement nouvelle selon les policiers du poste de police 23. Jadis, les femmes avaient leur chambre pour recevoir leurs clients. Certaines des femmes interrogées lors des observations nous ont confié habiter chez leur copain, ne pas avoir de logement pour le moment ou détenir une chambre dans une maison de chambre, pour le mois.

Il est difficile de déterminer si les femmes qui se prostituent dans le quartier sont originaires du quartier en question. Selon un répondant (intervenant de proximité), plusieurs d'entre elles seraient venues dans le quartier, maintenant réputé pour les activités de prostitution :

« Certaines travailleuses du sexe ont commencé à prendre un opiacé lors d'un moment difficile de leur vie, elles se ramassent à Hochelaga-Maisonneuve par la suite à consommer puis se mettent à la prostitution. Le quartier est reconnu comme un lieu de passage et de prédilection pour les clients ».

Luc- Intervenant de proximité

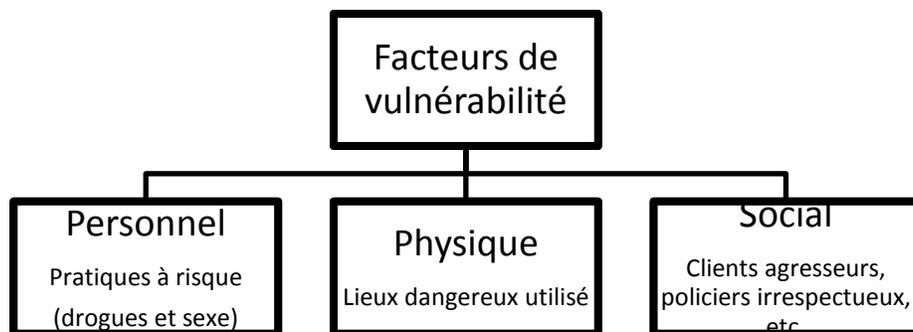
Indépendamment du fait qu'elles soient ou non originaires du quartier, l'absence de logement semble être une réalité pour une majeure partie de ces femmes aux prises avec des problèmes de dépendance aux drogues dures et parfois, de santé mentale aussi.

5.1.4 Des facteurs de vulnérabilité

L'un des principaux consensus de l'étude, entre les participants, s'articule autour de la sécurité des femmes qui se prostituent dans le secteur. Effectivement, ils s'entendent tous pour dire que ces personnes ne sont pas en sécurité. Bien au contraire, elles seraient les personnes les plus vulnérables du quartier. Vulnérable étant ici entendue comme quelqu'un qui peut être en danger et non par comme quelqu'un qui est moralement fragile.

Les raisons pour lesquelles les femmes prostituées ne sont pas sécurisées dans le secteur sont de l'ordre de trois. D'abord, pour des raisons personnelles en s'imposant des pratiques à risque (absence de condoms, échange de seringue, etc.). Ensuite, pour des raisons physiques en utilisant des lieux non sécuritaires pour éviter de se faire arrêter ou à la demande d'un client (terrains sombres et éloignés, piste cyclable sombre, etc.). Finalement, pour des raisons sociales, par les personnes qu'elles sont amenées à côtoyer : client agresseur, vendeur de drogue violent, policier ou citoyen irrespectueux (voir schéma 3).

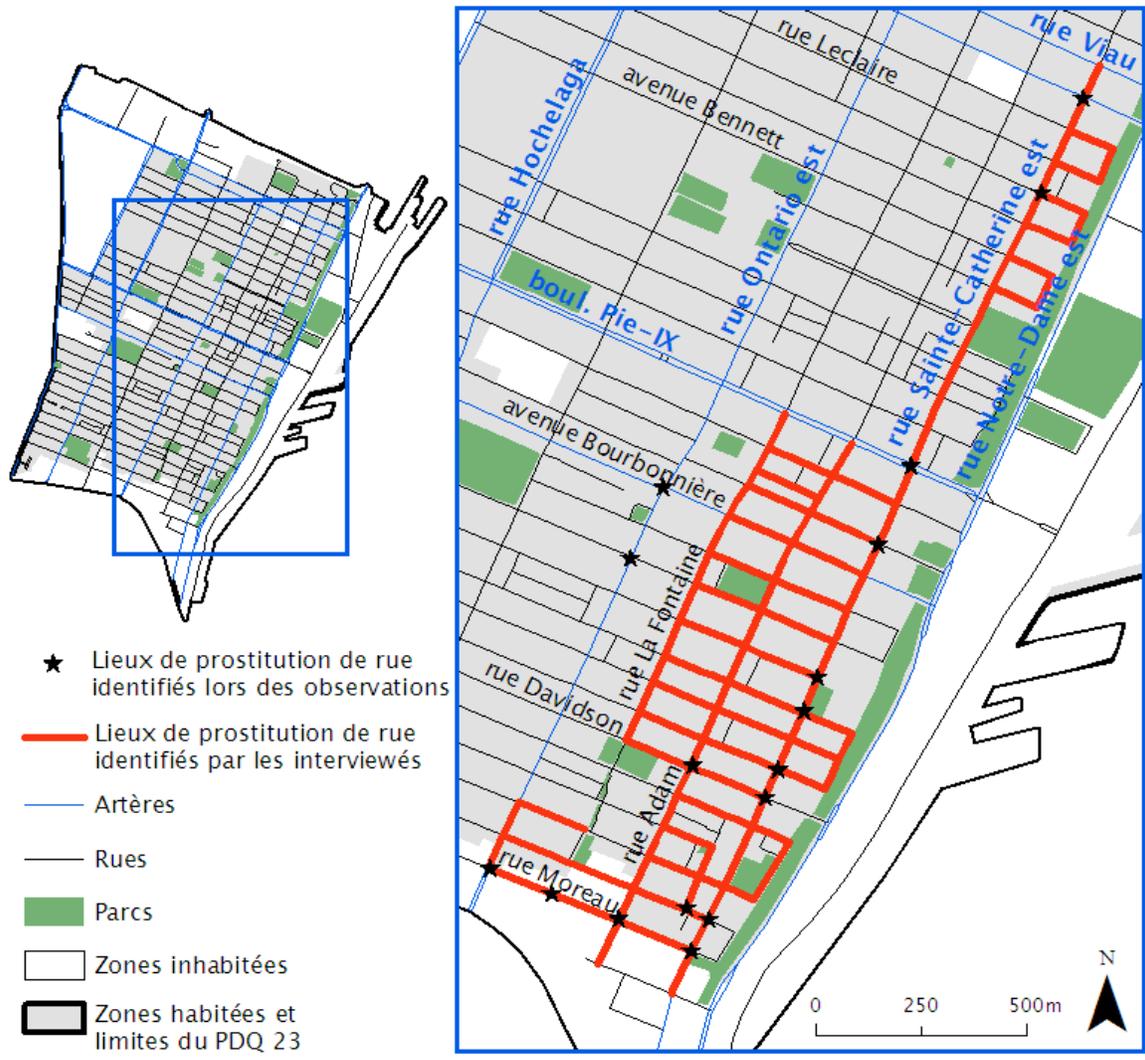
Schéma 3 : Facteurs de vulnérabilité (récapitulatif)



5.2 Zones d'activités prostitutionnelles

La prostitution de rue n'est pas un phénomène statique. Elle se déplace constamment dans le quartier. Or, les répondants s'entendent tout de même pour dire qu'une concentration importante des activités prostitutionnelles se déroule sur les artères Moreau et Sainte-Catherine. Certaines rues transversales sont aussi utilisées à ces fins. À la lumière des observations et des entretiens, nous constatons qu'il existe une zone à forte concentration d'activités prostitutionnelles dans le sud-ouest du quartier (voir carte 3).

Carte 3 : Zone à forte concentration d'activités prostitutionnelles du quartier Hochelaga-Maisonneuve



La convergence entre la concentration d'activités prostitutionnelles et la concentration de lieux de consommation n'est certainement pas un hasard. La plupart des femmes prostituées

toxicomanes semblent privilégier la proximité de la piaule lorsqu'elles sont sur la rue. Ainsi, il n'est pas rare de constater qu'à l'ouverture d'une piaule, en plus d'un achalandage grandissant des lieux, on voit augmenter le nombre de travailleuses du sexe qui font «la rue» autour. Pour ces raisons, l'ouverture d'une piaule est souvent rapidement connue par les citoyens du quartier.

Outre la zone identifiée, des acteurs de proximité ont aussi identifié certains tronçons des rues Ontario et Rouen. La piste cyclable ainsi que les rues se terminant en «u» (voir carte) tout près de Sainte-Catherine sont des zones dites de «passe» pour les activités prostitutionnelles. Les clients en voiture auraient l'habitude de s'y stationner pour procéder aux échanges sexuels.

5.3 Des heures de pointe

Cette zone d'activités prostitutionnelles fonctionne selon un horaire-type. Effectivement, il y a des moments d'affluence où la visibilité des femmes se prostituant est considérable. Ces moments occupent deux plages horaires : le matin entre 5h et 8h ainsi qu'en fin de journée entre 16h et 18h. Ces plages horaires coïncident avec le moment où une partie importante de la population converge vers l'allée ou le retour du travail et de l'école (début et fin des classes).

Selon les acteurs de proximité, les clients sollicitant les services de prostituées dans Hochelaga-Maisonneuve le feraient avant ou après le travail. Il y a tout lieu de croire, selon les entrevues réalisées, que les principaux clients sont des hommes qui n'habitent pas le quartier, mais qui transitent vers le centre-ville de Montréal via la rue Notre-Dame. Ils bifurqueraient vers la rue Sainte-Catherine pour des services d'ordre sexuel :

«Y'a beaucoup de gens qui arrivent de la Rive-Sud, tout ça, pis qui font un «croche» de la rue Notre-Dame, qui passent par Sainte-Catherine, pis qui après avoir eu les services vont reprendre la rue Notre-Dame, pis s'en retourner»;

Maurice – Intervenant de proximité

«On sait fort bien qu'ici pour la prostitution de rue, il y a des heures critiques : c'est le matin. Quand les boîtes à lunch partent de la maison pour aller travailler vers le centre-ville. Et c'est le soir, quand les boîtes à lunch reviennent du travail pour aller à la maison. C'est sûr que y'a des messieurs le samedi soir. Mais c'est, c'était surtout problématique les matins de semaine pis les fins d'après-midi, de semaine. Le gars fait

un détour, avant de rentrer chez lui, une petite faveur sexuelle, pis bingo! Pis ça, ça dérange énormément».

César – Policier

Bien entendu, il est possible à toute heure de la journée d'être témoin d'activité de prostitution dans le quartier. Ceci étant dit, une certaine offre/demande serait plus importante durant les heures de pointe.

5.4 Besoins divergents

Plusieurs répondants considèrent les services offerts aux femmes prostituées comme étant soit inefficaces, peu centrés sur les besoins de ces femmes ou insuffisants. En ce qui a trait à l'inefficacité, plusieurs résidents et commerçants mettent en doute les effets positifs d'une approche de réductions des méfaits. À ce titre, ils considèrent que de donner des condoms, des pipes à crack et des seringues n'est pas une solution intéressante. Elles ont pour effet «d'encourager» la consommation de drogue ou plus largement la narcoprostitution. Il est important d'insister sur le fait que l'approche de «réduction des méfaits» est fréquemment mal vue par les citoyens.

L'exemple le plus frappant est celui au sujet des résidents vivants à proximité du parc Edmond-Hamelin. Le parc est entouré à la fois d'un HLM (habitations à loyer modique), d'appartements et de condos, d'une piaule et de l'organisme Dopamine, qui vient en aide aux personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie, dans une approche de réduction des méfaits.

Certains des résidents qui partagent le parc avec des travailleuses du sexe et des toxicomanes s'insurgent devant une telle situation.

« On avait déjà de la misère avec toutes les seringues trouvées dans le parc. Pis là, y s'en vont nous mettre Dopamine. Y disent que c'est de la réduction des méfaits. Ben oui toé! Ils leur donnent des seringues : « Pis tiens! Va te shooter»! Ils disent que c'est parce que c'est du pauvre monde. On n'en est pas nous autres aussi du pauvre monde»?
Yvon - Résident

Le résident qui témoigne cette colère explique, par la suite, qu'il lui est déjà arrivé de retrouver une boîte complète de seringues (non utilisées) dans le parc. Cette expérience

contribue à exacerber ses relations avec les toxicomanes du milieu. Or, il n'est pas le seul. Plusieurs résidents affirment qu'il est totalement incohérent d'aider les personnes aux prises avec des problèmes de consommation en «facilitant» les façons de le faire. Certains expriment aussi l'idée selon laquelle la réduction des méfaits n'est d'aucune aide lorsqu'une travailleuse de sexe est aux prises avec un problème de santé mentale :

« Quand tu as un problème de santé mentale, ce n'est pas de la réduction des méfaits que tu as besoin, t'as pas besoin de seringues! C'est des ressources qui vont traiter à la source»!

Maggie – Résidente

L'aide déployée sur le terrain est donc souvent jugée par les résidents comme étant inefficace. Pour ce qui a trait aux intervenants de proximité, ils considèrent davantage l'aide offerte comme étant inappropriée. Elle chercherait davantage à répondre aux besoins de la société plutôt que de répondre aux besoins de ces femmes :

« Ces filles-là, ce qu'elles ont de besoins, c'est pas des logements pis des lits. Ce qu'elles veulent, c'est souvent dans le ici et maintenant. Pis nous, on est là pour lui dire, ben qu'est-ce que je peux faire pour t'aider maintenant. C'est quoi ton besoin ici et maintenant. La personne est capable de faire ses choix par elle-même! Ils veulent juste les mettre dans des appartements. C'est parce qu'ils veulent pas les voir. Le monde aime pas ça voir la misère sociale près de chez eux».

Julie – Intervenante de proximité

Par conséquent, plusieurs résidents considèrent l'aide sur le terrain inefficace alors que les acteurs de proximité la trouvent -parfois- inappropriée. Plusieurs participants mettent aussi en lumière l'insuffisance de services offerts.

Fait important, tous les services qui viennent en aide aux personnes toxicomanes dans le quartier ont une approche de réduction des méfaits. Aucun organisme ne se concentre sur la problématique de prostitution. L'absence de services offerts pour se «sortir» de la prostitution, réservée uniquement pour les femmes, est mentionnée à quelques reprises. Ces acteurs soulignent qu'aucun organisme communautaire n'est équipé pour encadrer celles qui désirent quitter ce milieu. En ce sens, l'aide serait insuffisante.

L'organisme Cap-St-Barnabé offre un service de «maison de répit» permettant aux femmes de venir y passer la nuit, quelques jours par semaine. Ce refuge mixte (dortoirs non-mixte), constitue une aide temporaire pour les personnes à la rue. La situation actuelle du refuge incite les intervenants à se questionner sur les services offerts. Alors que le dortoir des hommes est toujours rempli, très peu de femmes utilisent le dortoir leur étant réservé. À vrai dire, la plupart des lits sont fréquemment vacants. Selon le coordonnateur de l'établissement, deux raisons peuvent expliquer la situation. D'abord, le refuge est relativement récent (ouvert depuis septembre), donc peu connu. Ensuite, le refuge ouvre ses portes pour la nuit, au même moment où une grande partie des travailleuses du sexe sont actives sur la rue. À ce titre,

« Peut-être que le jour où l'on voudra vraiment réellement rendre un service d'hébergement et de refuge aux travailleuses du sexe, c'est peut-être qu'il faudra ouvrir tôt le matin ou le jour, parce qu'elles travaillent la nuit».

Maurice – Intervenant de proximité

Toujours est-il que nous sommes en mesure de nous questionner sur les réels besoins des femmes prostituées du quartier ainsi que les services offerts au sein du quartier.

Section B

Description du phénomène de cohabitation : tolérance, irritation et perturbateurs

5.5 TOLÉRANCE ET IRRITATION

La plupart des acteurs rencontrés se sont dits tolérants à l'égard de la prostitution de rue lorsqu'elle est faite de façon discrète. Toutefois, lorsque la sollicitation se transforme en harcèlement ou encore, lorsque les femmes prostituées sont intoxiquées sur les voies publiques, la tolérance ne s'applique pas. Il existe donc certaines limites à la tolérance des résidents et des commerçants du secteur. Ces limites sont attribuables à la fois aux pratiques et aux modes de financement des individus marginaux actifs dans le quartier.

La prostitution de rue constitue un important moyen de financement pour les femmes toxicomanes. Les vols qualifiés, les entrées par infractions ainsi que la mendicité sont aussi des pratiques auxquelles les toxicomanes du quartier ont recouru pour subvenir à leur dépendance. Outre les pratiques liées au financement de la drogue des usagers, les marchés sont aussi importants. Les piaules génèrent de multiples activités illégales, dont la vente et l'achat de drogue dans le quartier. Quant aux modes de consommation, certains toxicomanes consomment dans les espaces publics où, ils y laissent leurs déchets (seringues, pipe à crack, capsule d'eau).

À travers le mode de vie des toxicomanes, leurs trajectoires de toxicomanie et leurs sources de financement, se dessinent plusieurs inconvénients pour la population générale. Les déchets de consommation, l'intoxication d'individus sur les voies publiques, le harcèlement de clients ou de travailleuses du sexe sont autant d'éléments qui s'inscrivent dans une cohabitation difficile.

Quant au marché de la drogue, il occasionne de multiples nuisances pour les résidents du quartier. Bien qu'une partie de la collectivité se dit tolérante à l'égard de pratiques discrètes de la part des travailleuses du sexe, force est d'admettre qu'un ensemble important d'inconvénients rattachés à la toxicomanie dans le quartier diminue la quiétude des résidents ainsi que leur sentiment de sécurité. À ce titre :

« Les gens sont sensibilisés à ça. Ça ne veut pas dire qu'ils trouvent ça l'fun, mais ils sont sensibilisés et ils savent que ça fait partie de quartier ».

Louis –Intervenant de proximité

La plupart se sont aussi dits très irrités par le phénomène de prostitution de rue. Les motifs de leur irritation varient selon la façon dont ils conçoivent le phénomène de prostitution de rue, dans leur quartier.

5.6 CONCEPTION DE LA PROSTITUTION DE RUE CHEZ LES ACTEURS

Lorsque nous questionnons les participants sur la façon dont ils se représentent le phénomène de prostitution de rue dans leur quartier, les réponses sont emplies d'émotion. Les acteurs ne sont jamais indifférents à la pratique. Les émotions sont toujours en lien direct avec la façon dont ils se représentent le phénomène de prostitution ou parce qu'ils l'associent à des expériences vécues.

Suite aux analyses d'entretiens, quatre grands types d'émotions rassemblent tous les acteurs interrogés, indépendamment de leur titre (commerçants, intervenants, résidents). Il s'agit de la peur et la méfiance (1), l'exaspération et la colère (2), le malaise (3) et finalement, la révolte (4).

Fait important à souligner : les acteurs chez qui la prostitution de rue suscite les réactions et les émotions les plus fortes sont les résidents. Ceci est principalement dû au fait que le partage de l'espace avec les travailleuses du sexe est beaucoup plus rapproché (proximité) de leur espace privé.

5.6.1 PEUR ET MÉFIANCE

Plusieurs répondants sont craintifs à l'égard de la prostitution de rue. Cette crainte se développe autour d'une conception particulière de la prostitution de rue, selon laquelle une telle pratique est dangereuse. Elle augmente le risque d'agressions physiques et sexuelles pour la population locale. Les femmes prostituées constituent un danger lorsqu'elles sont intoxiquées. Elles peuvent s'attaquer aux passants et harceler les jeunes enfants. À ce titre, une répondante témoigne :

« Moi y'a un bout, j'habitais sur St-Catherine pis je vais te dire, j'avais peur des filles. Disons que c'étaient pas des petites filles délicates pis fallait pas que tu les regardes. Tu étais mieux de changer de rue. (Lorsqu'elles sont intoxiquées ou en colère)».

Maggie – Résidente

En ce qui a trait à la sécurité des enfants, plusieurs s'en inquiètent. La présence des clients de la prostitution constitue la principale crainte des répondants. Certaines répondantes n'aiment pas se retrouver dans un secteur où se trouve ce genre d'hommes. À titre d'exemple :

« Moi je pense qu'un homme qui paie cinq ou vingt dollars pour les services d'une fille intoxiquée ne doit pas avoir ben du respect. Je n'aime pas me trouver dans des endroits où il y a des hommes clients comme ça».

Lorie – Résidente

«Moi je pense à ma fille parce que j'en ai une fille. Moi je me fais harceler pis je me dis que ça ne sera pas long que ça va être elle qui va se faire harceler. Sté un gars qui se dit est cute elle, je pourrais faire de l'argent avec elle. Moi, c'est ça qui me fait peur. C'est ça qui vient me toucher »;

Lucie – Résidente

Ces citations mettent en lumière les craintes exprimées par les résidents-parents en ce qui a trait aux risques d'agressions et de harcèlement à l'égard des femmes et des enfants. La conception du phénomène de prostitution de rue repose, avant tout, sur les dangers potentiels qui accompagnent la prostitution de rue dans le quartier.

5.6.2 EXASPÉRATION ET COLÈRE

Les participants qui se disent en colère se représentent le phénomène de prostitution de rue comme étant indissociable de la toxicomanie et de la présence des piaules dans le secteur. À titre d'exemple, une résidente interrogée compare les travailleuses du sexe et les piaules aux mouettes toujours présentes dans les poubelles des restaurants McDonald. Pour elle, les cracks house gèrent une faune d'individus indésirables (travailleuses du sexe, toxicomanes et dealers de drogues). C'est à travers les problématiques attribuables aux piaules, à la toxicomanie et à la prostitution de rue que proviennent la colère et l'exaspération. Plusieurs ne comprennent pas pourquoi ils ont à endurer «tout ça» :

« La citoyenneté ici c'est : ah! C'est pas grave, c'est Hochelaga! Moi, ça me fait bouillir. Dans le sens, ici, on n'est pas des citoyens de seconde zone. On doit tout absorber on doit faire notre part, on la fait. Mais y'a certaines limites. On doit offrir à nos enfants un avenir plus radieux ».

Gilbert –Commerçant et résident

« Y'a des gens qui arrivent ici et qui veulent donner une belle éducation à leur enfant pis là, on leur donne ça comme milieu de vie; moi ça m'horripile».

Rita - Résidente

« Je ne sais pas si vous avez déjà vu quelqu'un qui s'injecte le matin? Mais t'as pas envie de voir ça. Tu n'as pas non plus envie de voir une auto stationnée à 5h, pis bon, tu sais ce qui se passe. De savoir que ça l'existe, c'est une chose. Mais de la voir, c'est une autre chose [la prostitution]. Ça peut être un irritant.

Robert - Résident

L'exaspération et la colère des participants grandissent lorsque les répondants sont témoins ou victimes d'évènements indésirables : ouverture d'une piaule près de chez soi, agressions, bagarres et harcèlement, par exemple.

5.6.3 MALAISE ET INCONFORT

Plusieurs résidents expriment leur malaise lorsqu'il est question de prostitution de rue. D'abord parce qu'ils se sentent impuissants face au phénomène. Ensuite, parce qu'ils la qualifient de «prostitution de pauvreté sociale». En ce sens, ce ne sont pas les travailleuses du sexe qui irritent le citoyen, mais plutôt la réalité qu'elles reflètent au reste de la société : leurs conditions de vie, leur mal-être, leurs vulnérabilités, etc. À ce titre, plusieurs participants témoignent leur inconfort :

« Y'a un irritant humain, je vous dirais. De voir des gens se détruire comme ça, chaque jour... Tsé, à un moment donné, c'est comme une pitié qui se développe envers eux. Tu les vois comme des victimes. On les voit comme des êtres humains avant tout, mais aussi comme des personnes en souffrance»;

Sophie, Commerçante et résidente

« Ça ne me dérange pas de les voir. Ce qui me dérange c'est de voir ce qu'elles vivent»;

Lucie – Résidente

« Je ne me sens pas menacée par elles. C'est clair. Mais je trouve ça dur de les voir tous les jours. Comme l'autre jour y'avait une fille à terre, puis elle pleurait, elle avait mal. Je me sens impuissante face à ça».

Kathy – Résidente

« Tsé, se faire regarder 365 jours par année, à un moment donné, je ne suis pas de la viande! Mais les filles-là, la prostituée, elle répond à ça, elle... Moi je me dis, à un moment, nous ont est témoin de ça, pis qu'est-ce qu'on peut faire?»

Sophie – Résidente et commerçante

Souvent, les participants les plus empathiques sont ceux qui vivent le phénomène de prostitution en périphérie de leur espace privé ou de leurs habitudes quotidiennes. Lors d'une rencontre citoyenne, certaines répondantes se disaient tristes à l'égard des conditions de vie de ces femmes. Une répondante a rétorqué :

« C'est facile être empathique quand on est loin du phénomène. Moi j'ai cohabité des années avec ces filles-là. Pis la, à un moment donné, cet été, c'était pu possible. C'était invivable. Y'avait plein de nouvelles filles sur la rue pis sérieusement elles se foutaient ben de nous. Dans ce temps-là, tu peux pu être tolérants».

Lucie – Résidente

Ceci étant dit, les expériences difficiles vécues, en lien avec la prostitution, diminuent le sentiment d'empathie porté à l'égard des femmes prostituées.

5.6.4 RÉVOLTE

L'attitude révoltée ou contestataire provient principalement des acteurs de proximité issue du domaine communautaire. Ces intervenants considèrent avant tout la prostitution de rue comme un problème de société. Plusieurs mettent en lumière le manque d'efforts de la part du gouvernement pour venir en aide aux populations marginalisées. Ces efforts passent aussi par de la prévention chez les jeunes en ce qui a trait aux habitudes de consommation de drogue et d'activités sexuelles. En plus de proposer des actions de prévention et de sensibilisation, plusieurs mentionnent que les services en aide aux populations marginalisées ne doivent pas être calqués sur les besoins de la population générale, mais bien sur les besoins de ces personnes.

« Tu ne peux pas décider pour eux autres : « ben là demain je t'amène en désintox » même si tu trouves ça épouvantable dans quelles conditions elles vivent. C'est eux autres qui sont là-dedans, c'est eux autres qui doivent choisir ».

Julie – Intervenante de proximité

« Pour quelqu'un qui fait du 9 à 5, du lundi au vendredi, c'est épouvantable la vie de rue, pis ça n'a pas de sens, pis faut faire de quoi. Mais ça ne sert à rien de partir avec de grandes idées. C'est vraiment de petits pas et d'être surtout constant ».

Mireille – Intervenante de proximité

« Il n'y a pas des besoins pour des filles, mais bien des besoins pour chaque fille. Si on leur demande c'est quoi leur besoin pour répondre à nos besoins à nous, ça ne sert à rien. Vérifiez avec eux autres directement. Si c'est pour répondre à notre société, ben on ne répond pas à la bonne affaire. On vise le logement, mais si ce n'est pas ça le besoin au moment où on l'interpelle, on perd notre temps pis notre énergie ».

Fred- Intervenante de proximité

À ce titre, ces intervenants souhaiteraient une aide personnalisée pour chaque personne. Précisément, ils souhaitent «offrir des possibilités» afin que les personnes en difficultés puissent choisir ce qui est le mieux pour eux.

5.7 APPROPRIATION ET STIGMATISATION DE LA RUE SAINTE-CATHERINE EST

La prostitution de rue est principalement visible sur les rues Sainte-Catherine et Moreau. À la lumière des observations réalisées, nous avons identifié une zone à forte concentration d'activités prostitutionnelles. À l'intérieur de cette zone se retrouvent les principales piaules en activité à l'heure actuelle. Les individus marginaux utilisent très peu le reste du quartier.

Logés sur la rue Sainte-Catherine, les toxicomanes se sont approprié une bonne partie de la rue (entre Moreau et Pie-IX). Ce secteur correspond à la partie dévitalisée du quartier. Effectivement, on y retrouve peu d'appartements, de condos et de commerces ouverts. Plusieurs bâtisses sont laissées à l'abandon et certains terrains vagues nécessiteraient un minimum d'entretien. Certaines bâtisses y sont barricadées, plusieurs affichent des graffitis et la rue est en piteux état question propreté (déchets jonchant le sol).

Toujours est-il que cette rue est le principal repère pour les femmes prostituées du secteur. Leur trajectoire de toxicomanie nécessite une pratique de financement, un lieu pour

s'approvisionner et pour consommer. Sainte-Catherine peut répondre à ces besoins. D'abord, parce que la rue est reconnue pour les activités de prostitution. Les femmes y font la rue et les clients circulent fréquemment sur l'artère. Ensuite, parce qu'on y retrouve piaules et maisons de chambres. Sans oublier la présence de l'organisme Dopamine durant le jour, qui donne des seringues et des pipes à crack neuves. L'organisme Anonyme gare son unité mobile (autobus) plusieurs fois par semaine, durant la nuit, sur Sainte-Catherine.

Cette rue, qui profite d'une réputation peu élogieuse, semble boudée par le reste de la population. L'appropriation de la rue, par les populations marginalisées (toxicomanes et prostituées), incite le reste de la population à éviter l'artère en question. Un important conflit d'appropriation subsiste au parc Edmond-Hamelin, situé à l'est de Pie-IX sur la rue Sainte-Catherine. Certains résidents du secteur témoignent de la dure réalité à laquelle ils font face.

Les femmes prostituées sont intoxiquées à toutes heures du jour et de la nuit, elles crient, se bagarrent, consomment et urinent dans le parc, y laissent leurs déchets de consommation et vont parfois jusqu'à y faire des fellations, cachées dans les buissons. Indéniablement, les résidents du secteur aimeraient utiliser le parc pour des activités récréatives, familiales dans un cadre propre et sécuritaire.

Si certains développent une certaine accoutumance au phénomène de toxicomanie et de prostitution de rue, par lassitude ou habitude, très peu d'entre eux se retrouvent dans la portion ouest de la rue Sainte-Catherine. Néanmoins, ces résidents exaspérés confient ne pas avoir la possibilité de quitter le secteur. Habitant dans les HLM près du parc, ils n'ont pas les moyens d'aller ailleurs. Ils déplorent la situation et accusent les politiciens de les avoir laissé tomber parce qu'ils ne sont pas des propriétaires de condos et que leurs voix ne sont pas entendues et prises au sérieux. À ce titre, un résident affirme :

« Ils nous disent que s'est du pauvre monde [les femmes prostituées]. Ben nous autres-là, on n'en est pas aussi du pauvre monde? »

Yvon

La portion Ouest de la rue Sainte-Catherine, délaissée par les citoyens du quartier et, à l'inverse, utilisée par les toxicomanes, les femmes prostituées et leurs clients, les sans-abris et surtout les vendeurs de drogue postés dans les piaules, confinent une petite partie de la

population résidente sur l'artère. Cette population prisonnière, n'ayant pas les moyens de quitter les lieux, subit la quasi-totalité des inconvénients de la délinquance attribuable aux drogues et à la prostitution.

L'exaspération de ces résidents provient aussi de l'ouverture récente de l'organisme Dopamine près du parc. Plusieurs répondants considèrent les organismes au mandat de réduction des méfaits comme étant néfastes pour les individus et le quartier en général. D'abord, parce que le fait de donner du matériel de consommation aux toxicomanes aurait pour conséquence d'encourager ces personnes à continuer dans leur mode de vie actuel. Ensuite, parce qu'un organisme comme celui-ci amènerait un nombre important d'individus marginaux dans le secteur (jeunes de la rue, toxicomanes, sans-abris et femmes prostituées).

À noter que les organismes de réduction des méfaits ont chez la plupart des résidents et commerçants, mauvaises presses. Peu d'entre eux croient aux retombées positives d'une telle approche. Certains trouvent qu'il s'agit d'une méthode peu efficace lorsqu'on se retrouve face à des individus ayant des problèmes de santé mentale.

5.8 VIES PARALLÈLES ET TOLÉRANCE NÉGOCIÉE

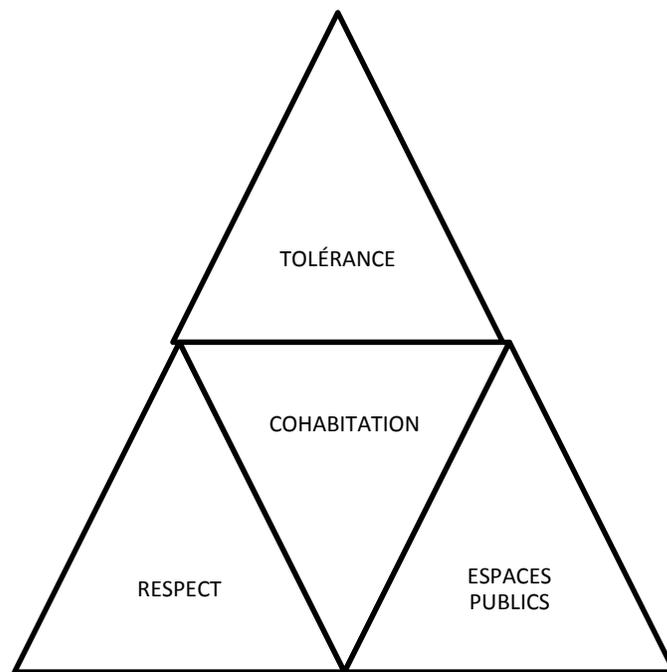
Précédemment, nous avons vu qu'une partie de la population, logée aux abords de la rue Sainte-Catherine Ouest, se sent prisonnière du phénomène de prostitution de toxicomanie. Or, en ce qui a trait à la réalité des acteurs vivant ailleurs dans le quartier, elle est totalement différente. Plusieurs acteurs côtoient qu'en de rares occasions les activités de prostitution et de toxicomanie imputable au quartier. Effectivement, les deux types de population (toxicomanes/population générale) ont peu, voir aucun contact. Ce qui nous amène à parler de vies parallèles chez les acteurs marginaux et les autres résidents du quartier.

Ceci étant dit, les habitants du quartier sont, pour la plupart, en désaccord avec les activités de prostitution de rue et de toxicomanie dans le quartier. Or, la tolérance serait une solution trouvée pour mieux cohabiter avec ce genre d'activités. Toujours est-il qu'il s'agit d'une tolérance spécifique. Nous parlerons d'une tolérance négociée.

Afin de maintenir une bonne cohabitation, trois éléments sont nécessaires. D'abord, des endroits publics où différents acteurs peuvent occuper les lieux. Les parcs et les voies

publiques sont de bons exemples. Ensuite, il faut du respect. Un minimum de respect où l'on n'impose pas ses façons de vivre et de faire. Par exemple, fumer son joint ou boire sa bière de façon discrète est l'une des façons de ne pas imposer à l'ensemble des utilisateurs de lieux publics nos façons de faire et d'agir. Finalement, il faut un minimum de respect. Ce respect se traduit principalement par l'ouverture d'esprit. Il s'agit de reconnaître que nous ne sommes pas tous pareils, que nous avons tous des façons d'agir différentes et que tant et aussi longtemps qu'elles ne sont pas nuisibles, elles se doivent d'être respectées. Par conséquent, la bonne cohabitation est composée des éléments suivants (voir figure 1) :

Figure 1 : Éléments constitutifs de la cohabitation



La tolérance sous-entend que l'on endure une situation qui ne correspond pas à nos valeurs ou nos façons de faire. Or, elle semble indispensable dans un contexte où plusieurs acteurs, aux modes de vie différents, occupent un même espace. À ce titre, certains acteurs énoncent cette notion de respect ou encore, cette obligation de cohabiter avec les travailleuses du sexe:

« Les gens sont tolérants. Ils nous disent « parce qu'ils nous tolèrent, on les accepte. Nous les acceptons, ils nous tolèrent ». C'est flayé quand même! Y'a comme une entente entre ces deux «organisations» là. Quand tout va bien, les gens tolèrent».

César – Policier

« Les gens sont sensibilisés à ça. Ça ne veut pas dire qu'ils trouvent ça l'fun, mais ils sont sensibilisés et ils savent que ça fait partie du quartier».

Louis –Intervenant de proximité

« On a pas le choix de cohabiter, mais pour cohabiter, il faut un respect des deux bords. Moi, je m'en fou si un gars veut se payer une prostituée dans une maison. Ils font ben ce qu'ils veulent! C'est quand ça vient toucher la sécurité pis l'ambiance du quartier en tant que tel».

Luc – Résident

Cette dernière citation introduit l'idée selon laquelle certains événements sont intolérables. Effectivement, à la lumière des entretiens, plusieurs acteurs expriment cette idée selon laquelle il existe une limite qui ne peut pas être franchie, sans quoi la cohabitation n'est plus possible.

5.8.1 LIMITES D'UNE COHABITATION FRAGILE

Si certaines activités menées par les travailleuses du sexe, de façon discrète, sont tolérables. Il n'en demeure pas moins que certaines sont tout à fait intolérables. À ce titre, plusieurs témoignent de cette limite :

« Comparer à d'autres quartiers, je dirais que c'est très particulier cette cohabitation-là qui reste quand même respectueuse et saine si on peut dire. C'est sûr qu'il va toujours y avoir des nouveaux ou des anciens résidents pas d'accord avec ça. Moi, je sais que la prostitution de rue, c'est pas illégal en soi. Pis, à un moment donné avec les prostituées, le dialogue, la communication pis la cohabitation, les filles comprennent qu'il y a une limite».

Rolande – Résidente

Quand tout va bien, les gens tolèrent. Ils n'aiment pas ça. C'est certain qu'ils n'aiment pas ça. Les mères qui amènent leurs enfants de l'autre bord de la rue, c'est certain que des fois ils nous disent « Ouin hier, y'en a une qui criait, mais bon ça va, je comprends

que... elle est venue dans le parc, à s'est couchée dans le parc. Ça va je la tolère ». Mais quand ça se bat, ça crie, quand y'a des gens consomment des drogues comme le crack, ben y'a du monde qui deviennent désorganisé. Quand ça déborde une certaine limite. Ben là on va intervenir ».

Félix – Policier

Ceci étant dit, lorsqu'on analyse le discours des individus rencontrés, on constate que cette limite s'articule autour des événements qui perturbent le climat général du quartier ou celui de la personne qui en est témoin. Par conséquent, nous préférons parler de perturbateurs plutôt que de limites. Ils permettent une compréhension plus approfondie des limites à la cohabitation dans le quartier. Ces perturbateurs sont au nombre de quatre : présence de piaule, violence, harcèlement et désorganisation d'individus dans l'espace public. Voyons de quoi il en retourne.

5.8.2 PRÉSENCE DE PIAULES DANS LE QUARTIER

Il existe deux types de piaules dans le secteur : celles qui existent depuis plusieurs mois, voire plusieurs années et, celles qui ont une durée de vie de quelques jours, voire quelques mois.

Les piaules qui sont ouvertes depuis plusieurs années sont excessivement rares. Lorsqu'elles arrivent à tenir aussi longtemps, c'est souvent parce que le propriétaire de la bâtisse refuse de coopérer avec les policiers pour mener à terme l'enquête. Sinon, la plupart des piaules ont une courte durée de vie. Les policiers cherchent constamment les nouveaux lieux de ventes dans le secteur. Or, comme le mentionnent plusieurs policiers, il s'agit d'un jeu de chat et de souris. Lorsqu'une piaule ferme, quelques heures suffisent pour qu'une nouvelle voie le jour. Or, le processus pour fermer une piaule peut s'avérer être long :

« Tu ne peux pas arriver là un jour puis mettre le cadenas dans la serrure. Tu as un protocole à respecter, la Charte des droits et libertés, donc tu ne peux pas arriver dans l'appartement et dire : « Bonjour, je suis policier » et commencer à chercher des stupés, puis arrêter quelqu'un. C'est une arrestation illégale. Tu dois créer ta preuve, c'est long. »

César - Policier

Toujours est-il que l'ouverture d'une piaule à proximité de sa résidence privée est une expérience extrêmement troublante, voir traumatisante, pour les habitants du quartier. La

présence de piaules représente, en un même lieu, une multitude de facteurs désagréables pour la population :

- Va et viens constant d'acheteurs et de vendeurs de drogue;
- Présence accrue de travailleuses du sexe à proximité;
- Augmentation du nombre d'individus intoxiqués sur les voies publiques;
- Concentration et attroupement d'individus marginaux;
- Violence, hurlements, bagarres à toutes heures du jour et de la nuit;
- Incivilités et grossières indécences
- Sollicitation excessive et harcèlement
- Odeur de crack
- Déchets de consommation
- Activités de consommation ou de prostitution dans les ruelles adjacentes.

La présence de piaule génère un sentiment d'insécurité et de perte de contrôle de son habitat général. On ne reconnaît plus son secteur, on craint pour sa sécurité et celle de ses enfants :

« Je peux comprendre. J'ai étudié en sociologie. J'ai un certificat en travail social. Tsé, j'ai vraiment beaucoup d'empathie, mais c'était rendu, cet été, j'étais rendue dans une situation là, décalissé là. Pis là, je ne me reconnaissais plus. À un moment donné, mon chum m'a dit, arrête de prendre ça sur tes épaules; mais j'étais tellement tannée. J'avais juste envie de monter en haut et puis de leur dire : «décalissez de là! Nous on est des familles. Je comprends que vous avez sûrement été victimes d'abus pis tout ça». Rationnellement, je le comprends, mais émotionnellement, j'en peux plus. Je veux que ça l'arrête».

Rolande - Résidente

« Moi a un moment donné, j'en pouvais plus. Ils m'ont dit [les policiers] : «ben la sinon elles vont se retrouver à Tétrauville». Ben je m'en tabarnak, qu'ils y aillent. Je suis rendue que j'ai plus de solidarité avec mes concitoyens. C'est rendu que je m'en tabarnak, je veux juste qu'ils criss leurs camps [les toxicomanes et travailleuses du sexe dans la piaule]».

Lolita – Résidente

« C'est tout le package deal que ça amène. Tsé la drogue, la sollicitation. Tsé après ça, moi j'ai des enfants. J'ai une petite fille, elle commence le secondaire un, elle a 13 ans. Le gars qui passe là, là, pis qui veut aller se payer une fuckée à 10 piasses, pis qui voit ma fille, pis que ça pourrait être gratis, ben ça, ça me passe par la tête. Mes enfants là-dans. Tsé, ils vont jouer au parc, on les laisse aller jouer tous seuls. Mais là, ils

pouvaient pu y aller tout seuls». –lorsqu’une piaule s’est ouverte près de chez eux-

Luc - Résident

La présence de piaule constitue, sans surprise, le principal obstacle à la cohabitation dans le quartier. La quantité de nuisances publiques générées en un lieu suscite l’exaspération des citoyens. L’ouverture d’une piaule à proximité de sa résidence diminue considérablement la tolérance des citoyens. Après quoi, ces participants ne désirent plus du tout cohabiter avec les individus marginaux, même après la fermeture de la piaule.

5.8.3 LE HARCÈLEMENT

Le harcèlement se retrouve à la fois chez les travailleuses du sexe et chez les clients de la prostitution. Plusieurs répondantes partagent avec nous des événements où certains clients s’y sont mépris. Le racolage est quelque chose d’agaçant et rares sont les femmes qui ont envie de se faire prendre pour une prostituée. Toutefois, la plupart semblent s’être faits à l’idée qu’étant dans un quartier où l’on retrouve ce type d’activité, il est possible que de tels événements surviennent.

« Le premier impact que ça a sur le citoyen, c’est le client qui arrive. Il en reconnaît, mais bon, parfois, il est confus, il va aborder des filles qui ne se prostituent pas. Il va aborder un peu madame tout le monde qui va attendre l’autobus, qui va au métro, à l’école. « Salut bébé, travailles-tu? » Ça, c’est un peu achalant, pis même un peu inquiétant. C’est un dommage important pour la communauté. [...] Y’a des clients qui vont être insistants : qui se disent qu’en arrivant dans Hochelaga-Maisonneuve, nécessairement toutes les femmes sont des prostituées. Donc, ça crée un sentiment d’insécurité ».

César – policier

Or, dans aucun cas le harcèlement n’est toléré. Certaines répondantes affirment s’être déjà fait suivre jusqu’à leur domicile et certaines ont dû crier, donner des coups sur la voiture pour signifier qu’elles n’étaient pas intéressées. Les cas de harcèlement sont inadmissibles pour tous les répondants. De plus, il contribue au sentiment d’insécurité chez les répondantes.

5.8.4 LA DÉSORGANISATION D'INDIVIDUS SUR LES VOIES PUBLIQUES

À plusieurs reprises, lors des entretiens, les citoyens mentionnent avoir été témoin de la désorganisation de travailleuses du sexe. Cette désorganisation s'explique de diverses manières et varie d'un cas à l'autre. Par exemple, le manque de sommeil, le manque de drogue, un moment post-agression de la part d'un client ou encore une overdose de drogue, sont tous des raisons pour lesquelles il est possible de voir une personne désorganisée dans le secteur. Il est important de mentionner que les résidents n'attribuent pas la désorganisation d'individus uniquement aux travailleuses du sexe, mais aussi à l'ensemble des consommateurs de drogue du quartier. Toujours est-il que les travailleuses du sexe désorganisées qui commettent des gestes pornographiques ou harcelants lorsqu'elles font de la prostitution de rue sont les premières remarquées dans l'espace urbain.

Une personne en état de crise et/ou désorganisée peut avoir plusieurs comportements : pleurs, cris, agressivité, violence, sollicitation excessive, gestes de nature pornographique, etc. À ce titre, plusieurs acteurs témoignent d'éléments problématiques et inacceptables qui accompagnent la désorganisation de travailleuses du sexe :

« Quand la fille marche, qu'elle est correcte, qu'elle ne fait que marcher. Elle est habillée comme une annonce publicitaire. Tsé c'est sa publicité. Les gens tolèrent. À partir du moment où la fille met un pied dans la rue, pis elle fait du pouce pis qu'elle prend des positions suggestives ben là, ça l'irrite un petit peu plus. Pis ben là, quand la fille est vraiment désorganisée, pis qu'elle se met à se montrer les seins ou bien faire des gestes pornographiques ben là, c'est le bout du bout ».

César - Policier

« Tsé quand la fille qui va faire son client, qui revient 20 minutes après, elle n'est pas si dérangeante. C'est la fille qui se désorganise, qui crie dans la rue, qui se promène toute nue, qui essaie de rentrer dans les chars; c'est elles qui heurtent les gens ».

Louis – Intervenant de proximité

Les drogues dures, les problèmes de santé mentale ainsi que les conditions de vie sont au cœur de la désorganisation des travailleuses du sexe sur les voies publiques. Que ce soit pour des questions de sécurité ou de respect, les résidents s'entendent pour dire qu'une personne

désorganisée dans l'espace public perturbe énormément la cohabitation et le climat résidentiel du quartier.

5.8.5 PERCEPTION DE LA VIOLENCE

Tous les participants rencontrés se disent intolérants à l'égard de la violence; que ce soit des bagarres nocturnes entre travailleuses du sexe, des agressions physiques et verbales entre elles, envers le vendeur de drogue, d'autres toxicomanes ou de l'intimidation, la limite est très claire :

« Quand la violence est là, y'a plus de tolérance envers les citoyens, les commerçants. La cohabitation n'est plus possible. Et je peux vous dire qu'il y a une tolérance hallucinante à la prostitution sur Sainte-Catherine»; Sophie – Intervenante de proximité

« Tsé l'été des fois ben tu essaies de dormir pis là, tu entends « ma tabarnak», c'est plus ça de la violence.... Pis ça, on ne le tolère pas».

Lolita – Résidente

Que ce soit au niveau des agressions sur les voies publiques, des bagarres ou encore, des cris et des insultes échangés entre individus, la violence constitue toujours un motif d'insécurité pour les citoyens. De ce fait, être témoin ou victime de violence constitue une limite à la cohabitation. La présence de gestes visibles de violence dans les espaces publics trouble le climat du quartier.

5.8.6 MÉCANISMES DE PROTECTION

Les mécanismes de protection permettent aux habitants du quartier d'éviter de côtoyer les activités de toxicomanie et de prostitution. En ce sens, ces mécanismes permettent de se maintenir à distance et de mener une vie parallèle à celle des individus marginaux. Sans surprise, les mécanismes de protection s'articulent autour de l'évitement de la rue Sainte-Catherine. Plusieurs répondants avouent éviter la rue pour y faire des courses, pour attendre l'autobus, pour y faire son jogging, pour aller au club vidéo, au dépanneur, au restaurant, etc. Ces personnes privilégient l'artère Ontario. À ce titre, un acteur de proximité indique :

« Les gens ont développé des réflexes de protection pour ne pas côtoyer le milieu criminalisé autour de cette problématique-là. Leur réflexe de protection, c'est la

tolérance. Ils ne se mêlent pas de ce qui se passe. Ils ne vont pas dénoncer les phénomènes qu'ils voient : ils vont les ignorer. Tu ne vas pas te pointer devant une piquerie, tu t'habilles autrement pour attendre l'autobus, tu vas prendre le métro, tu changes ton circuit pis ton horaire»!

Robert – Résident et acteur de proximité

Ainsi, plusieurs habitants modifient leur façon de faire en utilisant des détournements. Par exemple, certains préfèrent utiliser les services du métro plutôt que d'attendre l'autobus sur la rue Sainte-Catherine. Certaines répondantes ayant à se retrouver sur l'artère choisissent de s'habiller d'une certaine façon, pour ne pas être prises pour une femme prostituée. Plusieurs résidents ayant des enfants nous ont aussi confié interdire cette rue et ses parcs à leurs enfants. Certains redoublent de vigilance en nettoyant leur cour ou le parc, avant d'y laisser jouer les enfants ou, en accompagnant ceux-ci lorsqu'ils attendent l'autobus scolaire. Voici quelques exemples :

« Je ne m'attarde pas sur un coin de rue, sur Sainte-Catherine, non, je marche! Moi, je trouve que c'est Sainte-Catherine qui est problématique. Tard, le soir, c'est les clients qui sont dangereux».

Lorie - Résidente

« Lorsqu'il y avait un crackhouse en face de chez nous, mes deux filles de 10 ans ne pouvaient plus aller jouer au parc en face de chez nous»;

Luc - Résident

« J'inspecte ma cour avec des gants avant que mes enfants puissent jouer. Je trouve des tampons, des capotes, des sachets de coke, des trucs de lubrifiants, des tubes de crack, parfois des seringues. Cet été, c'était à chaque fois que je le faisais! Ils [les enfants] ne sortent pas tant que je n'ai pas vérifié».

Lolita - Résidente

Par conséquent, les mécanismes de protection, bien que simples, permettent d'éviter les principaux points chauds en matière de drogue et de prostitution de rue. La plupart des participants rencontrés se disent tolérants. Force est d'admettre qu'ayant développés des mécanismes de protection (évitement et détournements), la plupart des citoyens qui ne résident pas sur Sainte-Catherine Est, côtoient qu'en de rares occasions les individus marginaux. Cette

forme d'adaptation permet aux deux groupes d'individus de se maintenir à distance et mener des vies parallèles.

5.8.7 LES TRAVAILLEUSES DU SEXE ET LA COHABITATION

Lors des observations, certaines travailleuses du sexe ont accepté de partager leur expérience de cohabitation. La majorité de ces femmes ne rapporte pas avoir été victimes d'injures de la part des citoyens ou des commerçants. Elles affirment que leur présence dans les lieux publics est généralement tolérée, à moins qu'elle ne se trouve à proximité d'une garderie, d'une école, d'un passage écolier ou de parcs. D'ailleurs, elles disent essayer d'éviter tant que possible ces lieux. Elles avouent comprendre la volonté des parents de ne pas exposer leurs enfants aux activités de prostitution.

Quant à leur sécurité, plusieurs affirment craindre pour leur intégrité physique. Certaines mentionnent aussi les risques encourus lorsqu'elles se retrouvent parmi des individus intoxiqués à l'intérieur des piaules : vols d'effets personnels, d'argent, de drogue, etc. Toujours est-il, qu'il semble y avoir une certaine entraide entre les travailleuses du sexe. À ce titre, certaines mentionnent s'échanger des informations sur les lieux et les clients à éviter.

En ce qui a trait aux relations avec les policiers, les travailleuses du sexe rapportent que certains sont attentionnés à leur égard. Les observations réalisées lors d'accompagnements avec les policiers de proximité témoignent de ce lien appréciable avec les travailleuses du sexe. Cette bonne entente s'explique, peut-être, par la stabilité des deux policiers assignés dans la cadre de ces fonctions. Elle permet de tisser des liens avec les personnes marginalisées. De plus, la proximité des policiers qui parcourent le quartier à pied peut avoir effets positifs sur la prise de contact avec les travailleuses du sexe. Sans compter, la présence fortement appréciée d'une femme policière dans ce duo de policiers «à pied».

Néanmoins, certaines mentionnent subir du mépris de la part de policiers, particulièrement lorsqu'il s'agit de nouveaux patrouilleurs. Ce manque de constance dans l'attitude des policiers à l'égard des prostituées peut s'expliquer, en partie, par le roulement du personnel au PDQ 23. Il faut parfois un moment avant de se familiariser aux réalités d'un quartier.

5.9 PISTES DE SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LES ACTEURS

5.9.1 MIEUX CONNAÎTRE LES RESSOURCES

Au fil des entrevues, plusieurs pistes de solutions sont proposées en réponse aux besoins du quartier. D'abord, le besoin de connaître les services communautaires offerts pour les citoyens et les travailleuses du sexe. L'absence de connaissance sur le milieu empêche les individus d'avoir recours à d'autres solutions que d'appeler les policiers (911) lorsqu'un événement survient. Or, certains organismes peuvent aussi intervenir dans certaines situations. Par exemple, le Cap-Saint-Barnabé offre un logement de courte durée pour les hommes et les femmes sans-abris, l'organisme Anonyme reçoit les individus en état de crise dans leur autobus et l'organisme Dopamine se propose de faire de la médiation sociale entre les personnes toxicomanes, les résidents et les commerçants du secteur. Peu de participants connaissent les services offerts dans le secteur. Or, à plusieurs reprises le besoin et le désir d'avoir une meilleure connaissance de leur milieu sont mentionnés.

« Moi je pense qu'il devrait y avoir des ressources pour elles. Tsé moi quand je la vois sur le coin de la rue pis qu'elle ne va pas bien. Ben, je ne sais pas quoi y dire. Je trouve ça désolant de voir quelqu'un dans des situations aussi graves pis que y'a pas d'aide ».

Rita – Résidente

Les acteurs qui mentionnent ce désir d'en savoir davantage sur les services offerts pour venir en aide aux femmes de la rue sont pour la plupart ces citoyens qui conçoivent la prostitution comme une misère sociale.

5.9.2 REVITALISATION DU SECTEUR DÉVITALISÉ

Ensuite, la rue Sainte-Catherine constitue un problème pour les résidents. Beaucoup de citoyens la craignent et l'évitent. À ce titre, les commerces à l'abandon, le manque d'éclairage, la malpropreté (déchets), les graffitis sont autant d'inconvénients attribuables à la rue. À ce titre :

« La rue Sainte-Catherine, entre Morgan et St-Clément, on va se le dire, c'est ridicule. C'est d'un ridicule. Avec les graffitis, ça l'air de Détroit : y'a tellement de commerces vacants, Tsé la pelouse est «en train» de reprendre possession du béton là».

Lolita – Résidente

Ceci étant dit, plusieurs résidents mentionnent le besoin de revitaliser la zone dévitalisé du quartier, soit sur la rue Sainte-Catherine, entre Moreau et Pie-IX. Ces citoyens y voient l'occasion de créer de réels incitatifs pour ne nouveaux commerçants ou de nouvelles familles :

« Je pense que ça passe par le développement de notre quartier pis je parle pas de l'embourgeoisement pis de construire des condos, mais tsé si on veut qu'il y ait des gens qui viennent s'établir, des jeunes familles comme nous autres, des jeunes entrepreneurs désireux de partir des commerces, de partir de nouveaux projets, ben faut mettre en place des vrais incitatifs. Ça passe par l'urbanisme ».

Lolita, Résidente

« T'as Harlem, Brooklyn pis Hochelaga. C'est pas pour rien qu'on se fait souvent appeler le Brooklyn de Montréal tsé. Y'on touché le bas pis nous autres aussi on a touché le bas. Pis ont a la chance de se remonter. Avec la revitalisation, mais sans amener la gentrification».

Gilbert – Commerçant et résident

En ce sens, la revitalisation qui sous-entend une apparence plus soignée du quartier constitue une solution pour ces résidents et commerçants. Or, l'idée semble plutôt abstraite, car on comprend difficilement si cette revitalisation aurait pour but de cohabiter plus facilement avec les travailleuses du sexe dans des lieux plus beaux et attrayants ou pour leur faire comprendre qu'il s'agit d'espaces urbains aménagés pour les activités résidentielles seulement (ne leur étant pas destinées).

5.9.3 BESOINS ET RESSOURCES POUR LES TRAVAILLEUSES DU SEXE

Certains résidents déplorent l'absence de services offerts uniquement pour les travailleuses du sexe. Des services offerts de façon continue pour aider elles qui souhaitent se sortir des aléas de la prostitution de rue. À ce titre, certains déplorent l'omniprésence des organismes au mandat de réduction des méfaits. Ces citoyens souhaitent que l'on puisse offrir à ces femmes

un endroit non mixte, où l'on ne se concentre à la fois sur les problèmes de toxicomanie et de santé mentale. À ce titre, des intervenants de proximité déplorent l'absence de services spécialisés en santé mentale, la fréquence insuffisante des visites d'infirmières et de médecins dans la rue ainsi que des plans de soins de santé à long terme qui à la fois, santé physique et physique et la toxicomanie.

Ceci étant dit, l'offre des services actuelle venant en aide aux travailleuses du sexe comporte des lacunes importantes observables à travers les problèmes de cohabitation du quartier. Plusieurs organismes semblent répondre à des besoins de base de façon provisoire alors que certains services sont tout simplement absents. Une stratégie d'intervention centrée sur les besoins des femmes prostituées permettrait de déployer de meilleurs services pour celles-ci, selon plusieurs participants. L'exemple mentionné dans la première section du chapitre résultats, en ce qui a trait aux heures d'ouverture du Cap St-Barnabé est l'une des solutions présentées.

De plus, des intervenants de proximité et des travailleuses du sexe ont souligné des lacunes en ce qui a trait à l'accès aux traitements de substitution à la méthadone et en désintoxication. Les infirmières de proximité expriment leur désir d'implanter un corridor de service de santé, afin d'offrir l'aide appropriée à ces femmes dans un délai raisonnable. À ce titre, les infirmières mentionnent qu'il est très rare qu'une travailleuse du sexe accepte de rester plusieurs heures à attendre à l'urgence et que les délais trop longs pour rentrer dans un centre de désintoxication ont pour conséquence de démotiver les filles. Plusieurs négligeraient aussi leur état de santé.

Information supplémentaire :

Dans le cadre de cette étude, nous avons présenté certains résultats aux organismes communautaires du quartier. Afin de bien formuler les besoins et les pistes de solutions mentionnés par les acteurs rencontrés, nous avons établi et présenté certaines recommandations. Bien qu'elles ne soient pas présentes dans le cadre de ce chapitre, les recommandations formulées à l'intention des organismes communautaires et institutionnels sont présentes en annexe (voir annexe E).

CHAPITRE VI

DISCUSSION ET CONCLUSION

6.1 Les conflits d'appropriation à Hochelaga-Maisonneuve

Nous inscrivons au chapitre II: « les conflits d'appropriation surviennent lorsque des groupes opposés revendiquent l'utilisation de lieux publics à des fins différentes ». Le quartier Hochelaga-Maisonneuve présente ce type de conflit et le parc Edmond-Hamelin est probablement l'exemple le plus évocateur. Alors qu'une concentration importante de femmes prostituées et de consommateurs de drogue y viennent fréquemment pour s'y reposer, consommer (drogue ou alcool) ou pour y faire ces besoins (uriner et déféquer dans les buissons), plusieurs familles logées autour du parc souhaiteraient en faire une utilisation pour le moins qu'on puisse dire totalement différente. Les clôtures du parc sont encombrées de pancartes avec des dessins d'enfants prônant des messages tels que : un parc propre, pas de caca dans mon parc, pas de seringues dans mon parc, etc.

Aux dires des citoyens rencontrés près de ce parc, le moment le plus tendu de l'année est l'été lorsque les divers groupes cherchent à occuper les lieux extérieurs. Sinon, les moments d'attente pour l'autobus scolaire, matin et soir, sont aussi des moments de tensions. Il faut se souvenir que l'heure à laquelle les enfants se rendent à l'école coïncide avec les heures de pointe des activités prostitutionnelles.

Les conflits d'appropriation des lieux publics posent un réel problème au sein du quartier. Nous sommes en mesure de nous demander à qui appartiennent les lieux publics et quels sont les usages permis en ces lieux. De plus, les enjeux de cohabitation posent de véritables maux de tête à ceux qui cherchent une solution puisque les familles résidentes du quartier ne souhaitent pas nécessairement faire de compromis, surtout lorsqu'il est question de sécurité. Tel que nous l'indiquons au chapitre II, l'enjeu dépasse largement les incivilités : il pose plutôt la question des places sociales où peuvent se développer les rapports sociaux entre et avec les populations marginalisées dans le milieu urbain.

Finalement, il serait important de mentionner qu'il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau, qui émerge avec la revitalisation ou la gentrification du quartier. La plupart des acteurs les plus

vindictifs sont des résidents de longue date, habitant les HLM entourant ce parc ou encore, certains commerçants de la rue Sainte-Catherine.

6.2 Phénomène «pas dans ma cour»?

Pouvons-nous parler d'un phénomène de «pas dans ma cour» dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve? À la lumière des entrevues réalisées, il est effectivement possible de parler ainsi. Or, les propos se doivent d'être nuancés. La plupart des acteurs rencontrés ne souhaitent pas retrouver près de chez eux une piaule ou encore une concentration d'individus prostitués ou toxicomanes. Baillargeon (1991) indique : «ceux-ci en viennent à percevoir la cohabitation comme une menace à leurs intérêts et à leurs droits, qui sont liés à la propriété privée». Entendu dans le discours des résidents et des commerçants ayant eu un épisode d'ouverture de piaule près de chez soi, l'utilisation de leur ruelle à des fins de consommation de drogue ou encore, de la sollicitation à des fins sexuelles en face de chez eux, la cohabitation représente effectivement une menace en ce qui a trait à leur sentiment de sécurité ainsi qu'à la quiétude attribuable à la vie de quartier.

Nous avons expliqué précédemment l'équation qui rend une cohabitation possible : espace, respect et tolérance. Le fragile équilibre est possible seulement si l'Autre ne s'incruste pas dans la sphère privée, faute de quoi l'intolérance survient. Nous sommes toutefois en mesure de nous demander jusqu'où la sphère privée d'une personne peut aller. Effectivement, nous avons vu que le citoyen entretient une relation privée avec son quartier, tel un continuum de son habitacle. En ce sens, quelqu'un pour qui la sphère privée dépasse largement les limites de sa résidence privée sera davantage porté à l'intolérance.

Outre les activités privées occupées dans l'espace public, d'autres éléments peuvent exprimer le phénomène du «pas dans ma cour». Effectivement, lorsque certains groupes se mobilisent contre la cohabitation de diverses collectivités : refus d'avoir un organisme de toxicomanes près de chez soi, opposition à la construction de foyer de jeunes délinquants, etc. Encore ici, le cas du parc Edmond-Hamelin constitue un exemple de choix. Plusieurs résidents des habitations à loyer modique se sont dits en désaccord avec l'arrivée de l'organisme Dopamine en face du parc. Ils associent l'ouverture de l'organisme à une plus grande concentration de femmes prostituées, de toxicomanes et d'itinérants près de chez eux. Certains commerçants

craignent de voir l'autobus Anonyme venir s'installer près de leur commerce. Encore une fois, l'unité mobile stationnée aurait pour conséquence d'amener une concentration d'individus indésirables et de facto, faire fuir la clientèle craintive.

Tous ces exemples exposent le phénomène présenté par Baillargeon (1991). Pourquoi sont-ils donc à nuancer? Étonnamment, ils ont été nombreux à proposer un site d'injections supervisées dans leur quartier. Plusieurs affirment qu'un tel site aurait pour conséquence de faire diminuer le nombre de personnes dans les piaules ainsi que les cas d'intoxication sur les voies publiques. De plus, plusieurs citoyens jugent qu'il pourrait s'agir d'un site efficace pour y faire de la prévention ainsi qu'une première porte pour se sortir de l'univers de la drogue et de la prostitution.

Cette idée est surprenante considérant qu'elle s'inscrit dans une approche de réduction des méfaits. Approche qui, précisons-le, ne fait pas l'unanimité dans le secteur. Comme quoi, l'individu peut à la fois être très tolérant pour certaines choses et pour d'autres, pas du tout. Un exemple de plus à la complexité des relations humaines.

6.3 L'étude de Savignac et la tolérance habituelle

L'étude de Savignac (2007), telle que présentée dans le chapitre portant sur l'état des connaissances, stipule que dans les quartiers traditionnels de prostitution, qui sont en même temps des quartiers d'habitats, il se peut, même si ce n'est pas systématique, que les résidents ne fassent pas état de problème de nuisances, par effet d'habitude, de lassitude ou après avoir développé une forme de convivialité avec les personnes concernées. Toujours selon l'étude, à l'inverse, les résidents d'un quartier nouvellement confronté à la prostitution pourraient réagir autrement.

Dans le cas du quartier Hochelaga-Maisonneuve, on retrouve un peu des deux. Le paysage du quartier a grandement changé depuis les dernières années. Plusieurs jeunes ménages s'installent dans le quartier où le prix des propriétés privées est abordable. Ces citoyens ne sont pas toujours au courant du phénomène de narcoprosstitution dans le quartier. Ces auprès de ces personnes que les réactions se font le plus ressentir (exaspération, détresse, paranoïa, appels fréquents au service d'urgence (911), mobilisation entres voisins).

Or, comme indiqué dans le chapitre portant sur la problématique, les ménages plus fortunés auraient tendance à couvrir le nord du territoire alors que c'est au sud que l'on retrouve une forte concentration de narcoprosstitution et de piaules. Ceci étant dit, il n'est pas impossible qu'une piaule fasse son ouverture dans le secteur nord; certains résidents ont partagé de telles expériences.

Pourtant, les policiers interrogés indiquent que c'est au sud que l'on reçoit le moins d'appels. Comme quoi, les résidents au sud d'Ontario auraient tendance à être plus tolérants. Nous sommes donc en mesure de soulever une hypothèse similaire aux affirmations maintenues dans l'étude de Savignac (2008) : par habitude ou lassitude, les résidents du secteur sud (principalement près de la rue Sainte-Catherine secteur ouest) feraient moins état des nuisances publiques en ce qui a trait à la toxicomanie et la prostitution de rue. D'après les entrevues réalisées, les résidents du secteur ouest de la rue Saint-Catherine (entre Moreau et Pie-IX) sont surtout lassés et exaspérés.

Ajoutons qu'un même comportement ne suscite pas la même représentation donc pas la même réaction selon la personne qui la voit. Il est fort possible qu'à force de côtoyer les phénomènes de toxicomanie et de narcoprosstitution, les résidents en soient venus à banaliser ou tolérer certains comportements. C'est ce qu'on pourrait appeler de l'accoutumance à ces comportements. Ceci étant dit, il est fort possible que cette «tolérance habituelle» soit ponctuée d'exaspération à l'égard de ces phénomènes. C'est du moins ce qui nous a été partagé lors des observations sur le terrain.

Nous avons aussi discuté des mécanismes de protection chez certains résidents. Il est possible que les personnes habitant à proximité de lieux chauds en matière de prostitution ou de piaule aient établi des mécanismes de protection efficace, ne permettant pas ou pratiquement pas de côtoyer les activités illicites à proximité de chez soi.

Il est tout de même important de mentionner que l'on retrouve une concentration d'activités illicites entre les rues Bourbonnière et Moreau, sur la rue Sainte-Catherine. Il s'agit d'une zone dévitalisée; c'est-à-dire que l'on y retrouve peu de commerces ainsi qu'une faible concentration de ménages habitant le secteur. Par conséquent, un nombre important de ces activités auraient tendance à s'exercer là où il y a peu d'individus.

6.4 Nuisance publique ou sociale?

Dans la cadre de cette recherche, nous nous sommes intéressés aux faits qui permettent de justifier la délicate cohabitation à Hochelaga-Maisonneuve. Nous avons relaté le discours des acteurs rencontrés de sorte à classifier ce qu'étaient pour eux les irritants et les perturbateurs occasionnés par les activités et les trajectoires de femmes prostituées et de toxicomanes. Nous avons interrogé ces faits et avons constaté qu'il s'agissait dans tous les cas de nuisances publiques. Nous avons toutefois très peu questionné le phénomène de narcoprostitution comme une nuisance sociale.

Sous l'angle de la perception et de la visibilité des nuisances publiques, nous avons su comprendre les éléments qui contribuent à une réelle perte de jouissance des lieux publics. En contrepartie, les nuisances sociales, qui recouvrent la stigmatisation des individus, se sont vues effleurées. Évidemment, certains propos tenus par les résidents et les commerçants nous poussent à croire qu'un stigma négatif pèse lourd sur les épaules des femmes qui font la rue. Or, dans une étude plus large, il serait intéressant d'approfondir la perception des résidents par rapport à leurs concitoyennes prostituées et toxicomanes.

À la lumière des entrevues réalisées avec les organismes communautaires qui interagissent fréquemment avec les femmes prostituées du quartier, ils ont été plusieurs à nous indiquer que les travailleuses du sexe semblaient accorder peu d'importance aux résidents du quartier (sans pour autant être irrespectueuses à leur égard). En ce sens, elles seraient davantage concentrées sur la prostitution et la consommation de drogue. Il serait toutefois intéressant d'étudier la façon dont elles se sentent perçues par leurs concitoyens. Ainsi, nous pourrions davantage examiner l'idée de nuisance sociale.

6.5 Trajectoires de toxicomanie et vie de quartier

Ils ont été nombreux à évoquer la vulnérabilité des femmes prostituées en «manque» lorsqu'elles font la rue. Les observations avec les policiers ont aussi démontré une telle affirmation. Lorsqu'une personne se retrouve en état de sevrage involontaire par manque de financement -pas d'argent pour acheter sa dose quotidienne, par exemple- elle serait portée à augmenter la prise de risques. En ce sens, une femme prostituée toxicomane pourrait avoir

recours à plusieurs méthodes risquées pour gagner de quoi s'acheter sa dose. Les exemples sont nombreux : accepter des pratiques sexuelles sans protection, accepter d'embarquer avec un client intoxiqué, violent ou irrespectueux, choisir un lieu éloigné et sombre pour procéder à l'échange sexuel ou encore, par manque de temps, utiliser du matériel d'injections souillé appartenant à un autre utilisateur de drogues injectables. Ces mêmes personnes pourraient aussi avoir recours à une sollicitation outrancière (montrer ses seins, faire des gestes à caractère pornographique, solliciter de jeunes garçons mineurs), ou à des comportements violents (insultes, menaces, etc.).

Tous ces exemples renvoient à ce que nous présentons dans le chapitre sur l'état des connaissances en ce qui a trait à la mobilité dangereuse de Perrault (1999). Les trajectoires de toxicomanes, lorsqu'associés à la prise de risque des consommateurs, influencent la vie de quartier. Les résultats démontrent que l'intoxication d'individu dans l'espace public est un perturbateur important pour les résidents du quartier. En ce sens, le déplacement des toxicomanes, en manque, pressés de consommer ou intoxiqués influence nécessairement l'environnement dans lequel il s'effectue. Les trajectoires de toxicomanie peuvent influencer l'expérience des résidents du secteur en y ajoutant un sentiment de crainte, de dégoût, d'inquiétude et par le fait même, une certaine perte de jouissance lors de l'utilisation des espaces publics (rues, parc, etc.).

Perreault indique que lorsque cette mobilité dangereuse s'immobilise et qu'elle grossit, elle devient plus menaçante pour la population des quartiers. C'est effectivement ce qui se passe dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. La présence de piaules permet aux personnes toxicomanes d'acheter et de consommer de la drogue, en tout temps, sur les lieux. Aujourd'hui, le quartier est reconnu pour la facilité avec laquelle on peut se procurer de la drogue (affirmé par différents acteurs de proximité et par des travailleuses du sexe rencontrées). Cette réputation amène un nombre considérable d'individus toxicomanes dans le quartier. Dans ce cadre, la mobilité dangereuse grossit. Le nombre d'individus en état de manque et intoxiqués augmente nécessairement. Cette concentration de toxicomanes immobilisés dans le secteur nuit au climat général du quartier.

6.6 Les enjeux de demain

Le secteur sud-ouest du quartier Hochelaga-Maisonneuve est très souvent qualifié de secteur «dévitalisé» (voir carte 4#). Le nombre de commerces et de bâtisses à l'abandon, certains terrains vagues et la faible population aux abords de la rue Sainte-Catherine justifie une telle appellation.



Carte 4 : Secteur dévitalisé du quartier Hochelaga-Maisonneuve

Or, certaines organisations dont la RUI (revitalisation urbaine intégrée) d'Hochelaga-Maisonneuve entreprend, à l'heure actuelle, des démarches de planification et d'actions afin de revitaliser le sud-ouest du quartier. Leur plan de revitalisation prévoit les objectifs suivants :

Objectif 1 : Stimuler le développement commercial de la rue Sainte-Catherine Est, entre les rues Pie-IX et Bourbonnière en encourageant l'occupation des bâtiments et des locaux vacants;

Objectif 2 : Harmoniser les différentes actions en matière de santé publique et de sécurité urbaine;

Objectif 3 : Favoriser la réhabilitation de cadre bâti commercial et résidentiel.

Il va sans dire que ces objectifs représentent des défis de taille. Selon les données démographiques et socio-économiques (2006-2011; RUI H-M) il y a une décroissance de la population allant jusqu'à 8%, particulièrement entre les rues Adam et Notre-Dame. L'équipe de la RUI d'Hochelaga-Maisonneuve indique que malgré plusieurs projets communautaires et quelques 40 nouveaux logements, le secteur a peine à attirer de nouveaux habitants et commerçants. Cet état de quasi-abandon sur l'artère Sainte-Catherine Est engendrerait un plus grand sentiment d'insécurité. C'est pourquoi, selon les principaux enjeux présentés par le coordonnateur de la RUI, les efforts de revitalisation autour de la rue Sainte-Catherine Est y sont prioritaires : des projets commerciaux, communautaires et résidentiels devront y voir le jour. À ce titre, la réhabilitation du cadre bâti résidentiel et commercial est prise en compte.

Nous sommes tout de même en voix de nous questionner sur les effets qu'auront ces objectifs de revitalisation sur les populations marginalisées qui occupent le secteur, s'ils voient le jour. Certains moyens d'action proposés concernent l'augmentation de la densité résidentielle à l'ouest de Bourbonnière ainsi que la stimulation du développement commercial en attirant de nouveaux commerçants. Il ne serait pas étonnant de voir l'émergence de conflits d'appropriation de certains lieux jonchant la rue Sainte-Catherine. De plus, il n'est pas impossible que des promoteurs immobiliers, peu soucieux de la revitalisation intégrée, investissent massivement dans le secteur, au cours des prochaines années. Ce qui aurait inévitablement des impacts importants sur les pratiques et les modes de vie de populations marginalisées telles que les travailleuses du sexe du secteur.

Finalement, suite aux entretiens menés avec les différents acteurs, certains besoins et propositions nous ont permis de formuler huit recommandations afin d'améliorer certaines problématiques à l'intérieur du quartier (sentiment d'insécurité dans la zone chaude, manque d'informations sur les organismes, besoins des populations marginalisées, etc.). Dans la cadre de rencontres avec des organismes communautaires (Parole d'Exclus, RUI), ces recommandations ont été discutées (annexe E).

6.7. Les limites de la recherche

Nous avons énoncé plus tôt certains points qui auraient pu être traités dans le cadre de cette recherche. Nous avons, entre autres, mentionné l'intérêt d'étudier davantage les questions de prostitution de rue dans le cadre d'une nuisance sociale plutôt qu'une nuisance publique.

La principale limite de cette recherche concerne le peu d'information obtenue par les femmes qui se prostituent dans le quartier. La collaboration avec l'équipe de recherche du service de police de Montréal a permis d'appréhender le milieu sous plusieurs angles. Les observations participantes lors d'accompagnement avec les policiers, sur le terrain, ont nécessairement permis d'acquérir un nombre inestimable d'informations sur le quartier et les activités illicites qui s'y déroulent. Or, ce partenariat a rendu la collaboration étroite, voire pratiquement impossible, avec les travailleuses du sexe du milieu.

Advenant une seconde recherche sur le milieu, il pourrait être intéressant d'intégrer le milieu d'une nouvelle façon. L'étude de Bibeau et Perreault débute alors qu'ils entrent dans un taxi et demandent au chauffeur de leur faire «visiter» les lieux chauds du quartier. Il s'agit d'une méthode intéressante – à noter qu'il s'agit d'une étude ethnologique-. Une seconde façon, sans doute très intéressante pour aborder les travailleuses du sexe et les toxicomanes, serait d'assister des «travailleurs de rue» du secteur. Cette nouvelle collecte de données permettrait d'enrichir l'expérience de cohabitation des femmes qui se prostituent dans le quartier et d'appréhender davantage ce milieu underground.

Finalement en ce qui concerne la méthodologie employée, une limite mérite d'être énoncée. Il s'agit du biais des participants-résidents interrogés lors des entretiens de groupe. Considérant que nous avons à la fois une liste de résidents proposés par le sergent de police de PDQ 23 et que les autres personnes ont été recrutées par le biais de l'organisme *Parole d'exclus*, il est certain que les participants qui se sont présentés désiraient parler des enjeux de cohabitation et de prostitution de rue. Par le fait même, leur intérêt modifie nécessairement les résultats obtenus. Par exemple, si nous avions interrogé, ici et là, dans le quartier des résidents sur la rue, les résultats ne seraient peut-être pas les mêmes.

CONCLUSION

Ce mémoire permet de dresser un portrait de la cohabitation dans le secteur d'Hochelaga-Maisonneuve, en ce qui concerne les activités prostitutionnelles et résidentielles. À l'aide d'un échantillon varié ainsi qu'une collecte de données terrain, via des observations, il nous a été possible de cerner les principaux enjeux auxquels font face les citoyens du quartier.

Les objectifs de cette recherche étaient au nombre de deux. D'abord, identifier les lieux chauds en matière d'activités prostitutionnelles. Nous avons effectivement relevé la concentration d'activités concernant la prostitution et la consommation de drogue dans un secteur spécifique du quartier. Ensuite, nous avons documenté le phénomène de cohabitation entre les acteurs qui interagissent dans le quartier. Les résidents, les acteurs de proximité ainsi que certaines travailleuses du sexe ont permis d'illustrer, au meilleur de nos compétences, ce à quoi ressemble la vie en collectivité dans le secteur.

Nous avons rapidement compris que les principaux enjeux concernent les éléments entourant la question des drogues dures dans le quartier : vente, achat et consommation. Les piaules, la violence, le harcèlement ainsi que la désorganisation des individus sont des éléments qui perturbent profondément la vie de quartier. De plus, la sollicitation des clients de prostitution constitue aussi un irritant important, qui pèse lourd sur le sentiment d'insécurité des citoyens, particulièrement pour les citoyennes femmes et les familles.

Le présent mémoire soulève une panoplie de questions en ce qui a trait à l'utilisation des espaces publics. Il pose précisément les questions, à qui et pour qui sont réservés ces espaces? Finalement, il pose un regard sur la vie de quartier au XXI^e siècle en démontrant que la tolérance est l'une des solutions trouvées par les citoyens pour cohabiter en milieu urbain.

BIBLIOGRAPHIE

- Agence de santé publique du Canada. (1999-2008). *Les jeunes de la rue au Canada: constatations découlant de la surveillance accrue des jeunes de la rue au Canada*. Ottawa: gouvernement du Canada.
- Antoine, F. (2010, juin 25). Les contradictions d'un espace public produit dans la proximité. Le cas de Parisintra muros. *L'espace politique Vol.10 No 1*, p. 14.
- Baillargeon, D. (1991). «Pas dans ma rue...» pour une stratégie communautaire devant l'intolérance. *Service social, 40*(3).
- Bassand, M. (. (2001). *Vivre et créer l'espace public*. Lausanne: Presses Polytechniques et Universitaire Romandes.
- Becker, G. S. (1992). *The economic way of looking at life*. Chicago: Departement of Economics, University of Chicago.
- Bélangier, H. (2010). Pour qui et à qui ce parc? Gentrification et appropriation de l'espace public dans l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal (Québec). *Lien sociale et politiques*(63).
- Bernier, N. (2014). Présentation Projets de la RUI d'Hochelaga-Maisonneuve. *Table de concentration de quartier* (p. 39). Montréal: RUI d'Hochelaga-Maisonneuve.
- Bertrand, K. e. (2006, Vol.5 N.2) «Trajectoire des femmes toxicomanes en traitement ayant un vécu de prostitution: étude exploratoire. *Drogues, santé et société*, pp. 79-109.
- Bibeau, G., & Perreault, M. (1995). *Dérives Montréalaises*. Montréal: Boréal.
- Bidou-Zachariassen, C. (. (2003). *Retours en ville - des processus de «gentrification» urbaine aux politiques de «revitalisation» des centres*. Paris: Descartes et cie. Collection Les Urbanités.
- Bindel, J. e. (2003). *A Critical Examination of Responses to Prostitution in Four Countries: Victoria, Australia; Ireland; the Netherlands; and Sweden*. London Metropolitan: Child and Woman Abuse Studies Unit, University.
- Blumer, H. (1969). *Symbolic and interactionism : perspective and method*. Englewood Cliffsé NJ: Prentice-Hall.
- Brassand, M. (1997). *Métropolisation et inégalités sociales*. Lausanne: Presses Polytechniques et Universitaire Romandes.
- Brochu, S. (2006). *Drogue et criminalité. Une relation complexe*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal. 2e édition.

- Burtin-Lauthe. (2004). *Prostitution: problème et solution*. Montréal: Société de développement commercial -SDC.
- Centraide du grand Montréal, C. (2012). *Analyse territoriale 2012: Merci-Est, Mercier-Ouest et Hochelaga-Maisonneuve*. Montréal: Centraide du grand Montréal.
- Chambre des communes du Canada. (Décembre2006). *Le défi du changement : Étude des lois pénales en matière de prostitution au Canada*. Ottawa, Canada: Rapport du sous-comité de l'examen des lois sur le racolage, Gouvernement du Canada.
- Conseil du statut de la femme. (Mai 2012). *La prostitution: il est temps d'agir*. Québec, Québec: gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme.
- Conseil jeunesse, d. M. (2006). *La rue mise à nue: prostitution et gangs de rue*. Montréal, Québec: Avis du Conseil jeunesse de Montréal, Montréal.
- Conseil permanent de la jeunesse. (2004). *Vue de la rue : les jeunes adultes prostitué(e)s*. Montréal.
- Dantier, B. (2007). *Représentations, pratiques, société et individu sous l'enquête des sciences sociales: Denise Jodelet, Les représentations sociales*. France: Le Classique des sciences sociales.
- Deslauriers, J.-P. (1987). L'analyse en recherche qualitative. *Cahiers de recherche sociologique*, 5(2).
- Deslauriers, J.-P. (1991). *Recherche qualitative: guide pratique*. Montréal: McGraw-Hill.
- Despatie, A. L. (9 mai 2013). L'embourgeoisement de «HoMa» vu par ses résidents. *ici Radio-Canada*.
- Dris, N. (205). Ouvrage recensé: Bernard Haumont et Alain Morel (dir.), *La société des voisins, Partager un habitat collectif*. *Anthropologie et Sociétés*, 29(3).
- Dumont, L. (1983). *Essai sur l'individualisme*. Paris: Seuil.
- Emond, C. (15 février 2013). Gentrification dans Hochelaga-Maisonneuve. Pour le meilleur et pour le pire. *l'itinéraire* .
- Freedman, M. (2009). Faire cohabiter mixité et espace public: un enjeu de revitalisation urbaine. Défis du nouveau-Saint-Roch à Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 53(150).
- FUSCO, G. e. (2010) *L'analyse des espaces publics. Les places. Par l'Université de Nice en partenariat avec l'UNT UOH*. Récupéré sur L'analyse des espaces publics. Les places.: <http://www.espaces-publics-places.fr/>
- Gauthier, M. (1992). Les jeunes de la rue(compte rendu de l'ouvrage). *Recherches sociographiques*, 33(1).

- Geneviève Szczepanik, C. I. (2014) *Portrait de l'industrie du sexe au Québec - Rapport sommaire*. Montréal, Québec: Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle, Soutien financier du Secrétariat à la condition féminine du Québec et de la condition féminine du Canada.
- Germain, A. (1999). Les quartiers multiethniques montréalais, une lecture urbaine. *Recherches sociographiques*, 40(1).
- Germain, A. e. (2010, Num. 63). La mixité sociale programmée en milieu résidentiel à l'épreuve des discours critiques. *Lien social et Politiques*. pp. p. 15-26.
- Germain, A., & Damaris, R. (2010). La mixité sociale programmée en milieu résidentiel à l'épreuve des discours critiques internationaux: le cas de Hochelaga-Maisonneuve. *Lien social et politiques*(63).
- Giddens, A. (1987). *La construction de la société*. Paris: PUF.
- Giddens, A. (1987). *La construction de la société: élément de la théorie de la structuration*. Paris, France: Presses universitaires de France.
- Glaser, B. e. (1967). *The discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative research*. Chicago: Adline.
- Glaser, B. S. (1967). *The discovery of grounded theory: strategies for Qualitative Research*. Chicago: Aldine.
- Godbout, j.-P. (27 novembre 2013) Vandalisme chez des commerces d'Hochelaga-Maisonneuve. *Quartier Hochelaga*.
- Goldstein, P. J. (1985). *The drugs/violence nexus : A Tripartite Conceptual*. *Journal of Drug Issues*, 14, 493-506.
- Guillemette, F. (2008). L'entretien de recherche. *Recherches qualitatives*.
- Guillemette, F. L. (2012). *Méthodologie de la théorisation enracinée*. Québec: Presses de l'université de Québec.
- Haumont, B., & Morel, A. (2005). *La société des voisins. Partager un habitat collectif*. Paris, France: La maison des sciences de l'Homme, Collection Ethnologie de la France, Cahier 21.
- Jodelet, d. (1994). *Les représentations sociales*. Paris: PUF.
- Kuyper, L. M. (2005, Num.13). « Factors associated with sex-trade involvement among female injection drug users in Canadian setting. *Addiction Research and theory*, pp. 193-199.

- La table de quartier Hochelaga-Maisonneuve. (Août 2014). *Rapport des consultations locales - Démarches de revitalisation urbaine d'Hochelaga*. Montréal, Québec: Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve.
- Lizotte, C. (mai 2011). *Plan de réponse, Problématique de prostitution. Plan d'intervention été 2011*. Montréal, Québec: Service de police de la ville de Montréal, Poste de quartier 23.
- Lizotte, C. (octobre 2011). *Rétroaction, Plan de visibilité été 2011 Rue Sainte-Catherine*. Montréal, Québec: Ville de Montréal, Service de police de la ville de Montréal, Poste de quartier 23.
- Mayol, P. (1980). Habiter. Dans L. e. sous la dir. de Girard, *L'invention du quotidien*. Paris, France: Union générale d'éditions.
- Méo, D. (1993). *Les paradigmes du quartier urbain*. Science de la société.
- Morin, R., Parazzelli, M., & Benali, K. (2008). Conflit d'appropriation d'espaces urbains centraux : prendre en compte les modes de relations des groupes d'acteurs. *Nouvelles pratiques sociales*, 20(2).
- Nadeau, L. T. (2000, Num. 19). High risk sexual behaviours in a context of substance abuse: a focus group approach. *Journal of substance abuse treatment* , pp. 319-328.
- Noël, L. (1989). *L'intolérance : une problématique générale*. Montréal: Boréal, Diffusion Seuil.
- Nom, S. (décembre 2013). Hochelaga-Maisonneuve : des voix s'unissent pour dénoncer le vandalisme lié à l'embourgeoisement. *Le Devoir* .
- Normandin, P.-A. (31 octobre 2013). Mercier-Hochelaga-Maisonneuve: être ou ne pas être le plateau? *La presse*.
- Paillé, P. (1994). L'analyse par théorisation ancrée. *Cahiers de recherche sociologique*(23).
- Paillé, P. (1994). L'analyse par théorisation ancrée. *Cahiers de recherche sociologique* (23).
- Paquin, S. (2006). Le sentiment d'insécurité dans les lieux publics urbains et l'évaluation personnelle du risque chez des travailleuses de la santé. *Nouvelles pratiques sociales*, 19(1).
- Parazzelli. (2014). *Les enjeux du partage de l'espace public avec les personnes itinérantes et sa gestion à Montréal et à Québec. Perspectives comparatives et pistes d'action. Rapport de recherche*. Montréal: Fonds de recherche Société et culture Québec.
- Parazzelli, M. (2002). *La rue attractive parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue* . Sainte-Foy, Canada: Presses de l'Université du Québec.
- Perrault, M. (1999). Toxicomanie, "mobilité dangereuse" et vie de quartier. Montréal, Québec: Actes des colloques du CRI , Actes 99.

- Philpot, C. H. (1989). Drug use by the prostitute in Sydney. *British journal of addiction*.
- Porteous, J. D. (1977). *Environment and Behavior: Planning and Everyday urban life*. Longman Higher Education.
- Pourpart, J. D.-P.-H. (1997). *La recherche qualitative: enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal: Gaëtan Morin Éditeur.
- Provencher, M.-A. (2012). La prostitution de survie chez de jeunes femmes en situation de rue à Montréal (Québec, Canada): une analyse qualitative de leurs représentations et trajectoire. Mémoire de maîtrise en sexologie. Montréal, Québec: Université du Québec à Montréal. UQAM.
- Queiroz, J.-M. Z. (1994). L'interactifévriernisme symbolique. *Didact Sociologie*.
- Ravary, L. (5 décembre 2013). À la défense d'Hochelaga-Maisonneuve. *Journal de Montréal*.
- Réjean Charbonneau, D.-a., & Louis-Antoine Blanchette, D.-a. (2000). *Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve*. Récupéré sur Atelier d'histoires Mercier–Hochelaga-Maisonneuve: <https://ahmhm.wordpress.com/>
- Richard Morin, M. R. (1998). Quartier et lien social: des pratiques individuelles à l'action collective. *Lien social et politiques*(39).
- Rosa, J. (août 2012). *Revue de littérature sur les meilleures pratiques quant à la prostitution de rue*. Montréal: Service de police de Montréal, Section Recherche et planification.
- Rosa, J. C.-F.-D. (mai 2015). *Diagnostic local sur la prostitution dans Hochelaga-Maisonneuve*. Montréal: Service de Police de Montréal, Section recherche et planification.
- Rosa, J. e. (mai 2012). *Les zones de tolérance à la prostitution - SPVM*. Montréal, Québec: Service de police de Montréal, Section recherche et planification.
- Rose, D. (1984). «Rethinking gentrification: beyond the uneven development of marxist urban theory». *Environment and planning D*, 2(1).
- Rose, D. (2004). Discourses and experiences of social mix in gentrifying neighbourhoods: a montreal case study. *Canadian journal of urban research*, 13(2).
- Roy, M. e. (novembre 2009) *Portrait 2009 du quartier Hochelaga-Maisonneuve*. Montréal: CDLCHM.Conseil pour le développement local et communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve.
- Savignac, J., Lelendais, I., & Sagant, V. e. (2007). *Nuisances publiques liées aux drogues et à la prostitution: Manuel pratique pour l'action locale*. Montréal, Bordeaux, Liège: Centre international pour la prévention de la criminalité.

- Savoie-Zajc. (2009). L'entrevue semi-dirigée. Dans D. B. (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données (5e Édition)*. Québec: Presses de l'Université de Québec.
- Service de police de Montréal, S. (2014). *Plan d'action directeur sur la prostitution et la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle 2014-2016*. Montréal, Québec: Service de police de Montréal - SPVM.
- Strauss, A. C. (2004). *Les fondements de la recherche qualitative. Techniques et procédures de développement de la théorie enracinée*. Fribourg: Academic Presse Fribourg Éditions Saint-Paul.
- Szczepanik, G., Chantal, I., & Boulebsol, C. (2014). *Connaître les besoins des femmes qui ont vécu dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services - Rapport sommaire*. Montréal, Québec: Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle - CLES.
- Viger, A. (14 mars 2010). Rapport Burtin: prostitution dans Hochelaga. *Le Journal de la rue* .
- Yves, G. (1994). *Sociologie urbaine*. Paris, France: Éditions Nathan.

ANNEXES

ANNEXE A : FICHE D'OBSERVATION

PROJET DIAGNOSTIC (POSTE DE QUARTIER 23) - GRILLE D'OBSERVATION Nom : _____

Date et jour de la semaine : **Heure (début) :** **Heure (fin)**

Type d'observation : Patrouille à pied MAP Appels 911

Prendre en note les éléments suivants :

1. les **acteurs** observés (citoyens, commerçants, intervenants, prostituées, clients, et autres – ex : vendeurs de drogues, consommateurs)
2. les **lieux** de prostitution et le type (de rue, salons de massages érotiques, bars de danseuses, agences d'escortes) (adresse ou intersection);
3. la **présence possible de mineurs** concernant les activités prostitutionnelles du secteur;
4. la **présence possible de proxénètes** en lien avec les activités prostitutionnelles du secteur;
5. les **situations et les signes de cohabitations** entre la prostitution du secteur et la cohabitation avec les autres acteurs (voir point 1.);
6. les **besoins** et les **ressources** découlant des situations et des acteurs observés;
7. Tous **autres éléments jugés pertinents** au présent diagnostic.

Pour chaque observation, indiquer la source (situations observées versus propos des acteurs).

1. Les acteurs observés (citoyens, commerçants, intervenants, prostituées, clients, et autres – ex : vendeurs de drogues, consommateurs)

2. Les lieux de prostitution et le type (de rue, salons de massages érotiques, bars de danseuses, agences d'escortes) (adresse ou intersection)

3. La présence possible de mineurs en lien avec les activités prostitutionnelles du secteur

4. La présence possible de proxénètes en lien avec les activités prostitutionnelles du secteur

5. Les situations et les signes de cohabitations entre la prostitution du secteur et la cohabitation avec les autres acteurs (voir point 1.)

6. Les besoins et les ressources découlant des situations et des acteurs observés

7. Tous autres éléments jugés pertinents au présent diagnostic

ANNEXE B : GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF : THÈMES ABORDÉS

Guides d'entretien

LA CLÉS (QUESTIONS ORGANISMES COMMUNAUTAIRES)	Table de quartier (QUESTIONS CITOYENNES)
<p>1. Prostitution / narco-prostitution / prostitution de rue <i>- pouvez-vous nous décrire le phénomène de prostitution dans le quartier au meilleur de vos connaissances;</i> <i>- que pensez-vous de la tolérance ou de l'intolérance des citoyens et des commerçants à l'égard de la prostitution.</i></p>	<p>1. Prostitution / narco-prostitution / prostitution de rue <i>- pouvez-vous nous décrire le phénomène de prostitution dans le quartier au meilleur de vos connaissances;</i> <i>- quel est le niveau de tolérance des citoyens dans le quartier?</i></p>
<p>2. Sécurité et sentiment d'insécurité <i>- que pensez-vous de la sécurité des citoyens du quartier?</i> <i>-que pensez-vous de la sécurité des femmes qui se prostituent dans le quartier?</i></p>	<p>2. Sécurité et sentiment d'insécurité <i>- que pensez-vous de la sécurité des citoyens du quartier?</i> <i>-que pensez-vous de la sécurité des femmes qui se prostituent dans le quartier?</i></p>
<p>3. Lieux chauds ou problématiques <i>- quels sont les lieux problématiques en lien avec la prostitution? Pourquoi sont-ils problématiques?</i> <i>- quels sont les lieux chauds en lien avec la prostitution?</i></p> <p><i>(lieux de consommation, de prostitution, de harcèlement, d'agressions, etc.)</i></p>	<p>3. Lieux chauds ou problématiques <i>- quels sont les lieux problématiques en lien avec la prostitution?</i> <i>- pourquoi sont-ils problématiques pour les citoyens?</i></p> <p><i>(lieux de consommation, de prostitution, de harcèlement, d'agressions, etc.)</i></p>
<p>4. Ressource & besoins <i>- Expliquez en quoi votre ressource vient en aide aux femmes qui consomment et/ou qui se prostituent dans le quartier.</i> <i>- Qu'aurait besoin votre ressource pour mieux venir en aide aux tds?</i> <i>- quels sont les besoins prioritaires des filles?</i> <i>- le nombre de femmes qui utilisent votre ressource, en moyenne.</i></p>	<p>4. Ressources et besoins <i>- quels sont les services offerts aux citoyens insatisfaits, irrités par le phénomène?</i> <i>- devrait-il exister d'autres ressources pour la qualité et la quiétude des citoyens dans le quartier?</i> <i>- quels sont les besoins prioritaires des citoyens en matière de cohabitation?</i> <i>- Combien de personnes sont présentes au comité citoyen, à quelles fréquences vous rencontrez-vous?</i></p>
<p>5. Occupation de l'espace public, cohabitation & irritants <i>- comment se passe la cohabitation des TDS versus les autres résidents du quartier;</i> <i>- quels sont les irritants soulevés par les TDS;</i> <i>-Quels sont les irritants soulevés par les citoyens et les commerçants;</i> <i>-est ce que les organismes communautaires ont un rôle à jouer dans l'amélioration de la</i></p>	<p>5. Occupation de l'espace public, cohabitation & irritants <i>- comment se passe la cohabitation des TDS versus les autres résidents du quartier;</i> <i>- quels sont les irritants soulevés par les TDS;</i> <i>-Quels sont les irritants soulevés par les citoyens et les commerçants;</i> <i>-est ce que les organismes communautaires ont un rôle à jouer dans l'amélioration de la</i></p>

<i>cohabitation?</i> <i>-pensez-vous avoir un rôle à jouer?</i>	<i>cohabitation?</i> <i>-pensez-vous avoir un rôle à jouer?</i>
6. Initiatives & stratégie <i>- quelles sont vos attentes envers le pdq 23 en matière de cohabitation?</i> <i>-avez-vous des attentes envers d'autres acteurs?</i>	6. Initiatives & stratégie <i>- quelles sont vos attentes envers le pdq 23 en matière de cohabitation?</i> <i>-avez-vous des attentes envers d'autres acteurs?</i>
7. Pistes de solutions <i>- Avez-vous des pistes de solutions à nous proposer pour améliorer la cohabitation dans le quartier?</i>	7. Pistes de solutions <i>- Avez-vous des pistes de solutions à nous proposer pour améliorer la cohabitation dans le quartier?</i>

ANNEXE C : CERTIFICAT ÉTHIQUE DU CERAS



Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences
(CÉRAS)

No de certificat : CERAS-2014-15-154-P

COMITÉ D'ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE EN ARTS ET EN SCIENCES (CÉRAS)

CERTIFICAT D'ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences, selon les procédures en vigueur et en vertu des documents qui lui ont été fournis, a examiné le projet de recherche suivant et conclu qu'il respecte les règles d'éthique énoncées dans la *Politique sur la recherche avec des êtres humains* de l'Université de Montréal :

TITRE : *Cohabitation à Hochelaga-Maisonneuve : zone résidentielle et activités prostitutionnelles*

REQUÉRANTS : *CHABOT-DEMERS, Camille* [REDACTED] *étudiante à la maîtrise, École de criminologie*

sous la direction de :

BOIVIN, Rémi, professeur adjoint, École de criminologie

MODALITÉS D'APPLICATION

Tout changement anticipé au protocole de recherche devra être communiqué au CÉRAS qui en évaluera l'impact au chapitre de l'éthique.

Toute interruption prématurée du projet ou tout incident grave devra être immédiatement signalé au CÉRAS.

Selon les exigences éthiques en vigueur, **un suivi annuel est minimalement exigé afin de maintenir la validité de ce certificat**, et ce, jusqu'à la fin du projet. Le questionnaire de suivi peut être consulté sur la page Web du CÉRAS.

[REDACTED] Date de délivrance : 2014 / 11 / 13
AAAA / MM / JJ

Date d'échéance : 2017 / 12 / 01
AAAA / MM / JJ

adresse postale
C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7

Telephone : 514 343-7338
ceras@umontreal.ca
www.ceras.umontreal.ca

ANNEXE D : FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

Cohabitation à Hochelaga-Maisonneuve : zone résidentielle & activités prostitutionnelles

Chercheuse étudiante : Camille Chabot-Demers, étudiante à la Maîtrise,
Département de criminologie, Université de Montréal
Directeur de recherche : Rémi Boivin, professeur adjoint, Département de
criminologie, Université de Montréal

Vous êtes invité à participer à un projet de recherche. Avant d'accepter, veuillez prendre le temps de lire ce document présentant les conditions de participation au projet. N'hésitez pas à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document.

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Ce projet vise à dresser un portrait de la cohabitation au sein du quartier Hochelaga-Maisonneuve entre les activités résidentielles et prostitutionnelles. Spécifiquement, l'étude suivante vise à identifier les lieux propices aux activités de narco-prostitution et documenter la cohabitation entre les personnes prostituées, les organismes qui leur viennent en aide, les résidents ainsi que les commerçants.

2. Participation à la recherche

Votre participation consiste à accorder une entrevue au chercheur, qui vous questionnera sur de multiples facettes de la cohabitation dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Cette entrevue sera enregistrée, avec votre autorisation, sur support audio afin d'en faciliter ensuite la transcription et devrait durer environ 120 minutes. Le lieu et le moment de l'entrevue seront déterminés au maximum une semaine avant la tenue de la séance. Il s'agit d'une entrevue de groupe. Le nombre de participants est estimé à sept personnes (maximum de 10).

3. Risques et inconvénients

Il n'y a pas de risque particulier à participer à ce projet. Il est possible cependant que certaines questions puissent raviver des souvenirs liés à une expérience désagréable. Vous pourrez à tout moment refuser de répondre à une question ou même mettre fin à l'entrevue.

4. Avantages et bénéfices

Il n'y a pas d'avantage particulier à participer à ce projet. Vous contribuerez cependant à une meilleure compréhension du phénomène de narco-prostitution à Hochelaga-Maisonneuve.

5. Confidentialité

Les renseignements personnels que vous nous donnerez demeureront confidentiels. Aucune information permettant de vous identifier d'une façon ou d'une autre ne sera publiée. De plus, chaque participant à la recherche se verra attribuer un code et seules la chercheuse et son équipe pourront connaître son identité. Les données seront conservées dans un lieu sûr. Les enregistrements seront transcrits et seront détruits, ainsi que toute information personnelle,

immédiatement à la fin du projet. Seules les données ne permettant pas de vous identifier seront conservées après cette période.

6. Droit de retrait

Votre participation à ce projet est entièrement volontaire et vous pouvez à tout moment vous retirer de la recherche sur simple avis verbal et sans devoir justifier votre décision, sans conséquence pour vous. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, veuillez communiquer avec la chercheuse.

À votre demande, tous les renseignements qui vous concernent pourront aussi être détruits. Cependant, après le déclenchement du processus de publication, il sera impossible de détruire les analyses et les résultats portant sur vos données.

B) CONSENTEMENT

Déclaration du participant

- Je comprends que je peux prendre mon temps pour réfléchir avant de donner mon accord ou non à participer à la recherche.
- Je peux poser des questions à l'équipe de recherche et exiger des réponses satisfaisantes.
- Je comprends qu'en participant à ce projet de recherche, je ne renonce à aucun de mes droits ni ne dégage les chercheurs de leurs responsabilités.
- J'ai pris connaissance du présent formulaire d'information et de consentement et j'accepte de participer au projet de recherche.

Signature du participant : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Engagement du chercheur

J'ai expliqué au participant les conditions de participation au projet de recherche. J'ai répondu au meilleur de mes connaissances aux questions posées et je me suis assurée de la compréhension du participant. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au présent formulaire d'information et de consentement.

Signature de la chercheuse : _____ Date : _____
(ou de son représentant)

Nom : _____ Prénom : _____

Pour toute question relative à l'étude, ou pour vous retirer de la recherche, veuillez communiquer avec Camille Chabot-Demers au numéro de téléphone XXX-XXX-XXXX ou à l'adresse courriel [xxxx](#)

Pour toute préoccupation sur vos droits ou sur les responsabilités des chercheurs concernant votre participation à ce projet, vous pouvez contacter le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences par courriel à l'adresse ceras@umontreal.ca ou par téléphone au 514 343-7338 ou encore consulter le site Web <http://recherche.umontreal.ca/participants>.

Toute plainte relative à votre participation à cette recherche peut être adressée à l'ombudsman de l'Université de Montréal en appelant au numéro de téléphone 514 343-2100 ou en communiquant par courriel à l'adresse ombudsman@umontreal.ca (**l'ombudsman accepte les appels à frais virés**).

ANNEXE E : RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET AUTRES

Recommandation 1

Considérant que la rue St-Catherine bénéficie d'un éclairage moindre que sur Ontario (lampadaire aux lumières tamisées),

Considérant que la piste cyclable qui longe la rue Notre-Dame n'est pratiquement pas éclairée et qu'elle est très sombre au coucher du soleil,

Considérant que la rue Moreau fût autrefois le théâtre d'agression meurtrière à l'égard de travailleuse du sexe, qu'elle est peu éclairée et qu'elle constitue une zone semi-industrielle avec des terrains vagues éloignés,

Considérant que plusieurs résidents ont affirmé ne pas se sentir en sécurité sur les rues Sainte-Catherine Est et Moreau ainsi que sur la piste cyclable, en raison du manque de lumière et des coins sombres

Nous recommandons un meilleur éclairage sur les rues Moreau et Sainte-Catherine Est la nuit tombée ainsi que sur la piste cyclable.

Recommandation 2

Considérant que le parc Edmond-Hamelin est jugé problématique de la part des résidents vivant à proximité,

Considérant que les buissons y sont hauts et touffus, qu'ils permettent à certaines personnes de s'y cacher pour y faire ses excréments ou encore des activités prostitutionnelles,

Considérant que l'éclairage y est tamisé,

Considérant qu'il se situe dans la zone chaude d'activités prostitutionnelles, que les bancs de parcs sont installés de façon à regarder la rue,

Nous recommandons d'y faire un entretien soutenu, d'y couper fréquemment les buissons, de se doter d'un meilleur éclairage en soirée. De plus, nous recommandons de changer l'orientation des bancs de parc, de manière à ce qu'ils soient dirigés vers les

modules pour enfants plutôt que sur la rue. Les parents pourront ainsi regarder leurs enfants jouer plutôt que de regarder la rue et les irritants qui viennent parfois avec.

Recommandation 3

Considérant que le lieu principal des activités prostitutionnelles se déroule sur Sainte-Catherine Est(en matière de sollicitation);

Considérant que des résidents évitent la rue Sainte-Catherine Est (*mécanisme de protection*),

Considérant qu'il s'agit d'un lieu où coïncide l'aller et le retour au travail, l'aller et le retour des enfants à l'école ainsi que les fortes périodes d'achalandage en matière de prostitution de rue,

Considérant que plusieurs citoyens et commerçants affirment ne pas s'y sentir en sécurité le soir,

Considérant que certains résidents en ont fait la demande,

Nous recommandons aux policiers-patrouilleurs de circuler plus fréquemment sur l'artère Sainte-Catherine Est, et ce, à toutes heures de la journée. De plus, nous soulignons le travail exemplaire fait par les policiers de proximité (patrouilleurs à pied) sur les rues Ontario et St-Catherine. Un tel projet mérite tous les éloges. Il devrait gagner en popularité pour les autres quartiers de la ville de Montréal et partout au Canada.

Recommandation 4

Considérant qu'il existe un nombre considérable d'organismes communautaires dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve (quartier où l'on retrouve le plus d'organismes communautaires au km² dans tout le Canada),

Considérant que plusieurs d'entre eux offrent des services de logements temporaires, de soutien en cas de crise et de dépannage alimentaire,

Considérant que les policiers sur le terrain sont souvent confrontés à ce type de problématiques,

Considérant qu'ils seraient bénéfiques pour tout le corps policier de connaître les ressources qui peuvent faciliter ou venir en aide à leur travail,

Considérant que la CLÉS (concertation de luttes contre l'exploitation sexuelle) offre des formations pour outiller les acteurs de proximité qui côtoient les travailleuses du sexe afin d'aider celles-ci si leur désir est de quitter la prostitution. Qu'il n'existe aucun autre organisme ayant comme mandat d'accompagner les individus vers la sortie de la prostitution. Et que l'organisme ne vise pas la réduction des méfaits comme la plupart des autres organismes, pouvant ainsi offrir une seconde vision à partager aux travailleuses du sexe sur le terrain,

Nous recommandons des formations de la part des organismes communautaires aux corps policiers afin de familiariser ceux-ci aux types d'aide disponibles dans le quartier. Cette connaissance pouvant devenir un outil de référence pour les policiers qui sont souvent amenés à offrir un service de première ligne.

Recommandation 5

Considérant que les commerçants et les résidents sont témoins de la désorganisation d'individus ou en état de crise,

Considérant que ces résidents ont témoigné leur malaise et leur inconfort devant de telles situations,

Considérant que plusieurs ignorent les services autres que la police pour venir en aide aux personnes en état de crise,

Considérant qu'il existe de tels services. Certains organismes du quartier s'offrent même à faire de la médiation sociale entre tierces parties,

Considérant que plusieurs résidents et commerçants ont exprimé l'intérêt de connaître ces services afin de mieux réagir lorsque de telles situations surviennent,

Nous recommandons l'élaboration d'un pamphlet mis à la disposition des citoyens, accessibles dans divers lieux. Nous savons qu'il existe déjà un pamphlet de ce genre. Or, il n'est pas complet (manque beaucoup d'informations sur les services offerts, sans compter qu'une minorité d'organismes est présentée). De plus, la page principale présente la candidate du NPD. Il serait plus approprié que ce type de pamphlet soit produit par le SPVM ou un organisme communautaire ou, par l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. De plus, considérant que certains résidents et commerçants entretiennent de la méfiance et/ou des préjugés à l'égard des organismes ayant pour but la réduction des méfaits. Il pourrait être opportun pour ces organismes d'offrir une journée de type porte

ouverte. Les résidents pourraient ainsi se familiariser avec l'établissement, interroger les services et les biens faits d'une telle approche.

Recommandation 6

Considérant que le respect des espaces privés est gage d'une bonne cohabitation;

Considérant que certains résidents se sentent lésés dans l'occupation de certains lieux lorsque ceux-ci sont utilisés à des fins de consommation de drogue ou de pratiques sexuelles,

Considérant que tous à droit à l'occupation de la ville, de jouir d'une qualité de vie chez soi et dans son quartier,

Nous recommandons aux résidents qui se sentent lésés de se réapproprier les lieux jugés inadmissibles à la consommation de drogues et aux activités sexuelles. En ce sens, si certaines ruelles derrière chez soi sont le théâtre d'activités illicites, se rassembler entre résidents pour y faire une ruelle verte, y installer des jeux tels qu'un panier de Basket Ball peut signaler que **certains lieux** sont réservés strictement aux activités résidentielles et familiales. En aucun cas, il ne s'agit de «tasser» qui que ce soit. Il s'agit seulement de reconnaître que l'espace partagé peut parfois servir exclusivement à un type d'activité. Le respect d'autrui et le droit à la ville obligent certaines personnes à modifier leurs habitudes.

Recommandation 7

Considérant que la quasi-totalité des résidents, des commerçants ainsi que les organismes communautaires se sont dits en faveur d'un site d'injections supervisées,

Considérant qu'un tel site pourrait diminuer certains irritants de la cohabitation (diminution du monde dans les piaules, des injections dans les lieux publics, des seringues à la traîne),

Considérant qu'un site comme celui-ci pourrait aider les personnes aux prises avec une dépendance aux drogues injectables et prévenir les pratiques à risque en sensibilisant ces usagers,

Nous recommandons l'instauration d'un site d'injection supervisée dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Recommandation 8

Considérant qu'il n'existe aucun service offert uniquement pour les femmes désirant se sortir de la prostitution,

Considérant que le répit du Cap St-Barnabé est un lieu de dépannage **mixte** pour y dormir,

Considérant que la majeure partie des organismes pouvant aider les travailleuses du sexe ont davantage des volets sur les pratiques à risque de transmission du VIH-SIDA, hépatites et autres ITSS,

Considérant que ces mêmes organismes ont tous des **mandats de réduction des méfaits**,

Considérant que l'organisme **Stella est un organisme prosexe** qui vise à aider les femmes travailleuses du sexe dans le cadre de leur profession. Que cet organisme ne vise pas à aider –spécifiquement- les femmes voulant se sortir de la prostitution;

Considérant qu'il n'existe pas d'organisme non mixte, uniquement centré sur la sortie de la prostitution à long terme

Considérant qu'un tel besoin est criant dans le secteur et, plus largement pour toute la ville de Montréal,

Nous recommandons la mise en place d'un organisme visant à aider les femmes **voulant sortir de la prostitution**, peu importe la forme qu'elle revête, en y offrant des **possibilités à long terme**, un service approprié et soutenu en matière de soutien psychologique et de dépendance aux drogues.

